

BESOINS ET PLAN DE RÉPONSE HUMANITAIRE BURUNDI

CYCLE DE
PROGRAMME HUMANITAIRE
2023

PUBLIÉ EN MARS 2023



À propos

Ce document est consolidé par OCHA au nom de l'équipe humanitaire pays et des partenaires. Le Plan de réponse humanitaire est une présentation de la réponse stratégique coordonnée conçue par les acteurs humanitaires pour répondre aux besoins urgents des personnes touchées par les chocs. Il est basé sur les preuves des besoins décrits dans l'aperçu des besoins humanitaires et y répond.

PHOTO DE COUVERTURE

Photo : Des membres de Champ Ecole Producteur, CEP de la colline Karunga commune Isale dans Bujumbura rural, entretiennent des plants dans les pépinières.

Photo : FAO/Joseph Nsabyabandi

Les désignations employées et la présentation des éléments dans le présent rapport ne signifient pas l'expression d'une quelconque opinion que ce soit de la Partie du Secrétariat des Nations Unies concernant le statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une zone ou de leurs autorités, ou concernant la délimitation de frontières ou de limites.

Pour consulter les mises à jour les plus récentes



OCHA coordonne l'action humanitaire pour garantir que les personnes touchées par la crise reçoivent l'assistance et la protection dont elles ont besoin. Il s'emploie à surmonter les obstacles qui empêchent l'aide humanitaire d'atteindre les personnes touchées par les crises et assure le leadership dans la mobilisation de l'aide et des ressources au nom du système humanitaire.

www.unocha.org/burundi

twitter.com/ochaburundi



ReliefWeb Response (RW Response) est un service numérique spécialisé. Ce service fait partie de l'engagement envers la communauté humanitaire pour garantir que les informations pertinentes dans une situation d'urgence humanitaire sont disponibles pour faciliter la compréhension de la situation et la prise de décision.

<https://response.reliefweb.int/burundi>

Humanitarian Action

ANALYSING NEEDS AND RESPONSE

Humanitarian Action soutient les décideurs en leur donnant accès à des données humanitaires clés. Il fournit les dernières informations vérifiées sur les besoins et la prestation de la réponse humanitaire ainsi que sur les contributions financières.

<https://humanitarianaction.info/plan/1148>



Le Service de suivi financier (FTS) est le principal fournisseur de données continuellement mises à jour sur le financement humanitaire mondial, et est un contributeur majeur à la prise de décision stratégique en mettant en évidence les lacunes et les priorités, contribuant ainsi à une aide humanitaire efficace, efficiente et fondée sur des principes.

<https://fts.unocha.org/>

Table des matières

05	Avant-propos
06	Aperçu du plan de réponse
09	Réponse planifiée par province
10	Partie 1 : Contexte, impact des chocs et analyse des besoins
11	1.1 Contexte
13	1.2 Principaux chocs et leurs impacts
17	1.3 Portée de l'analyse, conditions humanitaires et facteurs sous-jacents
24	1.4 Tendances historiques
25	Partie 2 : Priorités stratégiques de la réponse
26	2.1 Hypothèse de planification et approches globales de la réponse
33	2.2 Complémentarité avec les plans existants
35	2.3 Objectifs stratégiques, objectifs spécifiques et approche de la réponse
43	2.4 Protection transversale
46	2.5 Utilisation des transferts monétaires à usages multiples
47	2.6 Capacités opérationnelles et contraintes
50	Partie 3 : Suivi de la réponse
51	3.1 Approche du suivi
53	3.2 Objectifs stratégiques et spécifiques : indicateurs et cibles
55	Partie 4 : Besoins et réponses prioritaires sectoriels
56	Aperçu de la réponse sectorielle
60	4.1 Abris et articles non-alimentaires (A/ANA)
63	4.2 Eau, hygiène et assainissement (EHA)
67	4.3 Éducation
71	4.4 Nutrition
76	4.5 Protection
85	4.6 Santé
88	4.7 Sécurité alimentaire et moyens d'existence (SAME)
91	4.8 Coordination
92	Partie 5 : Plan de réponse pour les réfugiés
93	Réfugiés
98	Partie 6 : Annexes
99	6.1 Méthodologie de calcul des coûts
100	6.2 Chiffres de planification par secteur et par zone géographique
102	6.3 Paquets d'activité par secteur
107	6.4 Et si nous ne répondons pas ?
109	6.5 Comment contribuer
110	6.6 Acronymes
112	6.7 Notes finales



GATUMBA, BURUNDI

Visite de terrain dans le site des déplacées de Kinyinya II, commune Mutimbuzi, de la province de Bujumbura rural. Depuis 2002, les déplacées ont été abritées dans les sites à la suite des inondations et la montée des eaux de la rivière Rusizi et le lac Tanganyika.

Photo : OCHA/Annick Ndayiragije

Avant-propos

Chers partenaires,

J'ai l'honneur de vous présenter, les Besoins et le Plan de réponse humanitaire pour l'année 2023. Ce document comprend une analyse approfondie des besoins qui vont permettre aux acteurs humanitaires de planifier la réponse. Il s'inscrit dans le cadre de la mise à jour du Plan de réponse humanitaire de 2022. Au vu des désastres naturels grandissants, une attention particulière a été mise sur la prévention et la réduction des risques de catastrophes.

Malgré la baisse du nombre de personnes dans le besoin, le Burundi continue d'être confronté à de nombreux chocs qui continuent d'affecter les communautés les plus vulnérables. Les effets du changement climatique impactent considérablement la sécurité alimentaire, entraînant une augmentation du nombre de personnes en insécurité alimentaire avec plus de 1,4 million de personnes, selon le dernier rapport du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire.

Les personnes déplacées en raison des désastres climatiques représentent 80 pour cent des déplacements au Burundi. De plus, la situation économique mondiale, l'inflation, et les conséquences de la guerre en Ukraine, accentuent la vulnérabilité des ménages.

Conscients de ces réalités, le Gouvernement et les acteurs humanitaires travaillent de concert pour répondre aux besoins des populations tout en s'assurant de ne laisser personne pour compte.

A travers la réponse humanitaire 2023 au Burundi, 72 organisations humanitaires visent à soutenir 1,1 million de personnes. Pour pouvoir atteindre cette cible, le financement requis est de 194,2 millions de dollars américains.

La réponse multisectorielle planifiée donne une priorité aux besoins les plus aigus tout en prenant en compte les causes sous-jacentes et multidimensionnelles des chocs afin d'améliorer la résilience des populations. Cette réponse établit un lien avec l'approche Nexus Humanitaire-Développement-Paix afin de trouver et de mettre en place des solutions durables et définitives aux vulnérabilités. Elle fait également un lien avec le Plan-cadre de coopération pour le développement durable entre le Gouvernement du Burundi et le système des Nations Unies pour la période 2023-2027.

Un accent particulier est également mis sur le renforcement continu de la redevabilité envers les personnes affectées et la protection des personnes les plus vulnérables dans tous les aspects de la réponse, y compris la protection contre l'exploitation et les abus sexuels.

C'est au nom de toute la communauté humanitaire, que je souhaite remercier les bailleurs de fonds qui ont soutenu la réponse au Burundi en 2022 tout en les exhortant à renouveler leur soutien en 2023. Un financement robuste est nécessaire pour consolider les progrès effectués et continuer à réduire les besoins humanitaires dans le pays.

John Agbor

Coordonnateur résident a.i du Système des Nations Unies au Burundi



Aperçu du plan de réponse

Les personnes au coeur de la réponse en 2023

Personnes dans le besoin	Personnes ciblées	Financements requis (USD)	Partenaires opérationnels
1,5M	1,1M	194,2M	72

Une réponse axée sur ...

Le renforcement de la redevabilité envers les populations

La centralité de la protection

Le nexus humanitaire-paix-développement avec une contribution humanitaire à l'atteinte des résultats collectifs

... pour assurer la **survie** des populations affectées et l'**amélioration de leurs conditions de vie** ...

Objectif Stratégique 1

En 2023, 991 000 personnes bénéficient d'une assistance multisectorielle et intégrée nécessaire pour réduire leur extrême vulnérabilité et préserver leur intégrité physique et mentale.



Objectif Stratégique 2

En 2023, 1,1 million de personnes bénéficient d'une assistance multisectorielle et intégrée nécessaire pour réduire leur vulnérabilité et améliorer leurs conditions de vie.



- Des personnes ciblées par l'objectif stratégique 1 sont également ciblées par l'objectif stratégique 2 car ont des besoins liés aux conditions de vie.
- Les interventions prévues par l'objectif stratégique 2 ont pour buts d'éviter la dégradation des conditions humanitaires et le basculement vers l'objectif stratégique 1.

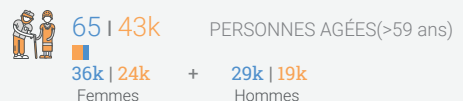
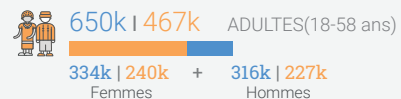
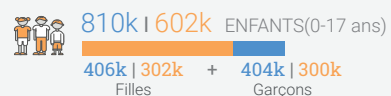
... en ciblant les personnes plus **vulnérables**

Population par groupe ciblé

XX : Dans le besoin

XX : Ciblée


Population par genre et âge



Focus sur les objectifs

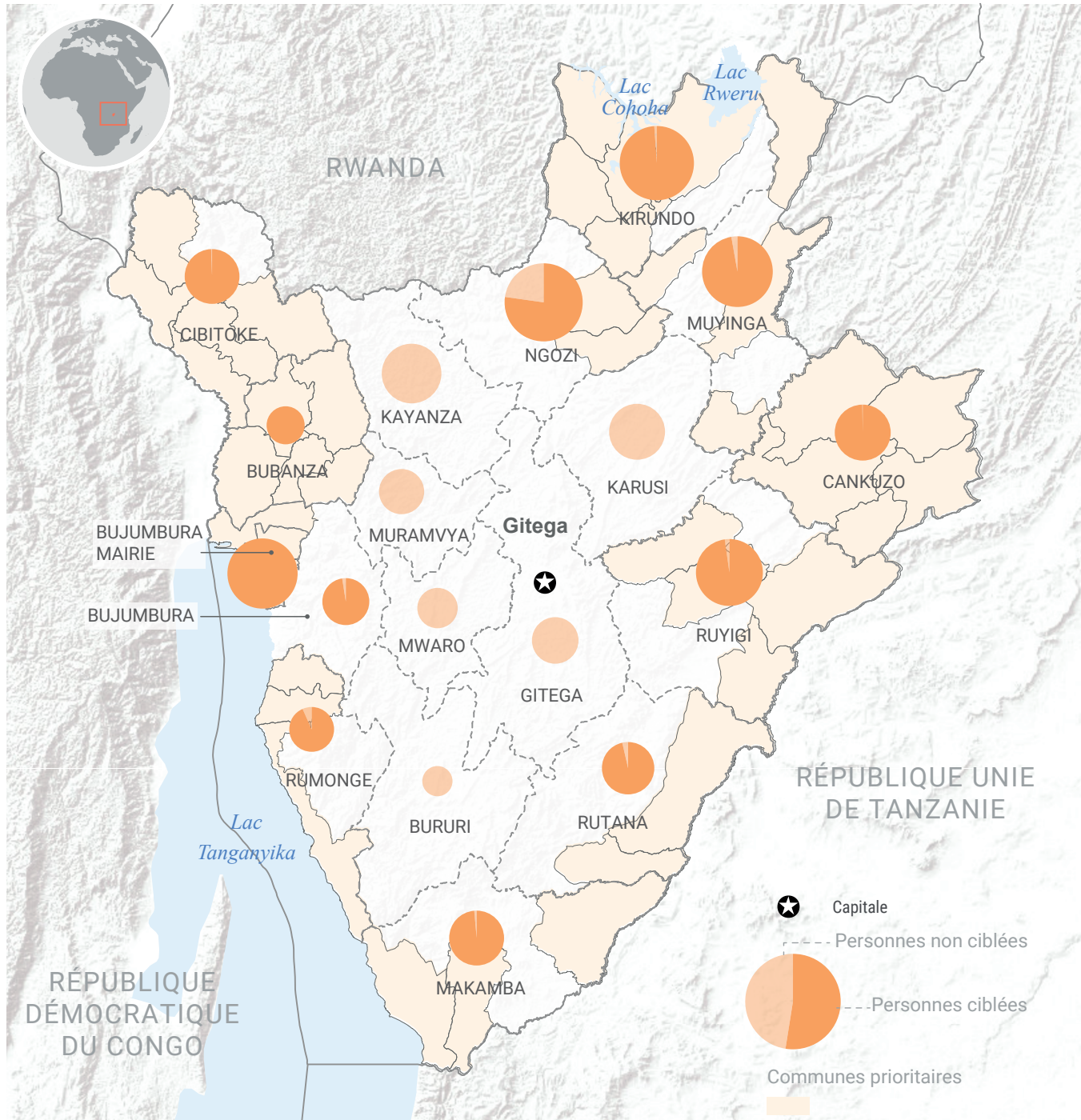
	Objectif Stratégique 1	Objectif Stratégique 2
Justification	<p>Afin de sauver et préserver des vies suite aux chocs affectant les populations, les interventions seront priorisées pour assurer une réponse d'urgence rapide, intégrée et holistique aux populations les plus affectées.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Assurer une réponse d'urgence multisectorielle qui répond aux besoins vitaux des personnes les plus touchées. - Répondre à l'insécurité alimentaire (Phase 3 et 4 de l'IPC), à la malnutrition et aux déplacements (rapatriés, PDI et réfugiés). - Assurer une réponse aux flambées épidémiques (paludisme, cholera, rougeole, etc.). <p><i>Interventions priorisées pour assurer la rapidité de la réponse d'urgence tout en assurant une réponse intégrée et holistique.</i></p>	<p>Du fait de la récurrence des chocs dans les communautés ayant des vulnérabilités préexistantes, des interventions seront conduites pour assurer le renforcement de la résilience des populations les plus vulnérables aux effets prolongés des chocs.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Répondre aux besoins de protection et d'accès aux services de base en vue de renforcer l'environnement protecteur et les conditions de vie. - Réduire les risques de la malnutrition aigüe et autres urgences sanitaires. - Renforcer et protéger les moyens de subsistance et les capacités des communautés à faire face aux chocs futurs. <p><i>Interventions priorisées pour assurer le renforcement de la résilience des groupes de populations les plus vulnérables affectés par les effets prolongés des chocs.</i></p>
Approche coordonnée de la réponse	<ul style="list-style-type: none"> - Abris/ANA et EHA : Pour protéger la population face aux intempéries, à l'exposition aux maladies dont celles d'origine hydrique et octroyer un accès immédiat à une réponse d'urgence digne, équitable et sécurisée en abris/ANA. - EHA, Santé et Éducation : Pour la prise en charge des maladies d'origine hydrique et la prévention de leur propagation dans les sites de PDI, les communautés et les milieux scolaires. - Santé, Sécurité alimentaire, Nutrition et EHA : Pour renforcer la prise en charge de la malnutrition et assurer un accès aux vivres pour les plus vulnérables, tout en assurant que les aspects sanitaires soient pris en compte dans toute assistance. - Protection : Pour assurer la prise en charge de la malnutrition aigüe et un accès à l'alimentation pour les plus vulnérables tout en garantissant que les aspects sanitaires soient pris en considération dans toute l'assistance. 	<ul style="list-style-type: none"> - Protection, Abris/ANA, EHA, Santé : Pour répondre aux besoins en accès aux services multisectoriels et réduire les vulnérabilités et les défis sanitaires. - EHA, Santé, Éducation et Nutrition : Pour prévenir la propagation des maladies d'origine hydrique, et pour répondre aux besoins en EHA dans les milieux sanitaires et scolaires. - Sécurité Alimentaire, EHA et Protection : Pour prévenir l'incidence de la malnutrition et de l'insécurité alimentaire, tout en assurant de bonnes conditions d'hygiène dans les structures de prise en charge et un accès adéquat à la documentation civile. - Tous les secteurs : Pour renforcer les capacités des populations à faire face aux chocs futurs, afin de diminuer les besoins en assistance humanitaire: appuyer la restauration et le renforcement des moyens de subsistance pour permettre un relèvement précoce suite aux chocs; renforcer la redevabilité envers les populations affectées ainsi que l'approche genre.

Réponse planifiée par secteur

	Secteur	Personnes dans le besoin	Personnes ciblées	<div><div></div> Besoin</div> <div><div></div> Cible</div>	Fonds requis (USD)	Partenaires opérationnels
	Réponse aux réfugiés	115k	115k	<div><div></div><div></div></div>	\$55,3M <div><div></div></div>	15
	Réponse aux rapatriés	40k	40k	<div><div></div><div></div></div>	\$50,9M <div><div></div></div>	13
	Sécurité alimentaire	1,4M	991k	<div><div></div><div></div></div>	\$38,3M <div><div></div></div>	15
	Abris-ANA	218k	154k	<div><div></div><div></div></div>	\$18,6M <div><div></div></div>	7
	Nutrition	253k	166k	<div><div></div><div></div></div>	\$14,0M <div><div></div></div>	8
	Education	416k	168k	<div><div></div><div></div></div>	\$5,0M <div><div></div></div>	9
	Protection	236k	188k	<div><div></div><div></div></div>	\$4,8M <div><div></div></div>	42
<div><div></div></div> Protection de l'enfance		119k	95k	<div><div></div><div></div></div>	\$1,9M <div><div></div></div>	31
<div><div></div></div> Violences basées sur le genre (VBG)		114k	67k	<div><div></div><div></div></div>	\$932k <div><div></div></div>	29
	Eau, hygiène et assainissement	147k	147k	<div><div></div><div></div></div>	\$3,2M <div><div></div></div>	11
	Santé	636k	177k	<div><div></div><div></div></div>	\$2,6M <div><div></div></div>	12
	Coordination	-----	-----		\$1,5M <div><div></div></div>	1

Réponse planifiée par province

PERS. DANS LE BESOIN	PERS. CIBLÉES	FEMMES	ENFANTS	AVEC HANDICAP
1,5M	1,1M	51%	54%	6,8%



Partie 1 :

Contexte, impact des chocs et analyse des besoins

RUMONGE, BURUNDI

Une équipe d'évaluation multisectorielle inspecte les dégâts causés par des vents forts dans la commune de Bugarama, dans la province de Rumonge. Photo : OCHA/Antoine Lemonnier



1.1

Contexte

Le Burundi figure parmi les 20 pays au monde les plus vulnérables aux effets du changement climatique, avec plus de 80 pour cent des déplacements internes dans le pays, liés à des désastres naturels. Les nombreux chocs auxquels le pays fait face, continuent d'affecter les communautés déjà vulnérables. Les inondations causées par la montée continue du niveau des eaux du lac Tanganyika et le débordement de la rivière Rusizi posent un défi particulièrement difficile à surmonter pour les ménages anciennement déplacés et affectés par les différents cycles d'inondations qui ont eu lieu depuis le début de l'année 2020. Ainsi, des milliers de personnes ont été déplacées et font face à divers risques de protection.

L'année 2021 a été marquée par une augmentation considérable des besoins humanitaires dus à :

- La survenance cyclique de catastrophes naturelles;
- La poursuite des retours importants de réfugiés burundais en provenance des pays voisins, entamée depuis le second semestre de 2020;
- La résurgence/persistance de certaines épidémies telles que le paludisme et la rougeole;
- L'impact socio-économique de la pandémie de la COVID-19 avec la longue fermeture des frontières terrestres.

L'année 2022 a été caractérisée par une persistance des besoins humanitaires enregistrés en 2021 et l'apparition de nouveaux facteurs aggravants tels que :

- L'épidémie de la fièvre de la vallée du Rift et de la peste porcine africaine;
- Les impacts de la guerre en Ukraine.

L'aperçu des besoins humanitaires pour 2023, fait ressortir une amélioration relative de la situation par rapport à 2022, avec 1,5 million de personnes dans le

besoin d'une assistance humanitaire en 2023 contre 1,8 million l'année précédente, une diminution de 17 pour cent. Malgré cela, les besoins persistent et s'accroissent pour les populations les plus vulnérables.

L'économie du Burundi fait face aux impacts combinés de la crise engendrée par la guerre en Ukraine, de l'affaiblissement des réserves de devises et des pénuries de carburants à répétition avec une inflation, record de 26,6 pour cent en décembre 2022. La conjugaison de ces facteurs avec les effets des catastrophes naturelles qui ont frappé le Burundi, ont entraîné des conséquences désastreuses sur la situation humanitaire, notamment avec l'aggravation de l'insécurité alimentaire. Selon le rapport du cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire, de septembre à décembre 2022, 1,4 million de personnes étaient en situation de crise (Phases 3 et 4). Par ailleurs, la poursuite du mouvement de retour des réfugiés burundais dans le cadre du rapatriement volontaire depuis septembre 2017, et les flambées de certaines maladies comme le paludisme et la rougeole, exacerbent les besoins humanitaires.

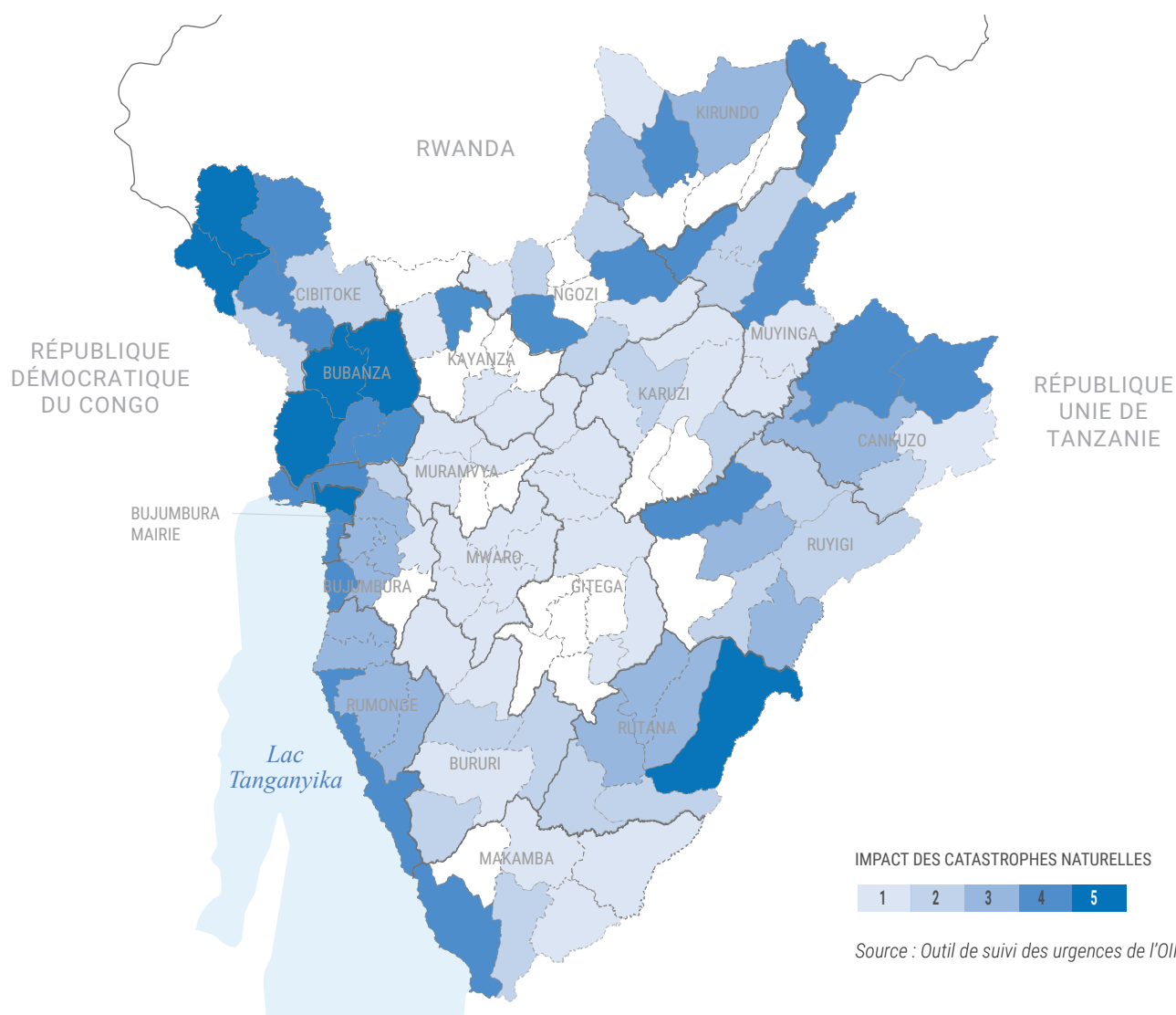
Les différents chocs auxquels fait face le Burundi, s'ajoutent aux difficultés structurelles telles que l'accès insuffisant aux services sociaux de base, qui continuent d'aggraver les besoins humanitaires des populations et d'affecter les communautés fragiles, en particulier les personnes déplacées internes, les personnes rapatriées, et les réfugiés, ainsi que d'autres groupes de personnes vulnérables.

Bien que les différents chocs aient eu un impact négatif sur l'ensemble des populations affectées, les personnes vivant avec handicap, les personnes âgées ainsi que les personnes appartenant à des groupes minoritaires, sont souvent confrontées à des défis spécifiques qui les exposent davantage à des risques de toute nature.

Depuis 2016, afin de mieux répondre aux besoins de la population vulnérable, la communauté humanitaire, en concertation avec le Gouvernement, conduit le processus de planification humanitaire pour mieux prendre en compte et adresser les besoins vitaux des populations affectées par les différents chocs. En 2022, ce processus a permis d'identifier les besoins et de définir une stratégie de réponse commune accompagnée d'un plan d'action des différents secteurs, que constitue le document stratégique de

planification de la réponse de 2023. Ce document combine à la fois l'analyse des besoins et la planification de la réponse et s'inscrit dans le cadre de la mise à jour du Plan de réponse humanitaire de 2022.

Communes impactées par des catastrophes naturelles de 2018 à 2022



1.2

Principaux chocs et leurs impacts

Sous les orientations de l'Équipe humanitaire pays (EHP), l'Inter-secteurs (ISC) s'est réuni au mois d'août 2022 pour analyser les besoins prioritaires et faire ressortir du Plan de réponse humanitaire 2022, les interventions prioritaires. L'ISC a ainsi analysé les zones d'intervention les plus fragiles en considérant les principaux facteurs qui déterminent les besoins humanitaires, à savoir les impacts des catastrophes naturelles et les déplacements internes de population qu'ils engendrent, la situation de l'insécurité alimentaire, le retour de personnes rapatriées et les besoins des réfugiés.

Catastrophes naturelles et déplacements internes de population

Depuis 2018, plusieurs communes du Burundi sont impactées par des aléas dus au changement climatique : les pluies mêlées de grêles, les glissements de terrains, les inondations, les vents violents et pluies torrentielles. Certaines communes ont été touchées plusieurs fois et sur plusieurs années consécutives. Ces aléas ont entraîné l'effondrement de la capacité d'adaptation et de résilience des populations.

Selon la matrice de suivi des déplacements d'octobre 2022, 89 pour cent des déplacements sont dus à des catastrophes naturelles. En octobre 2022, le nombre de personnes déplacées internes dans les 18 provinces du Burundi était estimé à 75 300, la majorité (80 pour cent) étant des femmes et des enfants mineurs. La plupart des personnes déplacées internes¹, sont hébergées par des communautés hôtes (95 pour cent) et dans des sites de déplacement (5 pour cent).

Les populations déplacées internes sont concentrées dans certaines communes des localités du Nord, de l'Est et de l'Ouest du pays ainsi que dans des

communes du littoral du lac Tanganyika par suite de la montée du lac en 2021. Ces populations subissent les impacts des aléas climatiques récurrents. En plus des déplacements, ces populations font face à divers facteurs aggravants qui accentuent la précarité de leurs conditions de vie.

Ces catastrophes viennent impacter les moyens d'existence des ménages, détériorer leurs conditions de vie et exacerber l'insécurité alimentaire ainsi que les vulnérabilités préexistantes.

Au-delà des solutions durables à mettre en place, les besoins des populations déplacées internes restent l'accès à des abris sûrs et décents, des articles non-alimentaires de première nécessité, et la santé.

L'insécurité alimentaire et la malnutrition

Les analyses IPC conduites au mois d'août 2022, font état d'une augmentation de 18 pour cent des personnes en insécurité alimentaire dont 51 000 en situation d'urgence (Phase 4 de l'IPC) sur les périodes de juin à septembre et octobre à décembre 2022. Le nombre de personnes en insécurité alimentaire au cours de cette dernière période, représente 12 pour cent de la population. 3,4 millions de personnes sont en situation de stress alimentaire (Phase 2 de l'IPC).

Cette situation décrite par les analyses de la sécurité alimentaire risque d'être aggravée par :

- Les pluies torrentielles avec la grêle ayant détruit des champs au Nord, Ouest et Sud du pays (Giteranyi, Vumbi, Tangara, Bugarama, etc...) ont également occasionné la perte des revenus des ménages agricoles.
- Un déficit hydrique récurrent au Nord (ZME Bugesera), Est (Dépression de Kumoso) et l'Ouest (partie de la plaine de l'Imbo). Ce phénomène,

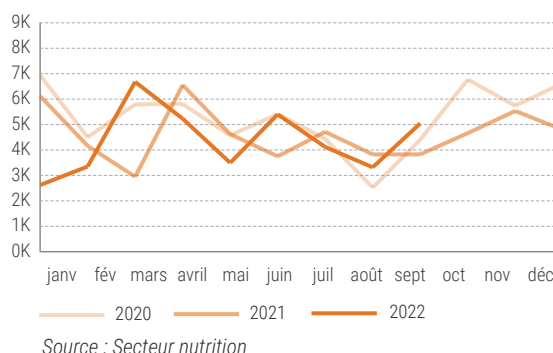
observé au démarrage de la saison pluvieuse de la période, septembre, octobre, novembre et décembre (SOND 2022) et qui coïncide avec la saison culturale 2023A, a limité les semis entraînant donc une limitation de la main d'œuvre agricole et par conséquent, une perte de revenus et risque d'impacter le rendement de la saison.

Les semis tardifs opérés risquent d'engendrer un chevauchement des saisons agricoles 2023A et 2023B et ainsi augmenter la vulnérabilité d'une importante frange des ménages dont la survie dépend presque exclusivement de l'agriculture (environ 90 pour cent des ménages du Burundi).

A noter également que, lors de l'évaluation rapide des besoins réalisé en octobre 2022 dans les provinces de Kirundo, Ngozi et Muyinga, certains ménages ont indiqué avoir consommé leurs stocks de semences et être dans l'incapacité de re-semier pour la saison 2023A, d'où un risque important d'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans les mois à venir.

Cette situation d'insécurité alimentaire combinée avec d'autres facteurs, à des impacts négatifs sur le statut nutritionnel des enfants ainsi que des femmes enceintes et allaitantes. Selon les résultats de l'enquête SMART², la situation nutritionnelle des enfants de 0 à 59 mois et celle des femmes de 15 à 49 ans se caractérise par une baisse de prévalence de la malnutrition aigüe qui est passée de 6,1 pour cent en 2020 à 4,8 pour cent en 2022 au niveau national.

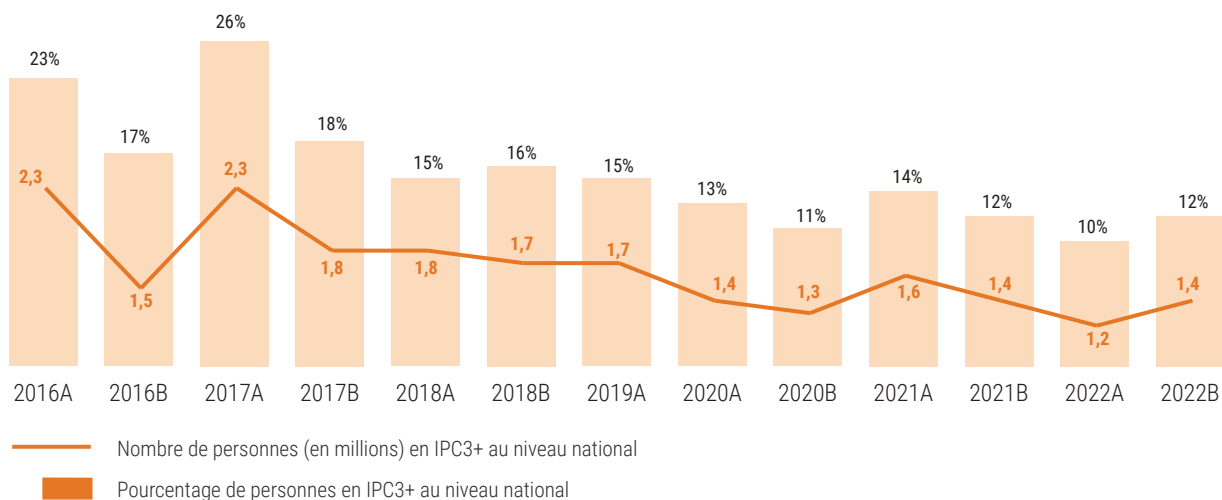
Evolution des nouveaux cas d'enfants malnutris aigus sévères



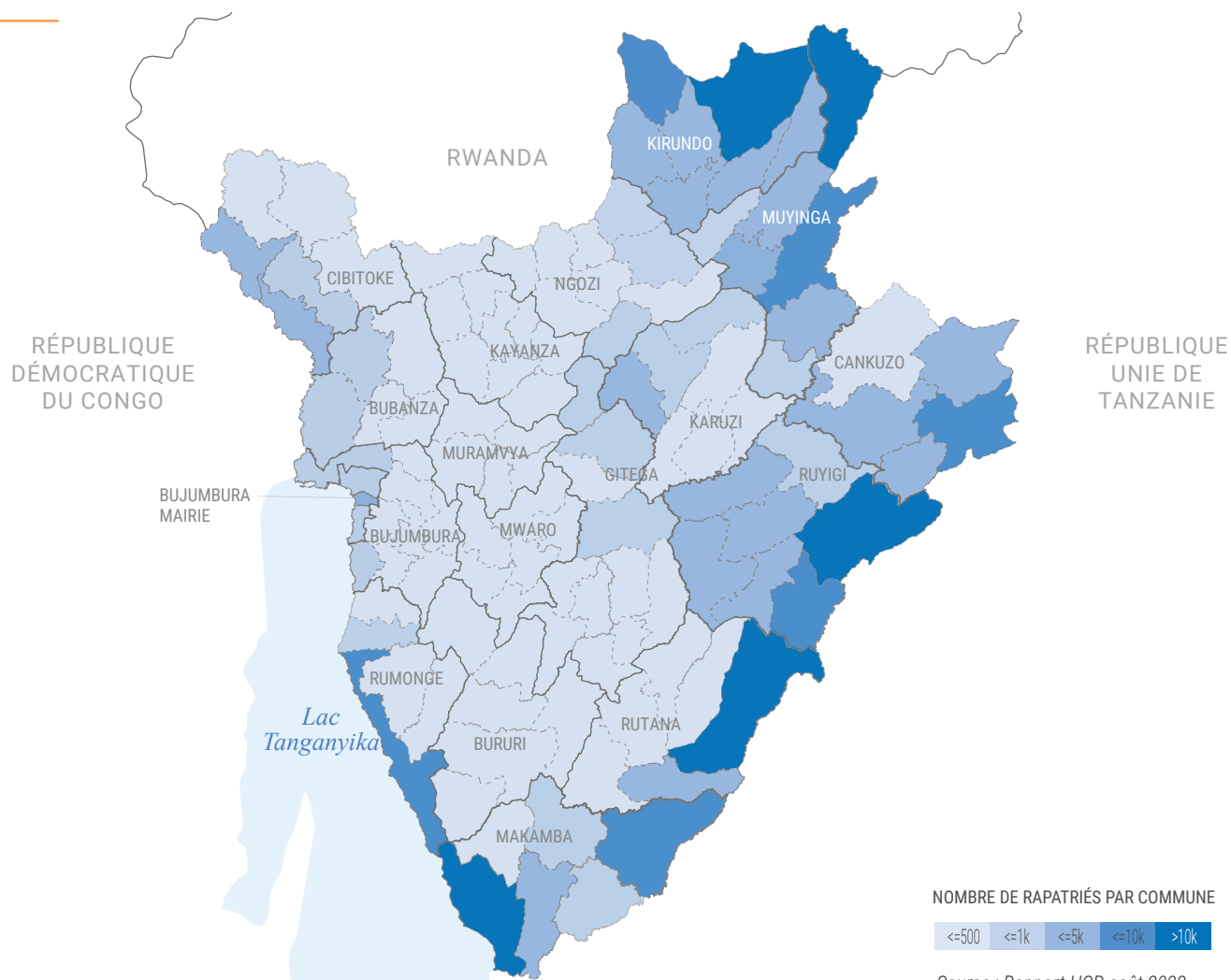
Plus d'un enfant sur deux (55,8 pour cent) présente un retard de croissance au Burundi. La prévalence de la malnutrition chronique a connu une hausse passant de 52,2 pour cent en 2020 à 55,8 en 2022 qui dépasse largement les seuils fixés par l'OMS. L'enquête révèle aussi que le taux de mortalité brut a augmenté en passant de 0,09 décès par jour pour 10 000 personnes à 0,16. Celui des enfants de moins des cinq ans n'a pas véritablement changé (0,18 en 2020 et 0,20 en 2022). Compte tenu d'un nombre important de facteurs combinés qui ont des implications sur la conjoncture économique, la situation ne devrait pas s'améliorer dans les mois à venir.

En 2022, les acteurs du secteur nutrition ont pris en charge 54 600 enfants de moins cinq ans souffrant de malnutrition aigüe sévère et pris en charge 33 000 enfants de moins de cinq ans et 15 000 femmes enceintes ou allaitantes souffrant de malnutrition aigüe modérée.

Tendances des personnes en insécurité alimentaire depuis 2016



83 pour cent des rapatriés sont localisés dans les communes des provinces au nord, à l'est et au sud du pays⁵



Besoins et défis de la réintégration des réfugiés burundais

De 2017 à 2022, 207 561 réfugiés burundais sont rentrés dans leurs localités d'origine. Au cours de l'année 2022, 21 788 personnes rapatriées ont été enregistrées au Burundi par le HCR sur les 70 000 planifiées pour la période (PIN rapatriés, HRP 2022).

Le rapatriement volontaire des réfugiés burundais dans la sécurité et la dignité continue avec l'appui du HCR et du Gouvernement du Burundi (Cadres et consultations tripartites : HCR, gouvernements du Burundi de la Tanzanie et du Rwanda). Les candidats au retour proviennent de différents pays d'asile tels que la Tanzanie, le Rwanda, la RDC, l'Ouganda, le Kenya,

le Mozambique, etc. Les rapatriés, qui viennent juste de rentrer, pour la plupart sans ressources, exercent une pression supplémentaire, sur les capacités de réponse des services sociaux de base dans les zones de retour où vivent des communautés hôtes déjà vulnérables. Les rapports de suivi montrent que la majorité des rapatriés retourne dans les provinces de Makamba, Kirundo, Rutana, Muyinga, Ruyigi et Cankuzo. Ces provinces sont également parmi celles qui comptent le plus grand nombre de PDI et de victimes de catastrophes naturelles et sont parmi les plus touchées par la persistance de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle chronique au Burundi et ne disposent pas d'assez d'infrastructures sociales et économiques nécessaires à une réintégration durable. Ils submergent les capacités d'absorption

des infrastructures scolaires, sanitaires, les services communaux d'état-civil et les tribunaux, etc. 73 pour cent des rapatriés n'ont pas de logement qui leur appartient, 82 pour cent des parents d'enfants rapatriés déclarent ne pas pouvoir payer leurs frais de scolarité, 61 pour cent des rapatriés déclarent consommer un repas par jour³.

La réintégration durable nécessite une réponse élargie aux besoins humanitaires immédiats ainsi qu'aux besoins de résilience et socio-économiques des rapatriés burundais et des communautés d'accueil. Les besoins prioritaires exprimés par les rapatriés sont la documentation, le logement, le renforcement des moyens de subsistance, l'éducation et la santé. Il existe aussi un besoin particulier de renforcer la capacité et les connaissances des acteurs, d'augmenter la capacité en termes d'assistance juridique et judiciaire octroyée aux rapatriés pour obtenir des documents juridiques et fonciers.

Selon le HCR, fin 2022, le Burundi hébergeait près de 89 000 réfugiés et demandeurs d'asile vivant dans les villes et dans cinq camps dans des communes au nord et à l'est. La majorité d'entre eux vient de RDC où la situation sécuritaire est très volatile, pouvant occasionner un afflux massif soudain, comme c'est le cas en Ouganda. Les indicateurs d'un retour dans l'immédiat sont nuls. La réponse humanitaire, dont l'amélioration des conditions de vie dans tous les secteurs, à travers un appui à la résilience.

Le Plan conjoint de retour et de réintégration des réfugiés, comporte des aspects humanitaires et de développement, et est conçu pour soutenir le rapatriement des réfugiés, et pour promouvoir leur résilience et leur réintégration durable.

Les facteurs aggravants

La fièvre de la vallée du Rift

La fièvre de la vallée du Rift (FVR) est une fièvre hémorragique virale aiguë qui est le plus souvent observée chez les animaux domestiques (comme les bovins, les bisons, les moutons, les chèvres et les chameaux) et peut aussi provoquer des maladies chez l'homme. Elle a été signalée pour la première fois au

Burundi à la fin mai 2022. L'épidémie de la FVR a eu de graves conséquences sur le bien être des ménages et entraîné de lourdes pertes économiques. Ngozi et Kirundo ont été les premières provinces à enregistrer la maladie qui s'est ensuite propagée à Muyinga, Kayanza, Cibitoke, Karuzi, Bujumbura, Muramvya et Makamba. La FVR suivie de la suspension de ventes des animaux, a entraîné des conséquences sur la consommation de protéines animales mais surtout sur la privation des ménages ruraux des opportunités de revenus importants. Cette situation a obligé les ménages à vendre des récoltes pour financer toutes les dépenses de la saison ce qui a occasionné un épuisement des réserves alimentaires. L'élevage est l'un des moyens de subsistance le plus important et représente 14 pour cent du PIB national et 29 pour cent de l'agriculture. Malgré la réouverture des marchés de bétail le 28 septembre, la reprise reste timide.

Impacts prolongés de la COVID-19 et de la guerre en Ukraine

Les secteurs burundais impactés par la COVID-19 sont le commerce extérieur, le tourisme, l'hôtellerie, les transports, l'économie informelle et la chaîne d'approvisionnement alimentaire. Les commerçants s'approvisionnent en Chine, et la suspension des échanges commerciaux avec le reste du monde jusqu'en avril 2022 a provoqué la chute des importations et a eu pour effets directs une pénurie des produits et une hausse des prix. Le risque de persistance d'une baisse des importations est palpable, en raison de l'incertitude des retombées de la guerre en Ukraine. Cette dernière a perturbé la reprise économique, avec une hausse des prix des importations, une baisse des prix des exportations, et des goulots d'étranglement de la chaîne d'approvisionnement. Il est à craindre que cette crise impacte la sécurité alimentaire au Burundi. Selon la Banque mondiale, la croissance devrait s'accélérer pour atteindre un taux de 3,3 pour cent en 2022, se renforçant légèrement par rapport à 3,1 pour cent en 2021. L'inflation suit une tendance à la hausse, elle est passée de 14 pour cent en janvier 2022 à 26,8 pour cent en novembre 2022⁴. Il est à noter que ce taux est l'un des plus élevés au niveau de la sous-région : Rwanda (20 pour cent); Ouganda (10,7 pour cent); Kenya (9,6 pour cent) et Tanzanie (4,9 pour cent).

1.3

Portée de l'analyse, conditions humanitaires et facteurs sous-jacents

Portée de l'analyse

En 2023, selon les projections, les désastres naturels et les chocs climatiques devraient continuer à engendrer la majorité des besoins humanitaires au Burundi et par conséquent impacter les groupes de populations les plus vulnérables. Ces chocs occasionnent des déplacements de population et la destruction d'abris et d'infrastructures, ainsi que des pertes d'étendues de champs agricoles. Les analyses effectuées couvrant l'ensemble des 18 provinces du pays, permettent d'identifier certaines tendances spécifiques en fonction des zones géographiques. Les provinces de l'Est, du Nord et de l'Ouest, sont affectées par les catastrophes liées aux chocs climatiques. Elles sont également affectées par des déplacements de populations, tels que le retour des réfugiés burundais à l'Est et au Nord et les déplacements internes de population dans les quatre provinces de l'Ouest. Par ailleurs, les provinces du centre du pays subissent les conséquences de la vulnérabilité chronique à la survenance du moindre choc. Bien que la plupart des demandeurs d'asile entrent au Burundi par les provinces de l'Ouest, les réfugiés sont installés dans cinq camps à l'Est du pays. Quant aux rapatriements, les retours des réfugiés burundais en provenance des pays limitrophes, principalement de la Tanzanie, du Rwanda et de la RD Congo, continueront. Au total, 40 400 retours sont attendus en 2023. Les retours continueront à se faire dans le cadre des solutions durables pour les Burundais vivant dans les pays limitrophes.

Conditions humanitaires et personnes dans le besoin

La survenance des catastrophes naturelles, les maladies à potentiel épidémique et les mouvements de populations (y compris les déplacements internes,

les rapatriements de réfugiés burundais, l'arrivée de réfugiés / demandeurs d'asile) sont les principaux risques et facteurs qui engendreront les besoins humanitaires en 2023. Les chocs auxquels fait face le Burundi s'associent aux différents facteurs socio-économiques et exacerbent les vulnérabilités chroniques et les divers défis structurels. Cette situation impacte la capacité des groupes de populations les plus vulnérables à se relever, à faire face aux nouveaux chocs et à maintenir leur résilience.

Comme en 2022, sur la base des chocs actuels et projetés pour 2023, de l'analyse de leur sévérité et de la capacité des populations à y faire face, les acteurs humanitaires au Burundi prioriseront deux « conditions humanitaires » qui découlent des impacts des chocs majeurs identifiés.

Condition humanitaire 1 : Survie

Il s'agit des conséquences des chocs ayant un effet direct sur l'intégrité mentale et physique des personnes et/ou la dignité à court terme (dans un délai de six mois) ou à moyen terme, y compris la mort et les blessures, la morbidité (maladies infectieuses et chroniques), la malnutrition (aiguë et chronique), les violations des droits de l'homme telles que les détentions arbitraires et la violence ciblée, etc.

Condition humanitaire 2 : Conditions de vie des populations

Les conditions humanitaires liées aux conditions de vie se manifestent selon différents types de déficit et l'utilisation de différents mécanismes d'adaptation par les communautés pour couvrir leurs besoins fondamentaux d'autonomie, tels que l'accès à l'alimentation, aux moyens de production ou aux services de base comme l'éducation, la santé, etc.

Les deux conditions humanitaires sont fortement corrélées et peuvent changer dans le temps ou selon les nouveaux chocs. En effet, les personnes ayant des besoins liés à la survie ont ou pourraient également avoir des besoins liés aux conditions de vie. En même

temps, si une réponse adéquate n'est pas apportée aux personnes ayant des besoins liés à leurs conditions de vie, certaines d'entre elles pourraient voir leur situation se dégrader davantage et se retrouver dans des conditions affectant leur survie.

Groupes de populations priorisés

La réponse multisectorielle donne priorité aux besoins les plus aigus tout en prenant en compte les causes profondes des chocs pour une meilleure résilience des populations, et établit un lien avec le Nexus Humanitaire-Développement-Paix pour trouver des solutions durables et définitives à la vulnérabilité.

En 2023, quatre groupes de populations seront ciblés par la planification stratégique, à savoir les personnes déplacées internes, les rapatriés, les réfugiés et les autres catégories de personnes vulnérables affectées par les urgences.

Groupe de population priorisé # 1 : personnes déplacées internes (PDI)

PERS. dans le besoin	PERS. ciblées	DONT FEMMES HOMMES (%)	ENFANTS ADULTES PERS. ÂGÉES (%)	PERS. VIVANT AVEC UN HANDICAP (%)
84k	81k	55 45	57 39 4	2

Facteurs associés

Les désastres naturels étaient la principale cause des déplacements internes observés en octobre 2022 (89 pour cent) au Burundi. Environ 12 000 personnes nouvellement déplacées ont été enregistrées de janvier à octobre 2022. 95 pour cent de ces personnes nouvellement déplacées vivent dans des familles d'accueil et cinq pour cent dans des sites⁶.

En 2022, les catastrophes naturelles, en particulier les pluies torrentielles et la grêle, avaient affecté environ 59 522 personnes notamment dans les provinces de Kirundo (50 pour cent) et Ngozi (32 pour cent). D'autre part, les pluies torrentielles et les vents violents, avaient causé le déplacement de 9 940 personnes particulièrement dans les provinces de Cibitoke (73 pour cent) et Rumonge (11 pour cent).

Zones prioritaires : Les provinces de l'est et l'ouest du pays (PDI en sites et hors sites)

Selon les analyses intersectorielles effectuées en octobre 2022, qui ont examiné la situation et les besoins des catégories des personnes dans le besoin

dans les différentes provinces ainsi que les défis majeurs et leurs capacités d'adaptation, il est ressorti que la majorité des personnes déplacées internes vivent dans les provinces de Bubanza, Bujumbura, Bujumbura Mairie, Cibitoke, Cankuzo, Kirundo, Makamba, Rumonge, Rutana et Ruyigi. Les besoins sont particulièrement sévères dans les provinces de l'Ouest (Makamba, Rumonge) et de l'Est (Ruyigi), avec un niveau de sévérité de cinq sur une échelle d'acuité croissante de un à cinq. Le niveau de sévérité des besoins est également élevé dans les provinces de Rutana, Kirundo, Bujumbura, Cankuzo, avec un niveau de sévérité de quatre.

En lien avec les priorités définies par le Groupe de travail Redevabilité envers les personnes affectées (GT AAP), les acteurs de la réponse favoriseront la mise en place de systèmes collectifs de redevabilité dans ces zones prioritaires, surtout dans les sites de PDI afin d'assurer une approche renforcée en matière de mécanisme de signalement et de gestion des plaintes (partage d'information, la collecte, et la gestion).

Séquencement de la réponse

Prenant en compte les évaluations et la réponse en cours, les besoins subsistants et prioritaires des PDI, ainsi que les projections, les interventions en leur faveur se concentreront principalement dans les zones qui connaissent régulièrement des chocs causant des déplacements. Néanmoins, les efforts de déploiement et de pré-positionnement des capacités de réponse près des lieux des sinistres ou sous des risques probables de survenance de chocs seront favorisés pour une réponse efficace. En 2023, l'Équipe humanitaire pays poursuivra ses efforts de renforcement de la préparation, anticipera sur les événements liés au changement climatique par des

actions appropriées, et assurera une réponse rapide et efficace en cas de choc soudain.

Le plan-cadre de coopération pour le développement durable entre le Gouvernement du Burundi et les Nations Unies, qui s'inspire du PND 2018-2027, prévoit que : « d'ici 2027, les populations du Burundi bénéficient de meilleures pratiques de gestion de l'environnement, des ressources naturelles et des systèmes de préparation et de réponse aux chocs d'origines naturelle et humaine ». La mise en œuvre graduelle de ce plan soutiendra la mise en place et l'opérationnalité d'un système d'alerte précoce multisectoriel et intégré, le renforcement du cadre de préparation et de réponse et les solutions durables.

Groupe de population priorisé # 2 : rapatriés

PERS. dans le besoin	PERS. ciblées	DONT FEMMES HOMMES (%)	ENFANTS ADULTES PERS. ÂGÉES (%)	PERS. VIVANT AVEC UN HANDICAP (%)
40,4k	40,4k	55 45	56 41 3	12

Facteurs associés

Le retour de réfugiés burundais des pays limitrophes se fait sur la base d'accords et consultations tripartites signés entre le HCR, le Gouvernement du Burundi et les gouvernements des pays d'accueil, dont la Tanzanie en 2017 et le Rwanda en 2020. Ceux-ci servent de cadres de retour volontaire des réfugiés burundais. Entamé en septembre 2017, le processus des retours assistés avait commencé principalement avec les réfugiés se trouvant en Tanzanie. Peu de temps après, les retours ont également été facilités à partir de la RDC, du Rwanda, de l'Ouganda et du Kenya. Les mouvements de retour volontaires ont été importants en 2018, avant de se ralentir considérablement en 2019 et pendant la première moitié de 2020. Depuis le début du processus en septembre 2017, 207 561 réfugiés burundais ont été rapatriés au 31 décembre 2022. Pour l'année 2023, le HCR prévoit le retour de 40 400 réfugiés burundais, principalement à partir de la Tanzanie, du Rwanda, de la RDC et de l'Ouganda. Ils seront assistés dans le processus de rapatriement volontaire.

La situation globale du retour et de la réintégration au Burundi demeure complexe, particulièrement en raison du nombre important de retours. L'accès à la documentation d'état civil, aux moyens de subsistance et aux services sociaux de base (éducation et services de santé) constituent les principaux besoins des rapatriés. Selon les données de suivi de protection, les besoins de protection persistent tout au long du processus de rapatriement et de réintégration dans les zones de retour, ces zones ne disposant pas de capacités suffisantes et adéquates pour satisfaire les besoins socio-économiques des rapatriés et des communautés d'accueil. Les résultats du suivi de protection du HCR indiquent aussi que les besoins de protection les plus urgents des personnes rapatriées incluent l'accès aux moyens de subsistance et à des activités génératrices de revenus diversifiées. La situation est particulièrement difficile pour les femmes, les jeunes, les personnes vivant avec handicap et les personnes âgées. Les évaluations démontrent que les communautés d'accueil n'ont pas la capacité de soutenir le processus de réintégration, en raison

PROCESSUS DE RAPATRIEMENT ET PAQUET D'ASSISTANCE POUR TROIS MOIS

1. L'enregistrement des rapatriés à l'arrivée au Burundi

- Identification et tri des rapatriés, y compris les personnes à besoins spécifiques¹².
- Fourniture de certificats administratifs de retour.

2. L'accueil et la logistique au niveau des centres de transit (CT)

Nom du CT	Localisation du CT	Capacité d'accueil avec mesures COVID-19
Nyabitare	Ruyigi	600
Kinazi	Muyinga	800
Songore	Ngozi	500
Gitara	Makamba	700
Gihanga	Bubanza	600

- Approvisionnement de repas chaud
- Transport secondaire vers les communes (niveau administratif 2) de retour. Les rapatriés organisent leurs transports vers les collines (niveau administratif 3) de retour.

- Les mesures de prévention et de réponse à la COVID-19 en partenariat avec le ministère de la santé publique et la lutte contre le Sida : contrôle de température, stations de lavage des mains, contrôles des foules et mesures de distanciation physique.
- Assistance avec un paquet de retour.
- UNHCR : subventions en espèces (200 USD par adulte et 200 USD par mineur) et distributions d'articles non-alimentaires (ANA).
- Programme alimentaire mondial (PAM) : distribution d'une ration alimentaire pour trois mois.

3. Suivi de protection

Au-delà des trois mois, les besoins humanitaires des rapatriés seront pris en compte dans les réponses sectorielles (voir pages sectorielles). Les besoins de réintégration sont, quant à eux inclus, dans la partie « réintégration » du JRRRP.

du manque d'assistance pour une cohésion sociale effective et de ressources appropriées selon les différentes catégories de ce groupe de population. L'insuffisance de capacités institutionnelles impacte immédiatement et à long terme la réintégration des rapatriés au Burundi. Sans une réintégration durable, le risque que les rapatriés se déplacent de nouveau à l'intérieur ou à l'extérieur du pays augmente.

Parallèlement, en raison des défis liés à la réintégration, le suivi de protection mené par le HCR en 2022 montre une augmentation significative du nombre de rapatriés qui ne sont pas retournés dans leurs zones d'origine (9 pour cent en 2019, 34 pour cent en 2020 et 31 pour

cent en 2021 et en 2022, selon les données du HCR). Selon les acteurs de la protection, ces personnes non retrouvées dans leurs zones d'origine pourraient avoir subi des déplacements secondaires, liés aux difficultés d'accès aux opportunités de moyens de subsistance et à un faible accès aux services sociaux de base comme l'éducation pour les enfants ou le logement dans les zones de retour. Le manque d'accès aux abris constitue également un besoin urgent de protection rencontré par les rapatriés en raison de la détérioration de leurs anciennes habitations et de la difficulté qu'ils rencontrent à accéder à leurs terres laissées vacantes lors de leur départ en exil. Selon les rapports de suivi du HCR, au total, 73 pour cent des rapatriés n'ont pas

accès à un abri pendant les six premiers mois qui suivent leur retour au Burundi.

Zones prioritaires : provinces de l’Est, du Nord et du Sud

Les retours touchent principalement les provinces de l’Est, du Nord et du Sud du pays, et plus spécifiquement les provinces de Ruyigi, Muyinga, Kirundo, Makamba et Cankuzo. Les autres provinces connaissent des retours des rapatriés relativement

moindres qui ne perturbent pas outre mesure les équilibres en place en matière d’accès aux ressources disponibles. Au-delà des trois mois, les besoins humanitaires des rapatriés seront pris en compte dans les réponses sectorielles destinées aux autres personnes vulnérables, telles que prévues dans les parties sectorielles. Les besoins spécifiquement liés à la réintégration sont quant à eux inclus dans la partie « réintégration » du JRRRP.

Groupe de population priorisé # 3 : les réfugiés

PERS. dans le besoin	PERS. ciblées	DONT FEMMES HOMMES (%)	ENFANTS ADULTES PERS. ÂGÉES (%)	PERS. VIVANT AVEC UN HANDICAP (%)
115k	115k	51 49	54 43 3	15%

Le Burundi, le pays peine à répondre aux besoins multiples des réfugiés sur son territoire, notamment en termes de protection, accès à la santé et éducation. 115 000 réfugiés et demandeurs d’asile répartis

comme suit : 56 839 hommes (49%) et 58 161 femmes (51%) dont 68 146 enfants et 17 250 vivant avec handicap sont attendus en 2023 au Burundi.

Facteurs associés

Le Burundi continue d’accueillir un nombre important de réfugiés et de demandeurs d’asile. La majeure partie est originaire de l’Est de la RDC en raison de la situation sécuritaire volatile qui persiste. A la fin décembre 2022, le Burundi hébergeait 88 599 réfugiés et demandeurs d’asile vivant dans les villes et majoritairement dans cinq camps de réfugiés localisés dans les communes des provinces au nord et à l’est du pays. La réponse humanitaire en soutien aux personnes réfugiées dont l’amélioration des conditions de vie dans tous les secteurs (alimentation, santé et nutrition, abris, eau et assainissement, éducation, cohésion sociale, etc.), à travers un appui à la résilience et une recherche de solutions durables, devient alors compliquée compte tenu de la situation socioéconomique du pays. Un soutien complémentaire de la communauté internationale s’avère nécessaire.

Les réfugiés et demandeurs d’asile congolais représentaient plus de 98 pour cent de l’ensemble des 88 599 enregistrés au Burundi (fin décembre 2022), dont un certain nombre sont au Burundi depuis

plusieurs décennies. Au total, environ 95 pour cent de cette population sont des réfugiés et 4 pour cent des demandeurs d’asile. Parmi la population de réfugiés et de demandeurs d’asile, 37 pour cent habitent dans les milieux urbains et 63 pour cent les cinq camps de réfugiés que compte le Burundi⁷.

Zones prioritaires

Si les points d’entrée sont principalement situés à l’ouest du pays dans les provinces de Cibitoke (Cishemere), de Bubanza (Gihanga) et de Rumonge (Makombe), les cinq camps des réfugiés sont installés dans les provinces de l’est (Ruyigi et Cankuzo) et du Nord du pays (Ngozi et Muyinga).

Séquencement de la réponse

Selon les prévisions du HCR, le nombre de réfugiés devrait atteindre 115 000 en 2023 en raison de nouvelles arrivées liées au contexte sécuritaire préoccupant en RDC et à l’augmentation des naissances prévues au sein des populations de demandeurs d’asile et de réfugiés déjà présentes

sur le territoire. Ceci représente une augmentation de 9 pour cent par rapport à 2022. Les analyses des besoins montrent que les réfugiés font face à des vulnérabilités importantes, notamment en matière de protection, aussi bien dans les milieux urbains que dans les cinq camps de réfugiés du pays (Kavumu, Nyankanda, Bwagiriza, Musasa, Kinama). La réponse en 2023 comprendra plusieurs éléments, notamment

le renforcement des mécanismes de protection, de l'accès aux abris et ANA, ainsi que l'amélioration des infrastructures EHA et de l'accès aux services de base en éducation et santé. La réponse aux besoins des réfugiés est traitée dans le cadre du Plan de réponse aux réfugiés intégré dans le présent document de planification stratégique (voir pages 92 à 97).

Groupe de population priorisé #4 : autres catégories de populations vulnérables affectées par les urgences

PERS. dans le besoin	PERS. ciblées	DONT FEMMES HOMMES (%)	ENFANTS ADULTES PERS. ÂGÉES (%)	PERS. VIVANT AVEC UN HANDICAP (%)
1,1M	748k	50 50	53 43 4	3,7

Cette catégorie comprend notamment :

- La population vulnérable en situation d'insécurité alimentaire et/ou nutritionnelle. Il s'agit particulièrement des femmes enceintes et allaitantes (FEFA), des enfants de moins de cinq ans souffrant de malnutrition aiguë et des personnes en phases 3 et 4 de l'IPC⁸.
- Les victimes des effets socio-économiques prolongés de la COVID-19, de la fièvre de la

vallée du Rift appartenant à d'autres groupes que les PDI et les rapatriés.

- Les victimes de désastres naturels non déplacées (affectés).
- Les personnes à risque de maladies à potentiel épidémique.
- Les communautés hôtes vulnérables qui accueillent les PDI et les rapatriés.

Facteurs associés

L'insécurité alimentaire continue à figurer comme l'une des principales causes des besoins humanitaires au Burundi. Le secteur agricole, qui emploie plus de 86 pour cent de la population, se caractérise par sa faible productivité et sa forte vulnérabilité aux chocs et aux aléas climatiques. Cette situation contribue effectivement à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition qui touche particulièrement les enfants de moins de cinq ans.

Les analyses IPC conduites au mois d'août 2022, ont montré une augmentation de 18 pour cent de personnes en insécurité alimentaire dont 51 000 en situation d'urgence entre les périodes de juin à septembre et d'octobre à décembre 2022. Le nombre de personnes en insécurité alimentaire représente 12

pour cent de la population. Par ailleurs, 3,4 millions de personnes sont en phase de stress.

En 2022, le secteur de la sécurité alimentaire a été aussi touchée par l'apparition de nouveaux défis comme la fièvre de la vallée du Rift, la peste porcine africaine, l'inflation galopante qui a atteint 26,8 pour cent en novembre, les pénuries répétitives de carburant, les effets de la guerre en Ukraine et l'accès restreint aux fertilisants organo-minéraux pour les agriculteurs (la seule usine de fertilisant organo-minéraux FOMI du pays ne produit que 30 pour cent de la demande globale, dans un contexte où les importations des fertilisants sont toujours sous contrôle stricte).

La situation nutritionnelle chez les enfants de moins de cinq ans se caractérise par une prévalence de la

malnutrition aigüe globale estimée à 4,8 pour cent⁹; elle a statistiquement diminué par rapport à celle observée lors de l'ENSNMB 2020 qui était à 6,1 pour cent. Quant à la malnutrition aigüe sévère, elle a été estimée à 1,4 pour cent en 2022, un taux de prévalence qui a augmenté par rapport à celle de 2020 qui était à 1,1 pour cent¹⁰.

De manière générale, la malnutrition a des impacts négatifs sur l'état de santé des personnes, surtout ceux de moins de cinq ans ainsi que les femmes en âge de procréer, y compris les adolescentes et femmes enceintes et allaitantes. La morbidité et la mortalité des communautés vulnérables continueront également d'être affectées par la prévalence des maladies à potentiel épidémique, notamment le paludisme, la rougeole et le choléra dont la résurgence des cas a été signalée dans les zones de Rugombo (Cibitoke) en décembre 2022. La notification de l'épidémie dans les Districts Sanitaires du Centre et Nord et Bujumbura, a eu lieu le 1er janvier 2023. De manière générale, en raison de la pandémie de la COVID-19, l'offre des soins a été fortement perturbée, ce qui a eu un impact sur les soins de santé¹¹. Aussi, les défis en termes d'accès aux services de base tels que les services de santé et les infrastructures en eau, hygiène et assainissement, en particulier dans les communautés qui accueillent des PDI et des rapatriés, continueront à constituer des facteurs de risque pour la propagation de maladies hydriques, affectant ainsi l'état de santé des populations les plus vulnérables.

Zones prioritaires

L'ensemble du pays est affecté à des niveaux de sévérité variable.

Séquencement de la réponse

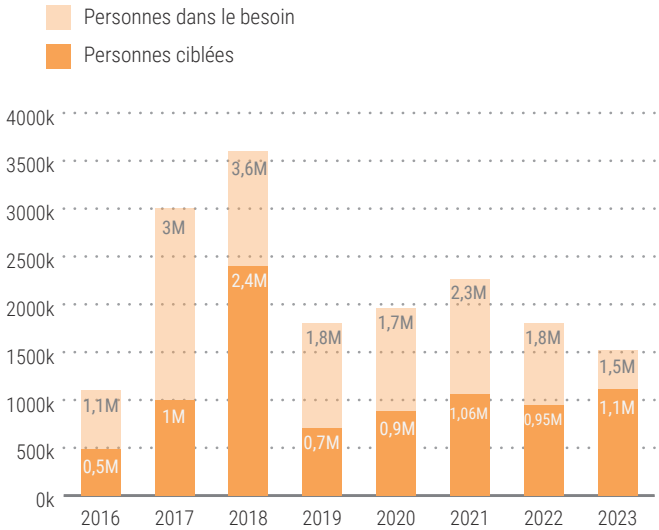
La réponse aux besoins prendra en compte les besoins des communautés hôtes qui accueillent les rapatriés et les personnes déplacées internes, ainsi que les besoins des villages qui abritent des camps des réfugiés. Cette réponse variera et s'adaptera aux différentes saisons. Au cours de l'année 2023, la réponse en nutrition se focalisera sur 140 661 enfants de moins de cinq ans y compris les rapatriés et les personnes déplacées internes et 25 011 femmes enceintes et/ou allaitantes, qui ont accès aux services de prise en charge de la malnutrition aiguë. Des distributions de vivres/vouchers sont prévues pendant les périodes de soudure entre avril et mai puis de septembre à décembre.

La prise en charge des cas de malnutrition sera effectuée tout au long de l'année. Quant à la prévention et à la réponse aux maladies à potentiel épidémique, les interventions s'aligneront sur le calendrier des saisons de pluies.

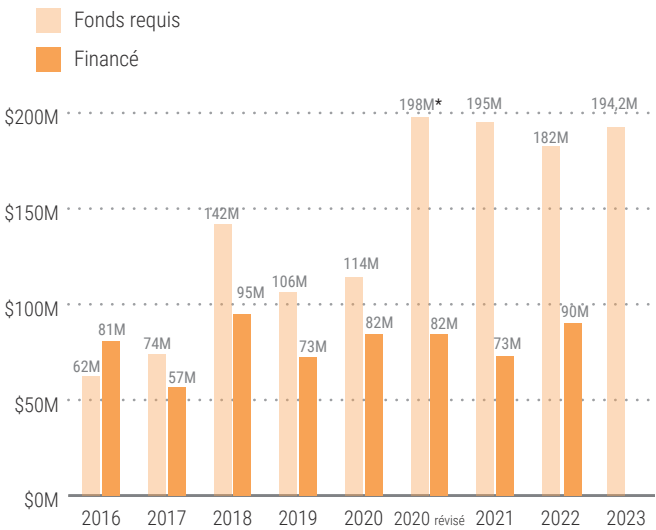
1.4

Tendances historiques

NOMBRE DE PERSONNES DANS LE BESOIN VS CIBLÉES



FONDS REQUIS (EN MILLION USD)



* Le financement requis a été revu à la hausse en 2020 pour répondre aux besoins humanitaires engendrés par la pandémie de la Covid-19.

Portée de la réponse durant le HRP 2022

SECTEUR	DANS LE BESOIN	PERS. CIBLÉES	BESOI CIBLÉES	PERS. ATTEINTES (HRP)	% CIBLÉES ATTEINTES	FONDS REQUIS (US\$)
Réponse aux réfugiés	105K	105K	<div><div></div></div>	88,6K	84%	\$54.3M
Réponse aux rapatriés	70K	70K	<div><div></div></div>	21,8K	31%	\$34.5M
Abris-ANA	248K	247K	<div><div></div></div>	58,4K	24%	\$19.3M
Sécurité alimentaire	1M	506K	<div><div></div></div>	302,8K	60%	\$18.7M
Protection	310K	250K	<div><div></div></div>	111K	44%	\$17.4M
Nutrition	700K	474K	<div><div></div></div>	117,5K	25%	\$15.1M
EHA	490K	405K	<div><div></div></div>	126,1K	31%	\$ 9.7M
Santé	789K	318K	<div><div></div></div>	116,1K	37%	\$5.5M
Education	181K	180K	<div><div></div></div>	80,5K	45%	\$5.3M
Coordination	-	-				\$2.5M

Partie 2 : **Priorités stratégiques de la réponse**

KINYINYA II, BURUNDI

Photo : OIM



2.1

Hypothèse de planification et approches globales de la réponse

Hypothèse de planification

En 2023, 80 organisations humanitaires actives au Burundi contribueront, à travers leurs programmes et interventions, à la réponse humanitaire afin de garantir une assistance respectueuse des principes humanitaires et de répondre aux besoins les plus aigus des personnes affectées par les urgences. Les partenaires humanitaires continuent à faire face à la persistance de diverses contraintes logistiques, administratives et légales qui pourraient avoir un impact sur les opérations humanitaires.

Approches globales de la réponse

L'analyse des besoins humanitaires démontre que le Burundi demeure fragile face aux divers chocs et événements climatiques qui continuent à engendrer la majorité des besoins humanitaires et à être la cause de tous les nouveaux cas de déplacements internes dans le pays. Selon les analyses intersectorielles et conjointes, les besoins humanitaires devraient tout de même diminuer en 2023. En effet le nombre de personnes dans le besoin passe de 1,8 million en 2022 à 1,5 millions en 2023. Cependant en 2023, 1,1 million de personnes seront ciblées par l'assistance contre 947 000 personnes en 2022.

En 2023, la réponse humanitaire sera axée sur des interventions répondant aux chocs et urgences récents pour sauver des vies, ainsi que sur le renforcement des conditions de vie et la résilience des populations dans les situations d'urgences prolongées. L'ensemble de l'assistance visera à répondre aux besoins humanitaires multisectoriels identifiés à la suite de l'analyse intersectorielle et conjointe du contexte, des

chocs et de leurs impacts sur la population burundaise, telle que présentée dans l'atelier de planification humanitaire 2023.

La protection sera au centre de toutes les interventions sectorielles dans l'objectif de renforcer sa centralité et sa transversalité dans l'ensemble de l'action humanitaire au Burundi, tout en prenant en compte les thématiques transversales (le genre, l'âge, le handicap, 'ne pas nuire', PEAS, etc.). En effet, l'approche globale de la réponse sera axée sur :

- Une réponse multisectorielle, agile et rapide;
- Une réponse coordonnée et décentralisée;
- Placer la protection au cœur de la réponse;
- Une réponse adaptée au contexte et aux besoins;
- Une réponse qui renforce le lien entre les interventions humanitaires, de développement et de paix;
- Une réponse anticipative basée sur les prévisions météorologiques et les données d'alerte précoce;
- Une réponse sensible à l'environnement.

Une réponse multisectorielle, agile et rapide

L'analyse profonde des chocs, des besoins et de leur sévérité, montre que les conditions et les besoins humanitaires au Burundi sont fortement liés et qu'ils requièrent une approche multisectorielle pour permettre une réponse efficace qui cible tous les groupes de populations affectées, notamment les PDI, les personnes rapatriées, les réfugiés et les autres catégories de populations vulnérables affectées par les chocs.

L'efficacité de l'aide apportée dépendra de la rapidité de son déploiement. Ainsi, la réduction du délai entre

la survenance du choc et la mise en œuvre effective de la réponse en faveur des personnes affectées aura un impact sur le coût de l'aide et la possibilité de l'octroyer à un plus grand nombre de personnes nécessiteuses.

Une réponse coordonnée et décentralisée

La réponse humanitaire sera mise en œuvre par des acteurs agissant dans un cadre pyramidal dont les groupes sectoriels constituent la base. En partenariat avec les instances de coordination du Gouvernement, les sept secteurs, dont deux sous-secteurs composés des agences onusiennes et des organisations non-gouvernementales internationales et nationales, assureront une réponse coordonnée et harmonisée. Le Groupe intersectoriel de coordination (ISC), sous la direction stratégique de l'Équipe humanitaire pays (EHP) et du Coordonnateur résident, assurera la coordination globale et la cohérence de la réponse. Des évaluations exploratoires ou conjointes, rapides ou approfondies, seront réalisées régulièrement tout au long de la réponse afin de s'assurer de l'évidence et de la nature des besoins et de l'impact de la réponse déployée. Le ciblage des personnes affectées et l'analyse de leur degré de vulnérabilité, de manière coordonnée, permettront de répartir objectivement l'aide aux plus affectés sans oublier les groupes à besoins spécifiques tels que les personnes vivant avec handicap.

Placer la protection au cœur de la réponse

La réponse humanitaire en 2023 renforcera, à travers tous les secteurs, la centralité de la protection.

L'EHP reconnaît que les chocs humanitaires répétés dans le pays constituent une menace continue pour la vie, la sûreté, la sécurité, et l'égalité dans l'accès aux services de base. L'équipe est aussi consciente que les communautés affectées continuent de faire face à d'autres risques liés aux abus et violations des Droits humains et du Droit international humanitaire.

Tout en reconnaissant la responsabilité première des États de protéger les communautés affectées par les crises humanitaires, l'EHP reconnaît et réaffirme également son rôle essentiel et complémentaire dans la protection des communautés affectées et des

personnes dans le besoin, en synergie avec les acteurs étatiques et non étatiques.

Une attention particulière sera accordée au principe humanitaire de ne pas nuire (« Do No Harm ») pour s'assurer que l'action humanitaire ne cause pas d'effets nuisibles et garantir la redevabilité envers les populations affectées, afin de tenir compte de leurs avis et de leur rendre des comptes. À cet effet, l'EHP cherchera donc à améliorer l'inclusion et l'engagement des différents segments de populations affectées dans toutes les décisions et actions qui ont un impact direct sur leur bien-être.

Le secteur de la protection renforcera son rôle crucial en aidant les acteurs humanitaires à intégrer la protection dans tous les secteurs et en coordonnant des services de protection spécialisés pour les populations affectées. Les stratégies sectorielles incluront davantage d'éléments visant à promouvoir la centralité de la protection.

Les partenaires coopérants des diverses organisations ont été sensibilisés sur la prévention de l'exploitation et des abus sexuels (PEAS), des points focaux au sein des organisations ont été nommés et un plan de communication a été élaboré.

La réponse humanitaire tiendra compte des thématiques transversales, y compris celles liées au genre et à l'âge, tout en visant à rendre l'assistance plus inclusive et réceptive aux différentes vulnérabilités aiguës.

Une réponse adaptée au contexte et aux besoins

Tenant compte de l'importance de la centralité de la protection dans l'assistance humanitaire, des considérations de protection guideront aussi le choix des modalités d'assistance par les secteurs et acteurs humanitaires. En effet, sur la base des recommandations formulées à l'issue des évaluations, et prenant en compte les volontés des personnes affectées, l'assistance humanitaire en 2023 sera fournie à travers différentes modalités, soit en nature avec un accès direct aux services, soit par la modalité de transfert monétaire. En 2023, 14 pour cent pour cent de l'ensemble de l'assistance humanitaire a été

planifiée à travers des transferts monétaires contre 16 pour cent en 2022. Cette planification du volume d'assistance à travers des transferts monétaires a été justifiée par les difficultés logistiques, notamment concernant les importations d'intrants en raison des contraintes imposées par la guerre en Ukraine entre autres. Ces contraintes se poursuivront probablement en 2023 et les acteurs humanitaires resteront innovants afin d'apporter une assistance adéquate aux personnes qui en auront besoin. En plus, la modalité de réponse en transfert monétaire, en cas de disponibilité au sein des marchés et sous réserve d'une évaluation des risques de protection, est préférée parce qu'elle offre l'avantage de choix de commodités aux bénéficiaires. La planification de la réponse humanitaire de 2023 offrira aux personnes affectées, la possibilité de choisir la modalité qui leur convient le mieux. Ce point sera développé au paragraphe 2.4.

Une réponse qui renforce le lien entre les interventions humanitaires, de développement, et de paix

Lors du sommet humanitaire mondial organisé en septembre 2016 à Istanbul, la communauté internationale a développé et adopté une 'nouvelle méthode de travail' (en anglais, 'New Way of Working', NWoW) dont le Nexus est un aboutissement. Le Nexus, qui lie l'humanitaire, le développement, et la consolidation de la paix, a pour objectif de renforcer la collaboration et la complémentarité entre le secteur humanitaire et le secteur du développement, pour répondre aux risques et réduire les vulnérabilités, en ouvrant la voie à des approches de développement dans une perspective davantage axée sur le long terme.

L'approche nexus HDP au Burundi consistera à prévenir et atténuer dans les zones de convergence, les impacts engendrés principalement par 3 chocs récurrents auxquels sont confrontées les communautés qui y vivent, à savoir : (i) les aléas climatiques, (ii) la réintégration des rapatriés et (iii) l'insécurité alimentaire (récemment aggravée par la pandémie COVID-19 et la guerre en Ukraine).

Après la tenue de consultations nationales en juin 2022 avec tous les acteurs gouvernementaux, les ONG nationales et internationales, les agences des Nations

Unies et les partenaires au Développement, onze zones de convergence ont été proposées pour la mise en place-pilote de cette approche novatrice.

Pour 2022/2023, les zones de convergence choisies sont :

- Les communes de Mutimbuzi et Gihanga à l'ouest avec comme point d'entrée les aléas climatiques et la question de la Sécurité alimentaire y est à traiter également.
- Les communes de Mishiha et Gisagara à l'est avec comme point d'entrée la réintégration des retournés mais aussi la question de la sécurité alimentaire et la question du Nexus Paix y sont aussi à traiter.
- La commune de Giteranyi au nord : avec comme point d'entrée la Sécurité alimentaire.

Pour 2024/2025, les zones de convergence proposées par le Comité de Pilotage sont :

- Les communes de Cendajuru et Rumonge avec comme point d'entrée la question des aléas climatiques.
- Les communes de Busoni et Giharo avec comme point d'entrée la réintégration des rapatriés
- Les communes de Gisuru et Bugabira avec comme point d'entrée la question de l'insécurité alimentaire.

Le Nexus HDP requiert la participation de toutes les parties prenantes dans les zones prioritaires, à savoir, les autorités nationales/locales, les organisations nationales, régionales et internationales, le secteur privé, les communautés et autres acteurs locaux. L'approche s'appuie sur la mise en place de mécanismes participatifs et inclusifs de portée nationale et locales, pour identifier les zones les plus impactées et y définir des **résultats collectifs** vers lesquels convergent l'engagement de tous les acteurs, au travers d'une appropriation et orientation dans leur programmation respective. Le Comité de Pilotage a pour mission (1) de renforcer la synergie, la cohérence et la complémentarité entre les programmes d'intervention des différents

acteurs en assurant une meilleure compréhension et appropriation par ces derniers de l'approche Nexus HPD, (2) que d'encourager à la mobilisation des ressources et des acteurs pour assurer une réalisation des résultats visés.

Pour assurer une opérationnalisation efficace et durable de l'approche Nexus HDP dans les zones de convergences, des task force opérationnelles seront mises en place au niveau desdites zones par résultat collectif. Ces **task force opérationnelles** seront constituées d'un petit nombre d'acteurs du Gouvernement du Burundi et des acteurs présents au niveau local pouvant participer à la mise en œuvre d'interventions séquencées.

Les résultats collectifs proposés ci-dessous ont été travaillé lors des ateliers de consultation nationale de juin 2022 et serviront de base de travail. Ils doivent désormais être réalisés à un niveau local avec les acteurs locaux dans les différentes zones de convergences afin d'être au plus près des réalités locales.

Aléas climatiques

Selon l'indice pays du Notre Dame Global Adaptation Index de 2019, le Burundi fait partie des 20 pays les plus vulnérables au changement climatique, et est le 17e pays le moins prêt pour y répondre. Les acteurs humanitaires, de développement et pour la paix au Burundi, acteurs nationaux et internationaux se sont accordés pour le résultat collectif « **Réduire de 10 pour cent par an le nombre de personnes affectées déplacées à la suite de catastrophes naturelles, en adoptant une approche coordonnée à l'échelle locale dans les zones prioritaires de convergence.** »

En 2023, la réponse humanitaire continuera à s'adapter à cette réalité par les initiatives suivantes :

- En étroite collaboration avec les acteurs de développement, la réponse humanitaire va davantage se focaliser sur les activités de prévention via des programmes de réduction des risques et d'alerte précoce, afin de limiter l'impact des chocs climatiques sur les populations.

- L'expérience des dernières années a montré l'aspect essentiel des activités de préparation pour répondre aux menaces posées par le changement climatique, afin de réduire les vulnérabilités préexistantes et de renforcer les capacités de résilience. Il s'agira notamment de renforcer les capacités des communautés vulnérables afin qu'elles puissent adopter des mesures préventives et réduire leur exposition aux risques environnementaux ainsi que leur dépendance aux écosystèmes fragiles.

Pour parfaire l'approche Nexus HDP, il sera important que les acteurs locaux soient impliqués et que la spécificité du contexte propre à chaque zone de convergence permette d'encourager une interconnectivité entre les activités. Un exemple serait de réfléchir à proposer d'emblée pour les zones où les déplacements sont cycliques et prévisibles des structures plus durables au lieu de sites et abris temporaires.

Réintégration des rapatriés

De 2017 à 2022, 207 561 réfugiés burundais sont rentrés dans leurs localités d'origine. Au cours de l'année 2022, 21 788 personnes rapatriées sont rentrées. Plus de 200 000 réfugiés burundais restent encore en exil, accueillis par des pays tels que la Tanzanie, l'Ouganda, le Rwanda, la RDC, le Kenya, le Mozambique, etc. Un des enjeux majeurs est de réussir la réintégration durable et apaisée des Burundais au sein des communautés. Parmi les défis majeurs observés, on note leur accès limité aux ressources foncières et naturelles et aux infrastructures et services de base dans les zones d'accueil, les défis du rapportage entre les zones de rapatriement et le niveau central, pour faciliter la gouvernance du processus de réintégration, une meilleure connaissance des capacités d'absorption des communautés-hôtes et le besoin de mieux appréhender les besoins spécifiques à certaines catégories de rapatriés (genre, enfance, handicap, environnement, protection...). Dans le cadre du Nexus HDP, les acteurs se sont accordés sur l'atteinte du résultat collectif « **Plus de 10 pour cent des rapatriés (anciens et nouveaux) sont réintégrés chaque année, sur une période de 6 ans, en adoptant**

une approche coordonnée à échelle locale dans les zones prioritaires de convergence ».

La question de la réintégration durable devra également tenir compte d'autres chocs potentiels. Aussi est-il recommandé d'adopter dès le départ de l'opérationnalisation du nexus au niveau des zones prioritaires des projets de construction d'infrastructures et d'habitat adaptés et résilients aux aléas climatiques.

Insécurité alimentaire

La question de la sécurité alimentaire doit nécessairement être envisagée de manière synergique dans le cadre de l'approche Nexus HDP, compte-tenu des aléas prévisibles qui susceptible d'avoir un impact immédiat sur ce secteur : les zoonoses, les épisodes de déficit hydrique et de sécheresse, les crises d'envergures mondiales (COVID-19, guerre en Ukraine) et l'inflation et les pressions macroéconomiques engendrées par celles-ci. Parmi les défis majeurs observés dans les interventions de renforcement de la sécurité alimentaire au Burundi sont mis en avant, le besoin d'adaptation aux aléas climatiques, un accès insuffisant à des intrants de qualité et un besoin de renforcer l'encadrement des agriculteurs. Dans le cadre du Nexus, les acteurs se sont accordés sur l'atteinte du résultat collectif **« D'ici à 2027, réduire le nombre de personnes en insécurité alimentaire aiguë (IPC 3+) de 10 à moins de 5 pour cent et maintenir à moins de 5 sur les cinq prochaines années. »**

La question de la sécurité alimentaire est transversale et sera également appréhendée dans les résultats collectifs formulés pour les aléas climatiques et la réintégration des rapatriés.

Feuille de route

Pour l'opérationnalisation de l'approche, les prochaines étapes proposées par le Comité de pilotage sont :

- **Janvier 2023** : Réunion du comité de pilotage pour validation des prochaines étapes et définir les dates précises, validation des critères d'adhésion des partenaires à la task force mise en place dans les zones de convergence;
- Lancement d'un atelier de restitution des résultats collectifs et lancement des task force 2022-2023.

- **En janvier – février 2023** : organisation des premières réunions des cinq task force prioritaires en 2022, pour affiner le résultat collectif visé, le plan d'action et les outils de coordination et de suivi.
- **En février 2023** : Réunion du comité de pilotage élargie aux équipes-noyau des task forces locales : présentation des résultats collectifs, et discussion stratégique.
- **De manière continue** : Réunions régulières du comité de pilotage pour suivre la mise en place de l'approche dans les cinq zones de convergence, dégager les leçons apprises, la mobilisation de ressources pour les acteurs et entendre les points de plaidoyer
- **Annuellement (à partir de mars 2023)** : Analyse des indicateurs de résultat.

Une réponse anticipative basée sur les prévisions météorologiques et les données d'alerte précoce

La plupart des chocs auxquels le Burundi fait face sont prévisibles. Les catastrophes naturelles sont devenues récurrentes et grâce à certaines méthodes, il est possible de prévoir leur survenance et de circonscrire les zones susceptibles d'être touchées. Plusieurs sources indiquent que seules deux saisons agricoles sur trois dans la province de Kirundo sont satisfaisantes, en raison du déficit hydrique. La zone de l'Imbo, située dans la plaine de la rivière Rusizi et sur la côte du lac Tanganyika, connaît des pluies abondantes entre mars et mai chaque année.

Ces faits ont amené l'EHP à réfléchir à la mise en place de cadres de planification des activités, notamment sur la base des prévisions météorologiques. Cette approche sera utilisée dans le cadre de la réponse humanitaire de 2023 en vue de l'anticiper et de limiter l'impact des chocs liés aux retours dans les communautés, aux désastres naturels et aux épidémies.

PRINCIPAUX CHANGEMENTS PAR RAPPORT AU HRP 2022

1. Objectifs stratégiques

La réponse humanitaire au Burundi en 2022 s'est focalisée sur deux objectifs stratégiques (O.St) liés aux conditions humanitaires telles que décrites dans le HNO 2022 et visant à répondre aux besoins liés à la survie des personnes (O.St.1) et aux conditions de vie des personnes (O.St.2). En 2023, ces deux objectifs stratégiques ont été maintenus et désagregés en six objectifs spécifiques. L'ensemble de ces objectifs spécifiques tiennent compte de la centralité et de la transversalité de la protection et vise à renforcer la réponse concernant la redevabilité, la PEAS et l'approche genre. En lien avec les modifications du contexte marquées

par une prolongation des besoins de certaines populations affectées en l'absence de mise en place de solutions durables et par un élargissement des zones affectées demandant une réactivité accrue, la réponse sous l'objectif stratégique 1 mettra davantage l'accent sur la rapidité de la réponse d'urgence et l'objectif stratégique 2 mettra davantage l'accent sur le renforcement de la résilience.

2. Zones prioritaires d'intervention

Selon l'analyse IPC du mois d'août 2022, une détérioration de la situation humanitaire à la suite de la dégradation de l'insécurité alimentaire a été enregistrée. Entre les périodes de juin-septembre et octobre-décembre 2022, une augmentation de 18% des personnes en situation d'insécurité alimentaire a été enregistrée. Sur environ 1,4 million de personnes classées dans les phases de crise et d'urgence de l'analyse IPC durant la période d'octobre à décembre 2022, dont 51 000 sont en situation d'urgence. On note une augmentation importante des zones prioritaires d'intervention en 2023 par rapport à 2022. En effet, 12 provinces sont ciblées en 2023 contre 10 en 2022 par le secteur SAME populations ciblées

Selon les analyses intersectorielles et conjointes, les besoins humanitaires devraient tout de même diminuer en 2023. En effet le nombre de personnes dans le besoin passe de 1,8 million en 2022 à 1,5 millions en 2023. Cependant en 2023, 1,1 million de personnes seront ciblées par l'assistance contre 947 000 personnes en 2022.

Les mêmes catégories de population qu'en 2022 sont ciblées : les personnes déplacées internes, les rapatriés, les réfugiés, les autres catégories de la population vulnérable comme les personnes vivant avec handicap, les victimes de VBG, les femmes et les enfants, ainsi que les personnes affectées par des urgences telles que l'insécurité alimentaire et les désastres naturels.

3. Populations ciblées

Selon les analyses intersectorielles et conjointes, les besoins humanitaires devraient tout de même diminuer en 2023. En effet le nombre de personnes dans le besoin passe de 1,8 million en 2022 à 1,5 millions en 2023. Cependant en 2023, 1,1 million de personnes seront ciblées par l'assistance contre 947 000 personnes en 2022.

Les mêmes catégories de population qu'en 2022 sont ciblées : les personnes déplacées internes, les rapatriés, les réfugiés, les autres catégories de la population vulnérable comme les personnes vivant avec handicap, les victimes de VBG, les femmes et les enfants, ainsi que les personnes affectées par des urgences telles que l'insécurité alimentaire et les désastres naturels.

BILAN DE LA RÉPONSE MULTISECTORIELLE

Une réponse anticipatrice, rapide et efficace

2022	2023
<ul style="list-style-type: none"> Existence d'un plan national de contingence Coordination renforcée avec les interlocuteurs nationaux (plateforme nationale de prévention des risques et des catastrophes) Création d'une cartographie des risques <p>Défi : insuffisance des ressources pour répondre et la réponse d'urgence reste trop lente</p>	<ul style="list-style-type: none"> Poursuite de l'engagement pour l'accélération du temps de la réponse après un choc Clarification et opérationnalisation des mécanismes d'alerte et des seuils de réponse nationaux Mise en place d'une équipe multisectorielle d'évaluateurs Poursuite du plaidoyer pour des financements préventifs/la mise en place de stocks de contingence

Une réponse inclusive, qui met au centre les plus vulnérables

2022	2023
<ul style="list-style-type: none"> Poursuite de consultation des ONGN pour leur intégration dans les mécanismes de coordination de l'IASC Renforcement de l'intégration des considérations de genre, d'âge et de handicap dans la collecte de données, l'analyse des besoins et la conception de la réponse 	<ul style="list-style-type: none"> Renforcement de l'analyse des besoins spécifiques des groupes minoritaires Intégration des ONGN, et notamment des ONGN spécialisées dans le genre et handicap, au sein des mécanismes de coordination Mise à jour des données sur le groupe « autres populations vulnérables » afin d'affiner l'analyse des besoins

Une réponse décentralisée

2022	2023
<ul style="list-style-type: none"> Elargissement des zones d'intervention Création de cartographies (3W) dans certaines provinces prioritaires 	<ul style="list-style-type: none"> Renforcement de la coordination intersectorielle sur le terrain Mise en place de points focaux humanitaires terrain Elargissement des zones d'intervention

Une réponse redevable

2022	2023
<ul style="list-style-type: none"> Création du GT redevabilité (AAP) Lancement de la cartographie des mécanismes de feedback et de plainte Approbation des documents stratégiques de la Prévention de l'exploitation et abus sexuels (PEAS) 	<ul style="list-style-type: none"> Finalisation de la cartographie nationale des mécanismes de feedback et de plainte Rédaction et mise en œuvre du plan annuel sur la redevabilité Opérationnalisation de centres d'information et de feedback dans les camps

Une réponse protective

2022	2023
<ul style="list-style-type: none"> Initiation de la mise en œuvre de la feuille de route pour la centralité de la protection Déploiement de ProCap Initiation de l'auto-évaluation des acteurs humanitaires 	<ul style="list-style-type: none"> Poursuite de la mise en place de la feuille de route pour la centralité de la protection Renforcement de l'analyse des enjeux de protection liés aux réponses cash pour proposer des réponses appropriées Renforcement de l'analyse des enjeux de protection liés aux réponses cash pour proposer des réponses appropriées

Une réponse coordonnée avec les acteurs de développement

2022	2023
<ul style="list-style-type: none"> Engagement pour s'inscrire dans l'approche nexus et identification des trois thématiques prioritaires Réalisation d'un profilage en vue d'identifier les besoins en solutions durables <p>Défi : lenteur dans la mise en place de solutions durables</p>	<ul style="list-style-type: none"> Mise en place de Task Force opérationnelles Nexus au niveau des zones de convergence Mobilisation des ressources et des acteurs pour assurer une réalisation des résultats visés. Poursuite du plaidoyer pour la mise en place de solutions durables

2.2

Complémentarité avec les plans existants

Le Document de priorisation stratégique 2023 reste complémentaire à d'autres documents stratégiques, tout en s'inscrivant dans une démarche de cohérence et de collaboration en faveur des personnes affectées par les différents chocs.

HRP et Plan national de Développement (PND 2018-2027)

Le HRP en 2023 sera mis en œuvre à travers une coordination et collaboration étroites avec les différents services techniques étatiques, à la fois au niveau national et au niveau provincial, dans l'objectif de continuer à contribuer au renforcement des capacités des partenaires gouvernementaux et d'assurer la complémentarité entre les interventions humanitaires et les priorités du PND. Des trois principaux enjeux déclinés dans le PND, la contribution humanitaire à travers le HRP 2023 mettra l'accent sur l'enjeu concernant une « croissance soutenue et inclusive pour une résilience économique et un développement durable » ainsi que l'enjeu portant sur l'adaptation aux changements climatiques.

HRP et le Plan-cadre de coopération pour le développement durable 2023-2027, signé entre le Gouvernement du Burundi et les Nations Unies

Le Plan de réponse humanitaire de 2023, le dernier plan de réponse humanitaire pour le Burundi, sera mis en œuvre dans un contexte de réponse aux besoins les plus résiduels et aigus dans les communes les plus prioritaires et affectées par divers chocs. L'appel et l'orientation du Gouvernement du Burundi pour renforcer les appuis vers la résilience des communautés sera également au cœur du cycle de la réponse humanitaire pour ne laisser personne de côté (Leave No One Behind, en anglais). Pour atteindre les objectifs stratégiques, le plan de réponse humanitaire s'inscrit en étroite complémentarité à d'autres documents stratégiques et plans en vigueur

dont le Plan cadre de coopération des Nations Unies (2023-2027) qui est aligné au Plan National de Développement (PND 2018-2027). Ce nouveau cadre de coopération a été signé conjointement par le Premier ministre du Burundi, le ministre des Affaires étrangères, le Coordonnateur résident du système des Nations Unies au Burundi et 21 responsables d'agences et de programmes des Nations Unies. Le plan qui est basé sur une théorie de changement comprend trois priorités stratégiques et 5 résultats stratégiques qui sont reliés aux objectifs stratégiques du plan de réponse humanitaire et constituent les moteurs pour générer les résultats collectifs HDP dans les zones de convergence, d'ici 2027.

HRP et réponse en santé publique à la COVID-19

Le plan national de riposte à la pandémie de COVID-19 et le cadre stratégique du Gouvernement et des partenaires pour assurer la réponse en santé publique à la COVID-19. Il s'articule autour de dix piliers qui visent la surveillance de la maladie, la prise en charge des cas, la vaccination, le renforcement des capacités des laboratoires, la gestion des points d'entrée, la communication des risques et l'engagement communautaire et la continuité des services de santé. Il a été mis à jour en fin octobre 2021 pour une période de six mois. Comme la réponse sanitaire est déjà couverte par ce plan national de riposte, elle n'est pas prise en compte dans le HRP. Aussi, si les structures de coordination du plan national de riposte et celles de la coordination humanitaire communiquent, elles restent distinctes. Les organisations humanitaires des Nations Unies, les Organisations non gouvernementales (ONG) et le Mouvement des sociétés de la Croix-Rouge, contribuent à la mise en œuvre de ce plan national de riposte sous la coordination du ministère de la santé publique et de la lutte contre le Sida.

HRP et le cadre visant à renforcer la résilience au niveau communautaire et à prévenir les chocs au Burundi (cadre de résilience)

élaboré en 2020, le cadre de résilience a pour objectif de progresser vers les objectifs du développement durable en associant les actions humanitaires, de développement, de consolidation de la paix et de cohésion sociale. Traitant de la réponse immédiate (humanitaire), le HRP constitue son premier pilier, tandis que ses autres piliers portent sur l'amélioration de la prévention des crises (pilier 2), la lutte contre les vulnérabilités chroniques (pilier 3) et le renforcement des capacités d'adaptation (pilier 4). Les quatre différents piliers de ce cadre de résilience prévoient pour les mêmes communautés cibles et les mêmes régions, des actions à court, moyen et long terme.

HRP et le Plan conjoint de retour et de réintégration des réfugiés (Joint Refugee, Return and Reintegration Plan, JRRRP)

conjointement développé par l'Agence des Nations Unies pour les Réfugiés et le Programme des Nations Unies pour le Développement, ce plan d'intervention interagence comprend des composantes axées sur des interventions à la fois humanitaires et de développement. L'objectif du plan est de continuer à accompagner le processus de rapatriement volontaire des réfugiés burundais pour garantir un retour en dignité et sécurisé des rapatriés, ainsi que de garantir leur réintégration durable. Il s'aligne avec les objectifs du HRP, qui vise à fournir une aide d'urgence et

multisectorielle aux personnes rapatriées, afin de répondre à leurs besoins les plus immédiats et de renforcer leur résilience. En effet, le JRRRP comprend un volet humanitaire, également inclus dans le HRP sous la forme d'une assistance et d'une protection pendant les trois premiers mois du rapatriement, ainsi que des activités à moyen et long terme pour renforcer la réintégration des rapatriés. (Voir partie sur les rapatriés comme groupe de population priorisé – page 19 – pour plus de détails sur les liens entre HRP et JRRP).

HRP et le Plan régional de réponse en faveur des réfugiés (Burundi Regional Refugee Response Plan, RRRP)

le Haut-Commissariat des Nations Unies pour le Réfugiés conduit, au niveau régional, une analyse des différentes tendances basée sur des scénarii probables. Le RRRP rassemble tous les besoins des réfugiés hébergés dans les différents pays de la région en vue de mobiliser les ressources nécessaires pour couvrir leurs besoins humanitaires et de développement sur une année donnée. En sa qualité d'agence mandatée pour la protection et l'assistance des réfugiés, le HCR insère également dans le HRP un plan de réponse sur les besoins humanitaires des réfugiés et demandeurs d'asile se trouvant au Burundi. Ce plan de réponse (qui se trouve à la section 4 du HRP) renvoie aux deux objectifs stratégiques du HRP et aux objectifs stratégiques du RRRP.

2.3

Objectifs stratégiques, objectifs spécifiques et approche de la réponse

La réponse humanitaire au Burundi en 2023 se focalisera sur deux objectifs stratégiques liés aux conditions humanitaires visant à répondre aux besoins liés à la survie et au bien-être physique et mental des personnes (Objectif stratégique 1) ainsi qu'aux conditions de vie des personnes (Objectif stratégique 2).

Les deux objectifs stratégiques ont chacun des objectifs spécifiques (O.Sp) que l'assistance humanitaire multisectorielle visera à atteindre pour assurer une réponse effective et adéquate aux besoins identifiés.

Objectif Stratégique 1 : 991 000 personnes bénéficient d'une assistance multisectorielle et intégrée nécessaire pour réduire leur extrême vulnérabilité et préserver leur intégrité physique et mentale

Justification et résultat attendu

L'objectif stratégique 1 (O.St.1) vise à répondre aux besoins vitaux des personnes vulnérables tels qu'elles ont été identifiées dans les analyses des besoins pour 2023. La réponse d'urgence multisectorielle et intégrée ciblera un total de 991 000 personnes ayant des besoins directement liés à leur intégrité mentale et physique à la suite de chocs, notamment les mouvements de population causés par les catastrophes naturelles, l'insécurité alimentaire et la malnutrition aiguë, ainsi que les épidémies et les problèmes de protection liés à la situation humanitaire. Plus spécifiquement, l'assistance et les activités de cet objectif viseront à assurer une réponse rapide à la malnutrition, en particulier des femmes et des enfants, et à répondre aux flambées épidémiques. Elles contribueront également à répondre aux besoins les plus urgents en matière de protection, notamment les VBG, en assurant une réponse holistique.

L'assistance aura un impact direct sur la survie et le bien-être physique et mental des groupes de population ciblés. Les interventions qui seront mises en œuvre sous cet objectif vont prioriser la rapidité de la réponse afin d'assurer une réponse

en urgence aux besoins identifiés pour sauver des vies. Les groupes prioritaires seront les personnes déplacées, comprenant à la fois les personnes déplacées internes et les personnes rapatriées (ainsi que les communautés dans les zones de retour), les femmes enceintes et allaitantes (FEFA), les personnes affectées par les problèmes de protection, y compris les survivant.e.s de VBG et les personnes victimes de traite.

Dans ce cadre, l'approche multisectorielle garantira une assistance intégrée et holistique aux populations affectées par les mouvements de populations, les épidémies et les désastres naturels, afin de répondre à leurs besoins essentiels (Objectif spécifique 1.1). Elle garantira aussi une réponse pour couvrir les besoins des personnes souffrant de malnutrition (Objectif spécifique 1.2) ainsi qu'une réponse aux besoins des personnes ayant subi des violations de leurs droits ou ayant des besoins urgents en protection (Objectif spécifique 1.3).

Objectif spécifique 1.1 - En 2023, 991 000 personnes affectées par des chocs récents – mouvements de population, les désastres naturels et épidémies – ont un accès à une assistance en abris, ANA, santé, sécurité alimentaire, éducation, et/ou EHA nécessaire pour garantir leur intégrité physique et mentale.

En 2023, 991 000 personnes affectées par des chocs tels que les désastres naturels et les épidémies, y compris les personnes déplacées, les personnes rapatriées, réfugiées et les communautés hôtes, auront accès à une assistance multisectorielle visant à sauver des vies et à préserver leur intégrité physique et mentale tout en assurant l'efficacité et la rapidité de la réponse. La réponse couvrira leurs besoins en abris et articles non-alimentaires essentiels (ANA), ainsi que leurs besoins alimentaires et nutritionnels. L'accès aux services de base tels que l'éducation, les services et infrastructures d'eau, d'hygiène et d'assainissement (EHA) ainsi qu'aux structures de santé et de soins pour assurer l'intégrité physique et mentale des personnes affectées, sera également compris dans la réponse.

Approche de la réponse coordonnée

L'assistance sous l'objectif spécifique 1.1. appliquera, en plus des réponses sectorielles spécifiques, une approche coordonnée et complémentaire visant à renforcer, dans la mesure du possible, les interventions conjointes et la collaboration entre les secteurs impliqués. À titre d'exemple, le secteur abris collaborera avec le secteur EHA pour s'assurer que les ménages qui bénéficieront d'un appui en abris auront également accès à des infrastructures sanitaires adéquates. Les secteurs EHA, Santé et Education collaboreront pour la prise en charge des maladies d'origine hydrique et la prévention de la propagation de ces maladies dans les communautés et dans les sites de déplacement, ainsi que dans les milieux scolaires. Les secteurs Éducation et VBG collaboreront afin d'assurer la distribution de kits de dignité aux écolières en âge de procréer, notamment en vue de soutenir leur scolarisation. De façon générale, une mutualisation des interventions dans les mêmes zones sera également assurée afin de générer de l'impact à travers la réponse.

Une réponse sanitaire ciblée sera mise en œuvre pour assurer la prise en charge des cas de paludisme, de rougeole et de choléra dans le cadre des urgences sanitaires liées aux flambées épidémiques, ainsi que la prise en charge des cas de VBG et de malnutrition. L'assistance du secteur de la santé priorisera les districts sanitaires connaissant traditionnellement des flambées du paludisme et de choléra, en particulier les provinces littorales de l'ouest du pays ainsi que la partie nord et est du pays, qui sont d'importantes zones de retour des rapatriés, mais aussi d'établissement dans les camps de réfugiés et de PDI. La réponse comprendra la prise en charge des malades, la formation du personnel de santé, ainsi que des campagnes de vaccination et de sensibilisation. La réponse tiendra également compte du calendrier saisonnier et des cycles de résurgence des maladies à potentiel épidémique. Afin d'assurer une réponse effective et efficace, des activités conjointes seront planifiées et mises en œuvre, en lien avec les acteurs en abris/ANA, EHA, Sécurité alimentaire et Nutrition. L'objectif est de faire en sorte que les autres secteurs puissent considérer les aspects sanitaires dans leur assistance, par exemple en termes de sensibilisation sanitaire et nutritionnelle, et garantir un accès renforcé aux services EHA. La réponse en sécurité alimentaire visera à sauver des vies et à éviter la dégradation de l'état nutritionnel des populations déplacées et rapatriées touchées par l'insécurité alimentaire aiguë, particulièrement dans les provinces du nord-est touchées par un déficit hydrique récurrent et les provinces de l'ouest du pays affectées par des destructions de champs à la suite d'inondations ou des glissements des terrains.

Dans les provinces les plus fortement impactées par les effets des désastres naturels, en particulier dans l'ouest du pays, le long du Lac Tanganyika et dans le bassin de la rivière Rusizi, les catastrophes continuent à détruire et endommager les abris et les habitats, ainsi que les infrastructures essentielles telles que les installations sanitaires et hydrauliques. La réponse en abris ciblera prioritairement les populations déplacées internes affectées par les inondations et les personnes rapatriées, afin d'assurer leur protection à travers une assistance en kits ANA et en abris d'urgence qui soient dignes et conformes aux normes et standards Sphère.

La composition des kits ANA sera toujours ajustée selon les besoins spécifiques des personnes. Une partie de la population ciblée bénéficiera également d'un appui monétaire pour la location d'un logement décent. De manière générale, la réponse visera à mettre en place des solutions adaptées aux besoins identifiés, tout en tenant compte du contexte de la zone d'intervention afin de préserver le bien-être physique et mental des personnes assistées. La réponse sera essentiellement basée sur la vulnérabilité des ménages. Les personnes les plus vulnérables qui ne possèdent pas de capacités pour construire leurs propres logements recevront une assistance additionnelle pour leur garantir un accès équitable à l'assistance.

En termes d'accès à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement, les acteurs humanitaires s'efforceront à mettre en œuvre une réponse d'urgence rapide pour les victimes de catastrophes naturelles, les personnes à risque de maladies à potentiel épidémique ainsi que les personnes rapatriées et les déplacés internes. Les activités apporteront des solutions d'urgence rapides pour sauver des vies, et seront combinées avec des solutions semi-durables pour notamment renforcer l'accès à l'eau potable. Concrètement, l'accès à l'eau potable sera assuré à travers la distribution d'eau par camions dans les sites de déplacement dans la partie ouest du pays pendant la période qui suit immédiatement le choc, ainsi que par la réhabilitation d'infrastructures hydrauliques endommagées par les désastres pour préserver la santé des populations affectées et éviter la propagation de maladies d'origine hydrique. Il s'agira également de distribuer des produits de traitement de l'eau.

La réponse en éducation ciblera les enfants affectés par les chocs récents, en particulier les désastres naturels et les épidémies, pour leur garantir un accès équitable à l'éducation et que les services éducatifs soient adaptés à leurs besoins socio-émotionnels. La réponse en éducation visera également à garantir la continuité de l'éducation en situation d'urgence en palliant les interruptions de la scolarité liées à la destruction de salles de classe et de matériels d'apprentissage, et en limitant les risques de

décrochage scolaire liés aux conditions de vie très difficiles, notamment chez les enfants rapatriés. Le secteur Education mettra également l'accent sur le renforcement des capacités du personnel enseignant pour la gestion de l'éducation dans les situations d'urgence, ainsi que sur les sensibilisations communautaires sur le même sujet pour renforcer la qualité de l'éducation et assurer la continuité de la scolarisation des enfants à la suite des chocs. En lien avec le sous-secteur VBG, un accent particulier sera aussi mis sur l'accès et le maintien des filles à l'école. Toute l'assistance en éducation intégrera aussi la protection des enfants de manière transversale à travers un appui pour accéder à la documentation de l'état-civil.

Les modalités de l'assistance sous cet objectif spécifique comprendront des distributions d'ANA, la fourniture de services, des formations, ainsi que de transferts monétaires, notamment pour les interventions ayant pour objectif le paiement des frais de location pour les victimes de catastrophes naturelles, pour qu'elles aient accès à un abri.

Objectif spécifique 1.2 : En 2023, 166 000 personnes, à savoir des femmes enceintes et allaitantes et des enfants malnutris, bénéficieront d'une assistance nutritionnelle intégrée incluant une prise en charge en soins de santé, EHA, et reçoivent la nourriture nécessaire pour préserver leur intégrité physique et mentale

Approche de la réponse coordonnée

Sous cet objectif spécifique, un focus sera mis sur une assistance nutritionnelle intégrée offrant des services de prise en charge en soins de santé et EHA, ainsi qu'un appui alimentaire selon les besoins spécifiques des personnes. En plus des interventions sectorielles, une approche coordonnée et renforcée visant à soutenir les interventions conjointes sera garantie par les secteurs Nutrition, EHA et Sécurité alimentaire. L'objectif est surtout de renforcer la prise en charge nutritionnelle des personnes qui en ont urgemment besoin, mais également de leur fournir une assistance intégrée en soins de santé et EHA. En effet, la réponse nutritionnelle sera mise en œuvre en complémentarité avec d'autres secteurs, notamment EHA, pour assurer de bonnes conditions

hygiéniques dans les structures de prise en charge nutritionnelle. Ceci est surtout nécessaire en raison de l'incidence des maladies infectieuses et diarrhéiques qui affaiblissent davantage les personnes souffrant de malnutrition et mettent en danger leur survie. Aussi, le secteur Santé continuera d'assurer la prise en charge intégrée des maladies des enfants, en particulier dans la réponse aux épidémies et aux flambées de paludisme et de rougeole, pour ainsi prévenir la malnutrition aiguë. De plus, une complémentarité étroite sera assurée avec le secteur de la sécurité alimentaire à travers un appui en vivres et en intrants agricoles pour prévenir la malnutrition, ainsi qu'avec le sous-secteur de la protection de l'enfance pour la sensibilisation des parents sur le bien-être des enfants et sur la nécessité de l'enregistrement des naissances et de la documentation civile. De manière générale, la forte collaboration avec le secteur Protection sera maintenue pour assurer que les interventions sectorielles sont exemptées des risques de protection et des nuisances sur les bénéficiaires. Cette collaboration capitalisera sur les leçons apprises et les bonnes pratiques.

La réponse sera également accompagnée par des sensibilisations et la promotion de bonnes pratiques nutritionnelles, y compris à travers un appui à l'achat, le stockage et la distribution d'intrants nutritionnels. La réponse du secteur sera effectuée à travers les structures du système sanitaire allant du niveau national jusqu'au niveau communautaire.

Le secteur de la Sécurité alimentaire et des moyens d'existence (SAME) assurera une réponse d'urgence à travers des apports directs en vivres et/ou transferts monétaires inconditionnels, en particulier pour les victimes de catastrophes naturelles, déplacées ou non, et pour les communautés les plus vulnérables. Le secteur SAME intégrera dans les critères de ciblage de ses bénéficiaires au niveau communautaire la prise en compte des ménages ayant en leur sein des personnes souffrant de malnutrition. Ainsi, en assurant à ces ménages un accès aux vivres, le secteur prévient la possible utilisation par le reste de la famille de suppléments alimentaires distribués par les acteurs de la nutrition aux enfants et FEFA malnutris.

Les interventions prioriseront 31 districts sanitaires dans 16 provinces¹³ qui ont des prévalences élevées

de MAG et qui pour certains, accueillent des rapatriés et des PDI. Seront aussi considérés d'autres critères de vulnérabilité comme l'alimentation minimale acceptable chez les enfants de 6 à 23 mois, l'anémie chez les enfants de moins de cinq ans, ainsi que les mouvements de population qui impactent l'alimentation, les moyens d'existence, l'accès à l'eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement et les soins de santé des populations.

Concernant le séquençement de ces interventions, la prise en charge de la MAG sera effectuée tout au long de l'année, en particulier dans les zones touchées par des désastres naturels. Les niveaux de fréquentation des centres de dépistage et de prise en charge thérapeutique permettront d'ajuster la réponse. Les interventions du secteur SAME sous cet objectif s'aligneront sur le calendrier cultural, en assurant l'accès des plus vulnérables aux vivres pendant les périodes de soudure, et prendront en compte les saisons des pluies qui favorisent la survenance des désastres naturels.

Objectif spécifique 1.3 - En 2023, 188 000 personnes affectées par des problèmes de protection liés à la situation humanitaire – y compris les survivant.e.s de VGB, les victimes de la traite, et les enfants affectés par des problèmes de protection – sont prises en charge et les mécanismes de prévention des risques de protection sont renforcés.

Approche de la réponse coordonnée

Sous l'objectif spécifique 1.3, le secteur Protection assurera, à travers ses membres, une réponse en protection d'urgence avec pour objectif de sauver les vies et d'atténuer les souffrances, ainsi que de réduire l'extrême vulnérabilité due aux urgences. Ceci sera fait à travers une réponse multisectorielle intégrée ciblant les personnes à risque et les survivant.e.s des VGB, ainsi que les enfants affectés et les autres personnes vulnérables à l'exploitation et aux abus sexuels. Le secteur Protection, avec ses sous-secteurs, y compris la protection de l'enfance et violences basées sur le genre, ainsi que les groupes de travail Logement Terre et Propriété et Lutte Contre la Traite des Personnes, apporteront une assistance pour répondre aux besoins de protection d'urgence, en particulier en faveur des personnes déplacées internes et des personnes rapatriées, ainsi que des autres personnes affectées

par les catastrophes naturelles. Le secteur protection assurera le lien avec le secteur de la Santé pour le référencement et la prise en charge médicale des cas de VBG. Par conséquent, les interventions du secteur cibleront principalement les zones les plus affectées par les déplacements internes ainsi que les zones de retour des rapatriés, notamment dans les zones frontalières.

La réponse en protection appuiera les personnes affectées par les chocs, y compris les enfants, les personnes âgées et les personnes vivant avec handicap, à travers une assistance adaptée à leurs besoins. Les enfants affectés par divers chocs auront aussi accès à un environnement protecteur, passant notamment par une assistance psychosociale et un accès à la documentation civile. La plupart des interventions en matière de protection s'inscrivent dans le cadre de la feuille de route sur la centralité de la protection au Burundi, entérinée par l'EHP en décembre 2020. En 2022, le secteur de la protection et les autres secteurs ont bénéficié de l'appui et de l'expertise d'une spécialiste de la protection (ProCap) pour la mise en place d'un plan d'action axé sur le renforcement de la centralité et de la transversalité de la protection dans l'action humanitaire.

Un suivi continu de la situation de la protection sera garanti à travers le programme de suivi de protection des rapatriés par le HCR et ses partenaires. Ce programme permettra de continuer à identifier, référencer et prendre en charge les incidents de protection. Les informations du suivi de protection seront régulièrement partagées avec les autres secteurs afin de garantir une réponse rapide et coordonnée. Différentes lignes vertes, dont la ligne verte « 109 », mise en place par un consortium d'acteurs humanitaires¹⁴ et le Gouvernement du Burundi, seront également utilisées pour mieux documenter les cas de violation des droits et apporter une réponse adéquate.

Lors de la survenance de désastres naturels, qui causent la majorité des déplacements internes, exposant ainsi les populations à de multiples défis en matière de protection, le secteur protection, en étroite collaboration avec les autres secteurs, veillera à ce que les personnes les plus vulnérables et les personnes ayant des besoins spécifiques, dont les personnes

vivant avec un handicap, soient prises en compte dans l'assistance et que les risques de protection, y compris les séparations familiales et autres risques de violences dans les abris collectifs et autres lieux de déplacement, soient anticipés et réduits.

En 2023, un focus particulier sera mis pour continuer à assurer la consolidation des réalisations du groupe de travail de lutte contre la traite, afin de renforcer et de diversifier les activités pour la prévention, l'identification des victimes et la réponse en faveur des cas de traite des personnes. Ce travail nécessitera aussi l'étroite collaboration entre les différents sous-secteurs, y compris de la protection de l'enfance et le groupe VBG. Les études démontrent en effet qu'environ 70 pour cent des survivant.e.s de traite étaient aussi des survivant.e.s de VBG. Les provinces frontalières avec la Tanzanie, les sites de déplacés et les localités autour de la mairie de Bujumbura sont les plus affectées par ce phénomène de la traite et d'exploitation des femmes, filles et garçons PDI.

Dans sa réponse, le sous-secteur VBG mettra l'accent sur trois axes prioritaires, dont l'amélioration de l'accès aux services multisectoriels et holistiques de prise en charge des cas de VBG, notamment les soins médicaux et psychosociaux et les services juridiques et socio-économiques. Le sous-secteur se concentrera également à renforcer les capacités et les compétences pour garantir une offre de services de qualité et réduire les risques associés aux VBG dans les zones affectées. Il veillera enfin à renforcer la coordination des interventions de prévention et de prise en charge des cas de VBG. De plus, un accent particulier sera mis sur la collaboration avec le secteur de la Santé pour le référencement vers les structures de prise en charge médicale des survivant.e.s de VBG identifié.e.s. En collaboration avec le ministère de la Santé publique et de la Lutte contre le SIDA via le Programme national de Santé de la Reproduction (PNSR), le sous-secteur renforcera également les capacités du personnel soignant (femmes et hommes) sur la prise en charge clinique des viols, ainsi que le plaidoyer auprès du PNSR et d'autres acteurs afin d'assurer le pré-positionnement régulier de kits post viol au niveau des formations sanitaires.

Objectif Stratégique 2 : En 2023, 1,1 million de personnes bénéficient d'une assistance multisectorielle et intégrée nécessaire pour réduire leur vulnérabilité et améliorer leurs conditions de vie (résilience).

Justification et résultat attendu

L'objectif stratégique 2 (O.St.2) vise à répondre aux besoins multisectoriels des personnes les plus vulnérables affectées par les effets prolongés des chocs. Plus spécifiquement, l'objectif vise à réduire les risques de malnutrition aiguë et à renforcer et restaurer les moyens d'existence des personnes les plus vulnérables affectées par l'insécurité alimentaire, et restaurer ainsi leur capacité à satisfaire leurs besoins fondamentaux de manière autonome.

Les divers chocs, y compris les désastres naturels causés par les changements climatiques, sont à la base de la grande majorité des besoins humanitaires au Burundi. Les chocs contribuent également à la destruction des infrastructures de base, compromettant ainsi l'accès aux services sociaux de base (éducation, santé, etc.). Le déplacement de population exacerbe les vulnérabilités déjà existantes, notamment en matière d'accès aux moyens de subsistance.

Dans un contexte de vulnérabilités préexistantes quant à l'accès aux biens et aux services, les chocs parfois à effets prolongés, tels que ceux subis en 2020, 2021 et 2022, ont contribué à réduire davantage l'accès des communautés vulnérables aux services de base. Aussi, la perte ou la détérioration des moyens de subsistance en raison des impacts socio-économiques négatifs de la pandémie de COVID-19 sévissant, ont un impact sur les défis plus structurels qui ont des conséquences sur les capacités des populations à avoir accès aux biens et aux services.

Les interventions sectorielles et conjointes sous cet objectif stratégique viseront à assurer un accès à la protection et à des biens et services multisectoriels essentiels, y compris en matière d'abris et logement, d'éducation, d'EHA et de santé, et à renforcer l'accès aux moyens de subsistance ainsi que les capacités des communautés à faire face aux chocs futurs. En prévoyant les besoins pouvant impacter la survie

et le bien-être physique et mental, cet O.St.2 est complémentaire à l'O.St.1 qui répond directement aux urgences existantes.

Objectif spécifique 2.1 : En 2023, 177 000 personnes les plus vulnérables affectées par les effets prolongés des chocs ont accès à la protection et à des biens et services essentiels – en abris/logement, éducation, EHA et santé – pour renforcer l'environnement protecteur, éviter la mise en place de stratégies négatives de survie, et renforcer leurs capacités à faire face aux chocs futurs.

Approche de la réponse coordonnée

Sous cet objectif spécifique, les différents secteurs, y compris les secteurs Protection, Abris/logement, EHA et Santé, collaboreront pour mettre en œuvre des interventions visant à garantir l'accès aux services multisectoriels, afin d'améliorer l'environnement protecteur et les conditions de vie, mais également renforcer la résilience des populations affectées par les chocs sur le long terme. Ainsi, la réponse se mettra en œuvre aussi bien dans une optique de prévention que de réduction des risques. Les secteurs prioriseront les provinces de l'Ouest, du Nord et de l'Est affectées par des mouvements de population (déplacements internes et mouvements de retour) ainsi que par des catastrophes naturelles, en particulier des inondations, et des situations d'urgence prolongées. En plus des interventions sectorielles spécifiques, des activités d'interventions multisectorielles seront mises en œuvre.

En termes d'assistance en protection, l'objectif principal sera de réduire les vulnérabilités et de renforcer la résilience des populations dans les zones d'intervention. L'objectif sera également de garantir une assistance et des services aux groupes de population affectés par les impacts socio-économiques de la COVID-19 pour les aider à faire face aux potentiels chocs dans l'avenir. Les interventions comprendront un appui pour améliorer l'accès à la documentation

civile (cartes d'identité, enregistrements des enfants et extraits d'acte de naissance, etc.) et à la documentation liée au logement, telle que les titres fonciers et les livrets de propriété (LEP), pour les personnes les plus vulnérables victimes de désastres naturels qui ont perdu leurs documents parcellaires et leurs documents d'état-civil, ainsi que pour les rapatriés, dont les enfants rapatriés ne disposant pas d'actes de naissance et les chefs de ménage ayant égaré leurs documents fonciers.

Dans l'objectif d'améliorer la situation des enfants affectés par les chocs, y compris des enfants séparés et des enfants vivant avec handicap, le sous-secteur Protection de l'Enfance favorisera une approche communautaire et intersectorielle, en étroite collaboration avec les différents secteurs humanitaires. Il tiendra compte des interventions de développement en vue de soutenir la résilience et la durabilité des efforts. À travers des systèmes de référencement communs, le sous-secteur collaborera étroitement avec les secteurs de la Nutrition, de la Santé et de l'Éducation pour assurer une réponse holistique et exhaustive aux besoins identifiés, notamment pour assurer l'accès des enfants et des jeunes aux services essentiels (documentation, santé, éducation, protection, etc.). Un suivi sera également assuré avec le secteur de l'Éducation pour identifier et appuyer les enfants en marge de l'école ou en déperdition pour les réintégrer dans le système éducatif. Il s'agira également d'identifier les enfants ayant des besoins spécifiques pour une prise en charge psychosociale, qui sera réalisée à travers des interventions socio-créatives dans des espaces protecteurs (familles d'accueil, points d'écoute, etc.).

Sous cet objectif spécifique, la réponse en EHA visera à améliorer les conditions de vie des populations et à rompre la propagation des maladies d'origine hydrique et de la COVID-19, en particulier dans les zones à risques et les zones d'accueil des personnes déplacées internes et des rapatriés. L'amélioration des services EHA dans les communautés visera aussi à diminuer le recours aux mécanismes d'adaptation négatifs tels que l'utilisation de l'eau de surface et d'autres mauvaises pratiques d'hygiène. Cela passera particulièrement par un accès à l'eau potable et

un accès amélioré aux infrastructures sanitaires (latrines et douches).

De plus, l'assistance garantira une participation effective des communautés en vue de renforcer leurs capacités d'adaptation et à faire face aux catastrophes, ainsi que l'appropriation et la bonne gestion des infrastructures pour garantir leur maintien et durabilité. Une collaboration étroite aura lieu avec les secteurs Santé, Nutrition et Éducation pour répondre aux besoins en EHA dans les centres de santé, dans les écoles et dans les centres de prise en charge nutritionnelle, afin d'assurer une prise en charge des cas de maladies d'origine hydrique comme le choléra, ainsi que de la malnutrition dans les milieux scolaires.

Les catastrophes naturelles sont l'une des principales causes de destruction d'abris et de perte d'articles non-alimentaires. Le secteur Abris/ANA mettra donc l'accent sur l'amélioration des conditions de vie à travers des solutions en logement tout en favorisant des approches de réhabilitation locale qui intègrent la réduction des risques de catastrophes. Cela passera notamment par un appui à la construction d'abris semi-permanents, ainsi que par la réhabilitation et/ou la réparation des maisons (distribution de kits de réparation). Des formations seront également organisées pour sensibiliser et renforcer les capacités des bénéficiaires pour assurer une construction résiliente et ainsi réduire les risques de catastrophes. Dans le même but, le secteur s'assurera également que les emplacements identifiés pour la construction des abris ne soient pas des zones à risque d'inondation afin de limiter les risques de futurs chocs, garantir des conditions de vie acceptables et dignes aux populations, préserver l'environnement, et tendre graduellement à la stratégie de villagisation prônée par le Gouvernement du Burundi. Une collaboration sera assurée en particulier avec le secteur EHA pour s'assurer que les ménages bénéficiaires en abris aient des solutions adéquates d'approvisionnement ou de disponibilisation d'eau, d'hygiène et d'assainissement. La réponse en abris ciblera surtout les personnes affectées par les chocs, principalement les rapatriés et les personnes affectées par les catastrophes. Elle prendra en compte, de manière particulière, les besoins des personnes vivant avec handicap et des personnes âgées.

Objectif spécifique 2.2 - En 2023, 1 million personnes les plus vulnérables affectées par l'insécurité alimentaire aigüe, notamment du fait des effets socio-économique prolongés de la COVID-19, ont leurs moyens d'existence restaurés.

Approche de la réponse coordonnée

Sous cet objectif spécifique, les interventions des différents secteurs viseront à renforcer les capacités des populations à faire face aux chocs futurs afin de diminuer les besoins en assistance humanitaire dans un futur proche. En effet, les secteurs collaboreront pour s'assurer que les groupes de population les plus vulnérables puissent restaurer leurs moyens d'existence détruits ou affaiblis dans un contexte déjà fragile en raison des impacts socio-économiques négatifs de la pandémie de la COVID-19, dans une perspective globale permettant un relèvement précoce à la suite des chocs. Cet objectif s'inscrit dans une perspective de collaboration entre les acteurs humanitaires et de développement, dans le cadre des « résultats communs », qui sera renforcée au Burundi en 2023 afin de promouvoir la résilience des populations et des communautés. Ceci permettra de réduire les risques et les vulnérabilités humanitaires, et d'assurer plus de complémentarité entre les actions humanitaires et de développement.

A titre d'exemple, le secteur Sécurité alimentaire et moyens d'existence (SAME) mettra en œuvre des activités pour la restauration et la protection des moyens d'existence perdus ou affaiblis à la suite des chocs. Les ménages recevront une assistance d'urgence inconditionnelle pour garantir des résultats collectifs de redressement à plus long terme. La réponse du secteur SAME se concentrera sur les zones géographiques les plus affectées par les chocs ainsi que sur les catégories et les groupes d'âges et de sexe ciblés comme étant les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire. Afin de renforcer les synergies et l'intersectorialité des interventions, le secteur SAME collabore avec les autres secteurs lors du ciblage des bénéficiaires dans les zones d'intervention et dans la prise en compte des besoins multisectoriels ainsi que pour la compréhension des mécanismes d'adaptation existants pour définir la réponse la plus appropriée.

Objectif spécifique 2.3 - En 2023, 1 million personnes vulnérables bénéficient d'une réponse humanitaire renforcée en matière de redevabilité, PEAS et approche genre

Approche de la réponse coordonnée

En 2023, l'EHP s'assurera que les acquis sur la centralité de la protection sont maintenus et renforcés, à travers tous les secteurs. La centralité dans trois axes de réponses à savoir, la PEAS, la redevabilité envers les populations affectées et l'approche genre pour assurer l'égalité du genre, constitueront la pierre angulaire de la réponse humanitaire. Dans ce sens, l'ensemble des secteurs ont défini un objectif spécifique visant à améliorer au moins deux de ces thématiques. Il s'agira, plus particulièrement :

- D'assurer la formation/sensibilisation des bénéficiaires et des partenaires humanitaires à la PEAS, dans le cadre d'une approche sectorielle mise en œuvre en étroite collaboration avec le secteur protection;
- D'assurer un équilibre de sexe dans les équipes d'évaluation et de réponse;
- D'assurer la mise en place de mécanismes de signalement et de gestion des plaintes lors de la mise en œuvre des activités sectorielles, en étroite collaboration avec le Groupe de travail AAP.

La réponse humanitaire tiendra compte également compte des thématiques transversales liées à l'âge, tout en visant à rendre l'assistance plus inclusive et réceptive aux différentes vulnérabilités aiguës.

Cet objectif spécifique couvre l'ensemble des activités et, partant, des autres objectifs spécifiques de la présente planification humanitaire.

2.4

Protection transversale

Protection contre l'exploitation et les abus sexuels & Redevabilité envers les populations affectées

Le leadership de l'EHP

Les membres de l'EHP ont signé le Compact fin 2021, reconnaissant, entre autres leur responsabilité première envers les populations affectées par les situations d'urgence humanitaire et se sont engagés à améliorer la communication avec les communautés et la redevabilité vis-à-vis des populations dans le cadre de la feuille de route sur la centralité de la protection, qui a pris fin en décembre 2022. Le groupe de travail AAP mis en place depuis 2021, a développé un plan d'action national pour la redevabilité en 2022 qui définissait les grands axes prioritaires en matière de redevabilité pour 2022. Des actions ont été menées et vont se poursuivre en 2023 :

- Le renforcement des mécanismes de redevabilité collectifs et de la synergie entre les mécanismes de redevabilité existants;
- L'amélioration des capacités individuelles des acteurs humanitaires en matière de redevabilité;
- La mise en place d'outils d'information conjoints pour faire connaître leurs droits aux bénéficiaires et pour sauver des vies;
- Le renforcement du suivi de la perception des communautés sur l'aide humanitaire et de la mise en place de mécanismes de redevabilité;
- La correction rapide de la réponse en fonction des retours (feedbacks) et des perceptions partagées par les personnes affectées.

Les acteurs humanitaires veilleront particulièrement à ce que les personnes se sentent à l'aise avec les mécanismes proposés. À cet égard, une attention particulière sera donnée aux préférences exprimées par les populations quant aux modalités d'échange

d'informations avec les acteurs humanitaires, ainsi qu'aux besoins spécifiques des populations en fonction du genre, de l'âge, de l'ethnie pour certaines franges de populations dont les minorités, et de l'existence d'un handicap. Le renforcement des interactions avec les ONGN actives sur les enjeux du genre et du handicap, notamment via leur participation et représentation au sein des mécanismes de coordination de l'IASC, permettront d'assurer la participation de ces populations à besoins spécifiques à toutes les étapes du processus. L'OIM a mis en place un cadre d'évaluation multisectorielle des besoins (MSNA) pour les PDI, des évaluations à échelle plus limitée ont été également réalisées auprès de populations cibles, comme les PDI et les rapatriés.

D'autres outils – comme des boîtes à suggestion, des groupes d'échanges (focus-groupes), des lignes vertes, des évaluations post-distribution, des études auprès de groupes spécifiques, etc. – ont également été utilisés pour améliorer la compréhension des besoins et orienter les stratégies sectorielles et collectives. Ces feedbacks soulignaient d'importants besoins en alimentation (vivres), semences, eau, hygiène et assainissement, Abris/ANA, réintégration (accès à la terre, école, soins de santé, etc.) et en information sur les risques et les droits des populations affectées.

Dans la ligne de suivi des consultations réalisées en 2021 et 2022 en vue d'identifier les modalités de renforcement de la participation, de la représentation et du leadership des acteurs locaux et nationaux dans les mécanismes de coordination humanitaire, ont permis de définir les lignes d'action suivantes pour 2023 :

- Une participation des ONGN dans tous les secteurs est assurée, avec un rôle de co-leadership au sein de certains secteurs;

- Évaluer la possibilité d'assurer une représentation des homologues gouvernementaux sectoriels dans l'Inter-secteurs et des ONGN au sein de l'EHP pour renforcer la localisation et l'appropriation de la réponse humanitaire.

Par ailleurs, l'analyse du MSNA réalisée par l'OIM en 2022 a permis de cibler les priorités des personnes déplacées internes sur l'ensemble du territoire tout en tenant compte des besoins spécifiques. Des enquêtes de perception ont été également effectuées pour évaluer les performances collectives en matière de redevabilité et orienter la réponse en conséquence. La communauté humanitaire assurera en 2023 cette continuité tout en assurant l'adaptation et la flexibilité programmatique sur base des feedbacks des bénéficiaires de l'assistance.

Des mécanismes de redevabilité collectifs et le renforcement des synergies.

Depuis 2016, une ligne verte collective disposant d'un numéro gratuit et fonctionnant 24 heures sur 24 a été mise en place. Si la ligne a été particulièrement utilisée pour alerter et demander de l'assistance, elle a également permis de renforcer les échanges, le partage d'informations d'urgence et les retours des bénéficiaires sur l'assistance. Cependant, elle est en concurrence avec d'autres lignes vertes existantes.

En 2022, avec l'appui et l'expertise du déploiement d'une personne ressource interagence ProCap, les acteurs humanitaires ont analysé la pertinence et la faisabilité de l'utilisation conjointe d'une seule ligne verte multisectorielle; cette opportunité continue d'être explorée et sera matérialisée en 2023.

Le groupe de travail sur la redevabilité envers les populations affectées (Accountability to Affected People, AAP, en anglais) collectera et analysera les tendances des mécanismes de redevabilité pour les utiliser dans la planification collective. Il créera des synergies avec les forums de communication et les réseaux de redevabilité existants. Les bureaux d'écoute existants seront renforcés pour devenir des centres collectifs d'information et de feedback (CIF) dans les sites de déplacés, permettant aux individus de

faire part de leurs plaintes en personne et d'améliorer la réponse humanitaire. Le HCR collectera et répondra aux données fournies par les rapatriés et les réfugiés.

Des capacités individuelles renforcées.

Des ateliers de formation et des sessions d'échanges de bonnes pratiques, initiés en 2021, ont continué en 2022, notamment la formation des formateurs en centralité de protection et le groupe de formateurs, qui avait été formé en septembre 2022 a co-facilité la formation de la Plateforme provinciale de prévention des risques et gestion des catastrophes de Rumonge. Ces séances se poursuivront au niveau décentralisé.

Enfin, des indicateurs de suivi ont été définis par les secteurs afin d'assurer la mise en place de mécanismes de redevabilité par les différents acteurs. (Voir les indicateurs sectoriels dans la partie 3 sur les objectifs et réponses sectoriels, page 53).

En 2023, des efforts seront consentis pour développer un système d'alerte précoce multirisques et intégré pour informer à temps les populations et les acteurs et mettre en place des actions d'anticipation (AA). Un effort particulier sera fourni afin de s'assurer que les personnes connaissent les critères de ciblage et de sélection des bénéficiaires, connaissent leurs droits – notamment en matière d'exploitations et abus sexuels (EAS) – et sachent comment déposer leurs feedbacks ou plaintes. Dans ce sens, des messages et outils collectifs seront développés et des séances de sensibilisation spécifiques seront mises en place. Par ailleurs, afin de mesurer les efforts en matière de sensibilisation des acteurs et des bénéficiaires aux EAS, les différents secteurs ont défini des indicateurs de performance spécifiques.

Correction de la réponse à partir des feedbacks

Il est important de corriger rapidement les comportements problématiques en fonction des commentaires reçus et de donner un retour aux communautés pour améliorer la réponse contre l'exploitation (et/ou l'abus d'autorité) et les abus sexuels. Il est également essentiel de renforcer la redevabilité et de mener des analyses régulières pour identifier les modifications globales à apporter à la

réponse. Les populations concernées seront informées des changements effectués.

L'EHP a fait beaucoup de progrès sur la PEAS, au cours de ces deux dernières années, un plan d'action inter-organisationnel a été approuvé par l'EHP et un groupe de travail a été mis en place, coordonné par UNFPA et ONU Femmes. Les partenaires coopérants des diverses agences ont été sensibilisés sur la PEAS, des points focaux ont été nommés, un plan de communication a été élaboré, et des évaluations des risques de PEAS ont été menées.

Le renforcement de la sensibilisation des populations affectées, du système de référencement et des services de prise en charge reste un défi à relever au cours du prochain cycle humanitaire. La réponse humanitaire tiendra compte des thématiques transversales, y compris celles liées au genre et à l'âge, tout en visant à rendre l'assistance plus inclusive et réceptive aux différentes vulnérabilités aiguës. Une attention particulière sera également donnée aux personnes vivant avec un handicap majeur lors de l'aménagement des latrines, en cas d'établissement de sites de déplacés à la suite d'un désastre naturel et de l'accessibilité par tous des sites de distributions de l'assistance. Ainsi, chaque secteur intégrera dans sa réponse des modalités considérant les besoins spécifiques de chaque groupe de population ciblé par ce plan de réponse.

En 2023, la communauté humanitaire capitalisera sur les dynamiques initiées en matière de redevabilité pour qu'elles soient mises à profit dans la lutte contre l'EAS. En collaboration avec le GT PEAS, le GT AAP jouera un rôle central d'appui du plan d'action sur la PEAS, en collaboration avec le secteur Protection, Protection de l'enfance et VBG. Le GT AAP apportera son expertise technique pour définir les orientations en matière de mise en place et de gestion des mécanismes de

plainte à base communautaire, et sur la fourniture d'informations sur les droits des populations affectées.

Inclusion

La prise en compte des besoins spécifiques des populations est centrale pour une réponse respectueuse des principes humanitaires et découle d'une évaluation et analyse des besoins qui permet d'orienter les actions de réponse idoines. Dans la continuité, la réponse humanitaire de 2023 renforcera la prise en compte de l'aspect inclusion aussi bien lors des évaluations des besoins que lors du suivi de la réponse. La concrétisation de cet aspect se fera, entre autres par le développement et l'adaptation des outils pour capturer les spécificités et les besoins liés au handicap sous toutes ses formes, les désagréments AGD dans tout le processus de planification mais aussi par des formations et échanges d'expérience.

Genre

Bien que le Burundi continue de réaliser des résultats dans le cadre de l'accès aux services et opportunités des femmes et filles, les inégalités persistent et un changement de mentalité et de comportement à tous les niveaux est requis. Conscient que la prise en compte des besoins spécifiques des femmes, des filles, des jeunes, est un élément essentiel pour atteindre l'égalité des sexes et l'autonomisation. L'EHP continue de soutenir les efforts visant à améliorer la compréhension des concepts, outils et méthodes pour intégrer le genre dans toutes les activités de programmation, suivi, communication et de coordination afin de renforcer la prise en compte du genre. C'est ainsi que les données de la planification de la réponse humanitaire de 2023 sont ventilées par genre et âge et que les partenaires qui soumettront les projets dans le cadre de la réponse humanitaire de 2023 devront considérer les indicateurs genre et âge dans l'élaboration de leurs projets.

2.5

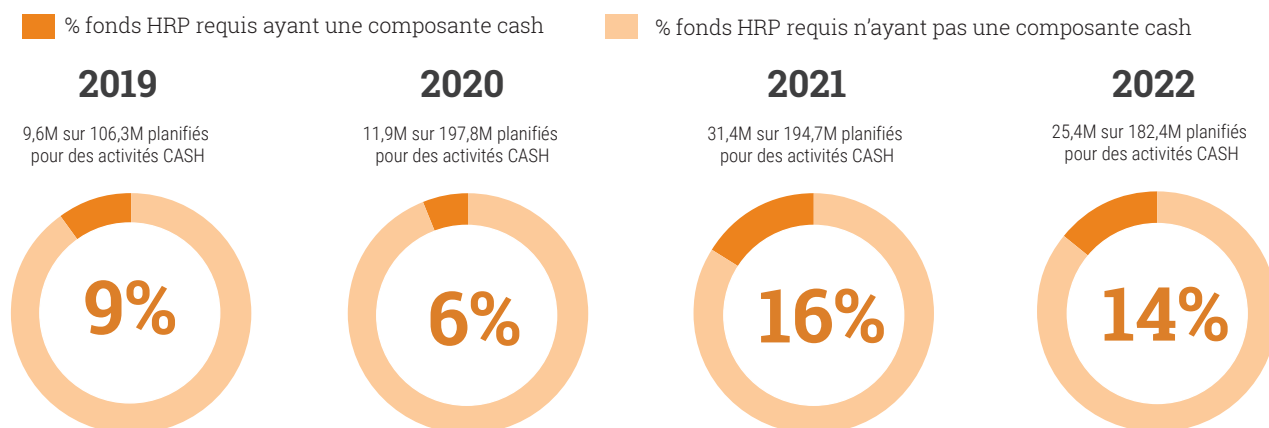
Utilisation des transferts monétaires à usages multiples

Au cours des dernières années, l'utilisation des transferts monétaires dans la programmation de la réponse humanitaire au Burundi a significativement augmenté au niveau du nombre des interventions des partenaires utilisant la modalité en assistance transferts monétaires ainsi qu'au niveau du budget accordé à l'utilisation de cette modalité. Dans les HRP de 2019 et 2020 respectivement, la modalité transferts monétaires était utilisée (ou planifiée) dans environ 30 pour cent des interventions humanitaires. En 2021, cette modalité était utilisée dans 46 pour cent des interventions humanitaires. Une analyse considérant également les fonds alloués pour cette modalité démontre que les transferts monétaires représentaient respectivement 9 et 6 pour cent de la réponse en 2019 et 2020. En 2022, l'utilisation du 'cash' représentait 16 pour cent du total des fonds requis dans le HRP. Cette modalité a été principalement utilisée dans la réponse aux rapatriés (53 pour cent) et dans la réponse en sécurité alimentaire (26 pour cent). Au total, sept secteurs ont utilisé l'approche en 2021. En 2022, raison de la pandémie de COVID-19 et de son impact sur l'assistance humanitaire, y compris au Burundi à travers les ruptures dans les chaînes d'approvisionnement des produits de base et à la suite de la fermeture des frontières, la non-disponibilité

de certains produits de base a poussé un plus grand nombre d'acteurs à recourir aux transferts monétaires dans leur réponse humanitaire 83 pour cent pour le secteur A-ANA et 67 pour cent pour le secteur SAME). Il est attendu que ces transferts et les volumes en 'cash' augmentent en 2023. Selon la planification sectorielle, une réponse en transferts monétaires est prévue par les secteurs Sécurité alimentaire, Abris/ANA, Nutrition et Protection. Les projections initiales, sur base des projets proposés par les partenaires humanitaires dans l'outil de soumission des projets dans le cadre du HRP 2023, montrent qu'autour de 27 pour cent des projets humanitaires prévoient l'utilisation de la modalité transferts monétaires.

Le Groupe de travail de transferts monétaires (GTTM) a été établi au Burundi en 2018 et constitue un mécanisme de coordination multisectorielle des transferts monétaires et ainsi, une plateforme pour la réponse humanitaire et de développement utilisant la modalité 'cash'. Ce groupe est placé sous le lead respectivement stratégique et technique de la Commission nationale de protection sociale du Gouvernement ainsi que du PAM et de l'ONG IRC.

Transferts monétaires - Pourcentage des fonds HRP requis par année



2.6 Capacités opérationnelles et contraintes

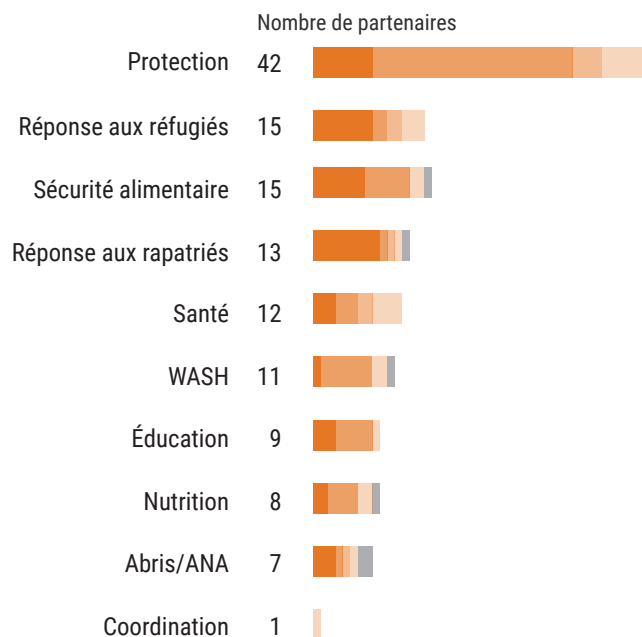
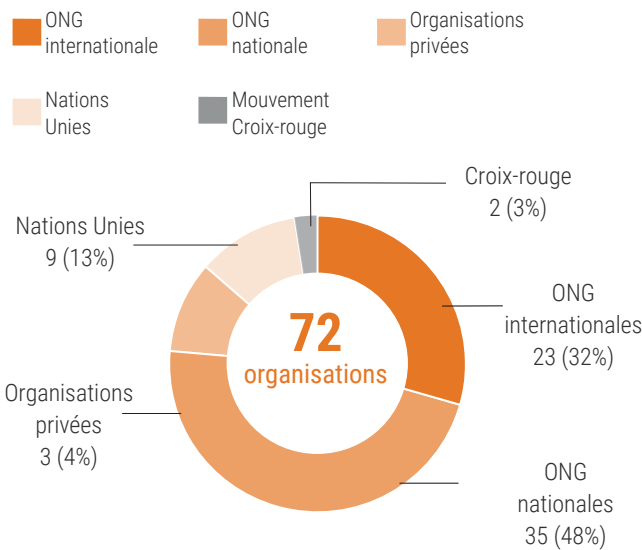
Capacités opérationnelles

En 2023, 72 organisations humanitaires actives au Burundi contribueront, à travers leurs programmes et interventions, à la réponse humanitaire afin de garantir une assistance respectueuse des principes humanitaires et répondant aux besoins les plus aigus des personnes affectées par les urgences. Ces acteurs comprennent des ONG nationales (ONGN) et des ONG internationales/étrangères (ONGE), le mouvement de la Croix-Rouge, ainsi que les agences du système des Nations Unies. Parmi ces organisations, 60 ont développé et soumis des projets humanitaires dans le cadre de la réponse humanitaire de 2023, couvrant sept secteurs, deux sous-groupes sectoriels et quatre groupes de travail. Pour déployer une réponse plus inclusive et complémentaire, une collaboration étroite sera assurée avec le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et l'ONGE Médecins sans Frontières (MSF), dont les interventions dans des secteurs spécialisés contribuent à l'atteinte des objectifs stratégiques de la réponse humanitaire, même si elles sont menées en dehors du cadre de la présente planification stratégique.

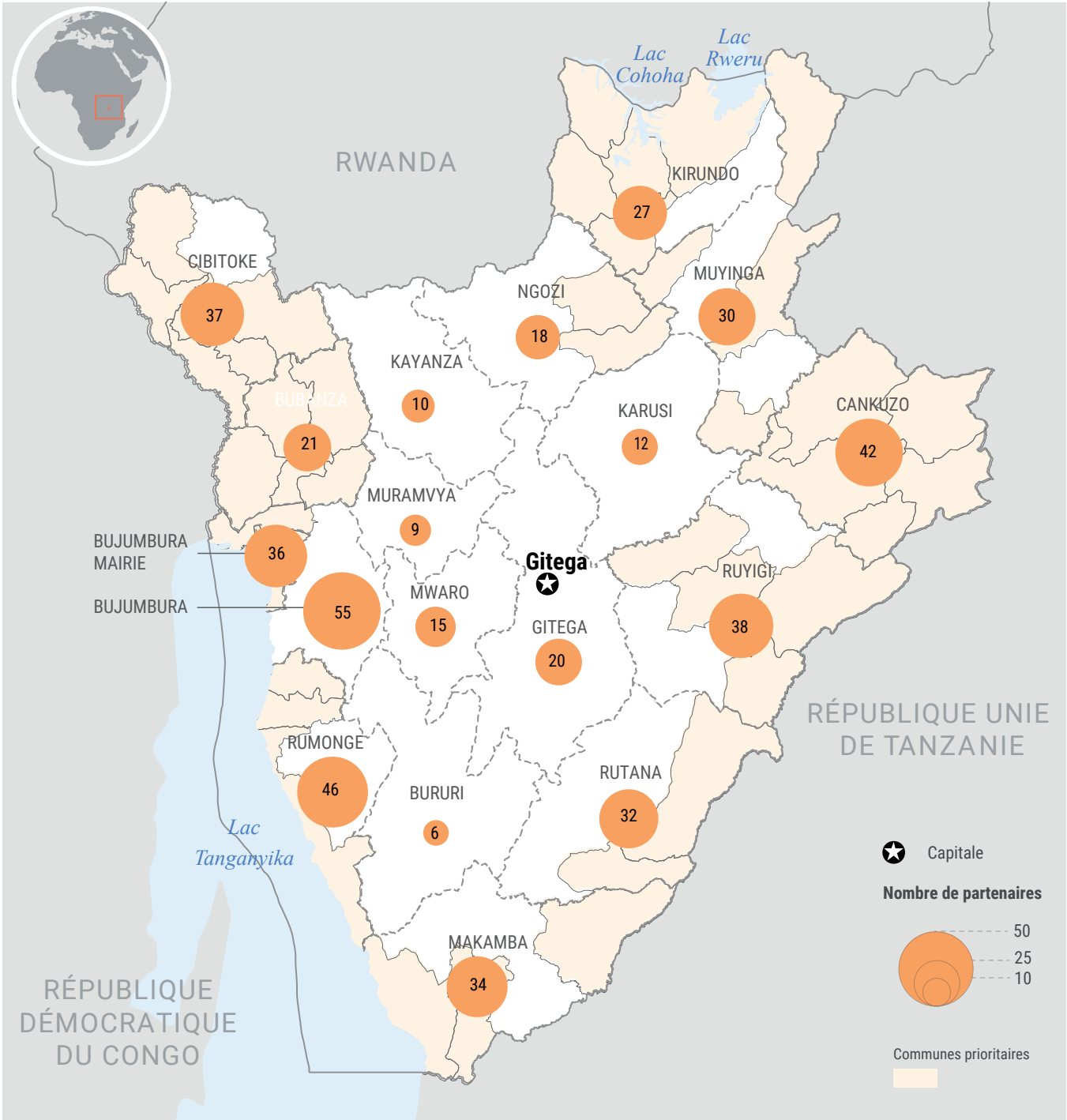
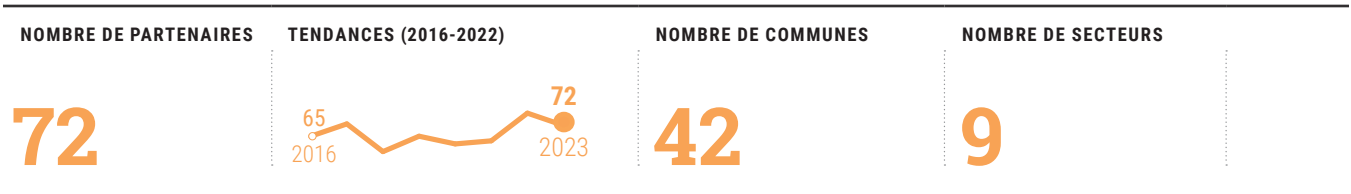
De manière générale, la présence sur le terrain est conditionnée par le niveau de sévérité des besoins identifié et par conséquent justifie le volume des interventions menées ou à déployer. Toutefois, beaucoup d'acteurs sont basés à Bujumbura, la capitale économique qui est reliée à toutes les provinces par un réseau de routes nationales et d'où partirait la réponse vers des provinces ayant une présence humanitaire limitée. Pour viser la synchronisation des actions, la coordination entre les acteurs/organisations humanitaires et les services techniques du Gouvernement, y compris les plateformes provinciales et les forums de coordination sera renforcée à travers tout le cycle de

planification humanitaire et la mise en œuvre de la réponse. Les différents mécanismes communautaires existants au niveau provincial seront également engagés, notamment les structures communautaires de protection.

Partenaires par type



Présence des partenaires opérationnels par province



Contraintes logistiques

Les partenaires humanitaires font face à diverses contraintes, qui sont notamment d'ordre logistique, exacerbées par les pénuries répétitives de carburant qui continuent d'avoir des implications sur leurs opérations. Les contraintes d'ordre administratif persistent également mais sont en diminution constante par rapport aux années antérieures. De manière générale, l'accès physique au Burundi reste satisfaisant, mais l'accès aux populations dans certaines zones est réduit en raison du réseau routier en bitume qui ne relie que les grandes agglomérations et ne couvre pas les sentiers et les routes intercommunales. Les défis en matière d'accès physique sont particulièrement importants pendant les saisons des pluies entre octobre et décembre ainsi qu'entre mi-février et mai. Les routes en terre battue deviennent difficilement praticables voire impraticables et risquent de subir des glissements de terrain et des destructions de ponts et par conséquent des coupures, rendant l'accès à l'assistance de la population dans le besoin difficile et causant des retards. Les opérations de rapatriement des réfugiés burundais, qui consistent à faciliter leur transport jusqu'au niveau communal, font face à ce genre de difficultés pendant la période susmentionnée. En effet, des véhicules de grand tonnage deviennent difficilement utilisables et le coût du transport grimpe.

De nouveaux défis liés aux conséquences de la guerre en Ukraine, comme les pénuries répétitives de carburant et les perturbations des chaînes d'approvisionnement, sont apparus au cours de l'année 2022 et continuent d'impacter les opérations des humanitaires.

Contraintes administratives et légales

Les défis d'ordre administratif demeurent, en particulier au niveau de la planification, de la mise en œuvre et du suivi des interventions. Ces défis émergent particulièrement au niveau de la gestion, du partage et de la validation des données relatives à la situation humanitaire et aux besoins des populations, affectant ainsi l'analyse réelle des besoins. Aussi bien au niveau

de la validation des études et des analyses relatives à la situation humanitaire par les services étatiques qu'au niveau de la mise en œuvre des activités et des initiatives initialement approuvées, des problèmes sont régulièrement observés à la suite des réorientations soudaines prises par les partenaires gouvernementaux. Ceci entrave la mise en œuvre efficace de la réponse et crée des délais additionnels dans la réalisation des activités. Dans le cadre de la gestion des urgences, cette situation pourrait avoir un impact important sur les populations affectées. Dans le but de minimiser ce type de contraintes, les partenaires humanitaires continueront en 2023, dans la mesure du possible, d'impliquer et d'informer les partenaires gouvernementaux à tous les niveaux et dans toutes les étapes de mise en œuvre de leurs interventions. Capitalisant sur les acquis des concertations entre le Gouvernement du Burundi et les partenaires et dans la suite de la table ronde organisée par la Présidence de la République au début de l'année 2022, qui a été suivi par la mise en place d'un bureau en charge de l'aide à la présidence au sein du Bureau d'études stratégiques et de développement, et de l'instauration d'un cadre de suivi trimestriel conjoint des activités des partenaires agissant au sein des ministères sectoriels, la communauté humanitaire continuera de renforcer le dialogue avec le Gouvernement pour favoriser un environnement propice à la mise en œuvre de la réponse humanitaire de 2023.

Partie 3 : Suivi de la réponse

GATUMBA, BURUNDI

Visite de Damien Marna, Coordinateur résident au Burundi, le 22 novembre 2021 sur les sites de personnes déplacées par les inondations survenues à Gatumba en avril-mai 2020 et avril-mai 2021. Photo : OCHA/Camille Marquis



3.1

Approche du suivi

Le suivi régulier de la réponse humanitaire vise à améliorer sa qualité et son efficacité, ainsi qu'à renforcer la redevabilité des acteurs humanitaires envers les populations affectées, mais également envers les autorités burundaises, les bailleurs de fonds et autres partenaires techniques. Un suivi efficace permet également d'analyser la réponse et sa qualité et d'y apporter des changements nécessaires selon l'évolution du contexte et les besoins.

Une approche de suivi régulier de l'assistance humanitaire a été convenue et mise en place par le Groupe de coordination intersectorielle au Burundi. Le suivi permettra aussi de faciliter la prise de décision au niveau stratégique, notamment au niveau de l'Équipe humanitaire pays, ainsi qu'au niveau opérationnel. Les objectifs stratégiques et spécifiques, ainsi que les indicateurs sectoriels, permettront de mesurer l'impact et les résultats des interventions humanitaires sur les conditions humanitaires des personnes les plus vulnérables.

Fréquence et responsabilités du suivi de la réponse

Le suivi de la réponse humanitaire sera effectué via un rapportage régulier sur les interventions des différentes organisations participant à la planification stratégique 2023 via l'outil « Response Planning and Monitoring » (RPM). Cet outil en ligne permet d'enregistrer les cadres logiques de la réponse des différents secteurs (avec les objectifs sectoriels liés aux objectifs spécifiques et stratégiques intersectoriels, les activités sectorielles, les indicateurs d'activités) et de rapporter à la fois sur les progrès réalisés au courant de l'année sur les défis rencontrés. Le renseignement régulier de cet outil par les partenaires humanitaires permettra à l'ISC d'informer l'EHP sur les interventions effectuées, les lacunes existantes et les changements à apporter.

Les actions suivantes seront effectuées par les acteurs :

- Bilans périodiques : Avec le soutien d'OCHA, les secteurs et leurs partenaires s'engagent à soumettre des bilans périodiques pour évaluer les progrès réalisés afin de guider l'EHP dans la prise de décisions. À cet effet, les coordinateurs de secteurs effectueront auprès des organisations membres des secteurs (sources de données sur les réalisations), la collecte des données sur les interventions sur la base d'indicateurs de suivi liés aux activités et aux objectifs sectoriels, spécifiques et stratégiques.
- Bilans trimestriels : Chaque trimestre, les secteurs enverront à OCHA un narratif permettant d'analyser l'impact des interventions sur les populations, les lacunes ainsi que les défis rencontrés.
- Gestion de l'information et cartographie des acteurs et les réponses : Dans le cadre de l'ISC, OCHA rapportera les résultats du suivi de la réponse dans les tableaux de bord humanitaires (Dashboard) et les utilisera pour l'élaboration des cartographies de présence opérationnelle 5W (qui fait quoi, où, quand et pour qui).

Fréquence et responsabilité du suivi financier

Le partage d'informations sur les fonds alloués (bailleurs) ou reçus (organisations) est une responsabilité commune des organisations qui reçoivent des fonds, des bailleurs de fonds qui financent des projets et d'OCHA qui gère la plateforme « Financial Tracking System » (FTS)¹⁵.

Sur la base des informations partagées, OCHA Burundi assurera tous les deux mois l'élaboration de tableaux de bord financiers et les partagera avec les acteurs humanitaires et les autorités nationales et locales.

Au-delà du suivi quantitatif de la réponse

Aux côtés des indicateurs quantitatifs permettant de mesurer les interventions effectuées par rapport aux besoins, les secteurs ont identifié des indicateurs de perception des communautés sur la réponse. Ces

indicateurs permettront d'associer les communautés et les personnes affectées au suivi de la réponse humanitaire en recueillant leurs perceptions par rapport aux interventions effectuées, et de prendre en compte les spécificités existantes (liées à l'âge, au handicap, etc.).

Aussi, en lien avec l'objectif spécifique 2.3. (voir page 35) visant à renforcer la redevabilité envers les populations affectées, la PEAS et l'approche genre, l'ensemble des secteurs ont prévu de suivre au moins deux de ces éléments à travers des indicateurs de performance.

3.2

Objectifs stratégiques et spécifiques : indicateurs et cibles

Objectif stratégique OS1

En 2023, 900 000 personnes bénéficient d'une assistance multisectorielle et intégrée nécessaire pour réduire leur extrême vulnérabilité et préserver leur intégrité physique et mentale.

Objectif spécifique SP1.1

En 2023, 991 000 personnes affectées par des chocs récents – mouvements de population, les désastres naturels et épidémies – ont un accès à une assistance en abris, ANA, santé, sécurité alimentaire, éducation, et/ou EHA nécessaire pour garantir leur intégrité physique et mentale.

INDICATEURS	Nombre de bénéficiaires de l'assistance alimentaire en nature et sous forme de transfert monétaire	496,5K
	Nombre de ménages affectés bénéficiant d'un abri d'urgence ou d'un appui à un logement et un Kit ANA dans les 6 premiers mois qui suivent le choc	17,3K
	Nombre de PDI, rapatriés et autres personnes vulnérables (femmes, hommes, filles, garçons, personnes âgées et personnes vivant avec handicap) qui accèdent au moins à l'un de services de prise en charge (Appui psychosocial individualisé, médical, réinsertion économique, appui psychosocial de groupe via les espaces sûrs et sécurisés)	177,4K
	Nombre de personnes affectées par les chocs qui ont reçu des soins d'urgence	113,5K
	Nombre femmes, filles, garçons et hommes affectés par les différents chocs ayant accès à une quantité suffisante d'eau potable pour assurer les besoins quotidiens et un Kit d'hygiène ainsi que EHA pour assurer l'hygiène personnelle	104,7K

Objectif spécifique SP1.2

En 2023, 166 000 personnes, à savoir des femmes enceintes et allaitantes et des enfants malnutris, bénéficient d'une assistance nutritionnelle intégrée incluant une prise en charge en soin de santé, EHA, et reçoivent la nourriture nécessaire pour préserver leur intégrité physique et mentale.

INDICATEURS	Nombre d'enfants de 6-59 mois et FEFA atteints de MAM admis dans les services de supplémentation nutritionnelle	90,3K
	Nombre d'enfants de moins de cinq ans souffrant de MAS admis dans les services de prise en charge nutritionnelle	65,3K

Objectif spécifique SP1.3

En 2023, 188 000 personnes affectées par des problèmes de protection liés à la situation humanitaire – y compris les survivant.e.s de VGB, les victimes de la traite, et les enfants affectés par des problèmes de protection – sont prises en charge et les mécanismes de prévention des risques de protection sont renforcés.

INDICATEURS	Nombre d'enfants affectés par les crises, non enregistrés ayant été enregistrés à l'état civil	65,0K
	Nombre d'enfants séparés et non accompagnés qui ont eu accès à la prise en charge alternative et la réunification familiale	2,0K
	Nombre des femmes, les hommes, filles, garçons ayant bénéficié d'un service de prise en charge (Appui psychosocial individualisé, médical, réinsertion économique, légal, hébergement d'urgence, appui psychosocial de groupe)	188,3K

Objectif stratégique OS2

En 2023, 1,1 million de personnes bénéficier d'une assistance multisectorielle et intégrée nécessaire pour réduire leur vulnérabilité et améliorer leurs conditions de vie.

Objectif spécifique SP2.1

En 2023, 177 000 personnes les plus vulnérables affectées par les effets prolongés des chocs ont un accès à la protection et à des biens et services essentiels – en abris/logement, éducation, EHA et santé – pour renforcer l'environnement protecteur, éviter la mise en place de stratégies négatives de survie, et renforcer leurs capacités à faire face aux futurs chocs.

INDICATEURS	Nombre de districts avec un système d'alerte précoce fonctionnel et des stocks d'urgence prépositionnés	31
	Nombre de ménages ayant bénéficié de formation sur des techniques de construction sûres	12,7K
	Nombre de ménages ayant bénéficié de matériaux de construction ou de cash pour construire un abri semi-permanent ou la réparation d'une maison	8,4K
	Nombre de ménages bénéficiaires d'un kit d'articles non alimentaire (ANA) ou de cash pour acheter des articles non-alimentaires	12,7K
	Nombre femmes, filles, garçons et hommes affectés par les effets prolongés des différents chocs ayant accès à une quantité suffisante d'eau potable pour assurer les besoins quotidiens et un Kit d'hygiène ainsi que EHA pour assurer l'hygiène personnelle	146,9K
	Nombre de ménages vulnérables qui ont reçu les documents d'attestation de possession de parcelles ou maisons	18,2K

Objectif spécifique SP2.2

En 2023, 1 million de personnes les plus vulnérables affectées par l'insécurité alimentaire aigüe, notamment du fait des effets socio-économique prolongés de la COVID-19, ont leurs moyens d'existence restaurés.

INDICATEURS	Nombre de familles vulnérables ayant bénéficié du transfert monétaire conditionnel et des activités génératrices de revenus pour restaurer leurs moyens d'existence après chocs	20,2K
	Nombre de familles vulnérables seront assistés en kits agricoles d'urgence pour la relance de leur production Agricole après chocs	60,8K

Objectif spécifique SP2.3

En 2023, 1 million de personnes vulnérables bénéficient d'une réponse humanitaire renforcée en matière de redevabilité, PEAS et approche genre

INDICATEURS	Pourcentage des mécanismes de la redevabilité envers les populations affectées, la PEAS, et l'approche genre mis en place	100
	Pourcentage de bénéficiaires et ou partenaires formés sur la PEAS	100

Calendrier du cycle de programme humanitaire

	JAN	FEV	MAR	AVR	MAI	JUN	JUL	AOU	SEP	OCT	NOV	DEC	JAN
Rapport de suivi périodique						●						●	
Tableau de Bord				●				●				●	

Partie 4 : **Besoins et réponses prioritaires sectoriels**

RUMONGE, BURUNDI

Les inondations à Rumonge, mai 2021, les quartiers de la commune de Rumonge, Bugararama de la province Rumonge ont été inondés en mai 2021 en raison de la montée des eaux du lac Tanganyika. Photo : OCHA 2021/Annick Ndayiragije



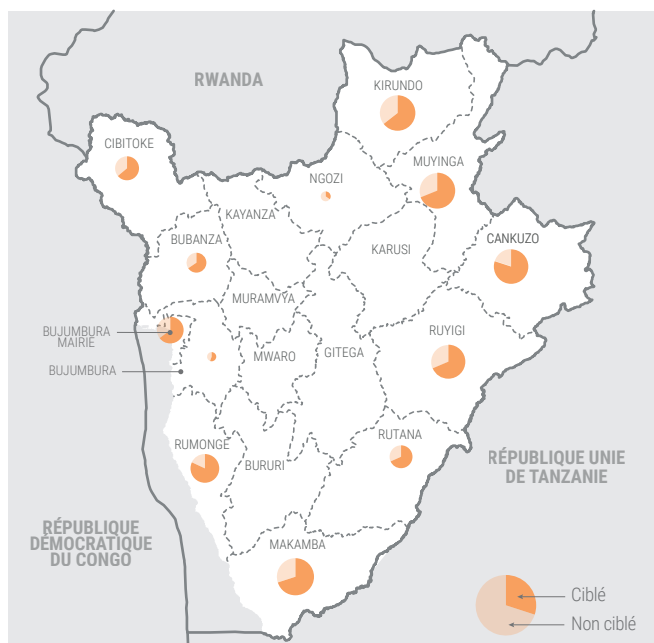
Aperçu de la réponse sectorielle

Réponse planifiée par secteur

Secteur	Personnes dans le besoin	Personnes ciblées	■ Besoin □ Cible	Fonds requis (USD)	Partenaires opérationnels
 Réponse aux réfugiés	115k	115k	<div><div></div><div></div></div>	\$55,3M <div><div></div></div>	15
 Réponse aux rapatriés	40k	40k	<div><div></div><div></div></div>	\$50,9M <div><div></div></div>	13
 Sécurité alimentaire	1,4M	991k	<div><div></div><div></div></div>	\$38,3M <div><div></div></div>	15
 Abris-ANA	218k	154k	<div><div></div><div></div></div>	\$18,6M <div><div></div></div>	7
 Nutrition	253k	166k	<div><div></div><div></div></div>	\$14,0M <div><div></div></div>	8
 Education	416k	168k	<div><div></div><div></div></div>	\$5,0M <div><div></div></div>	9
 Protection	236k	188k	<div><div></div><div></div></div>	\$4,8M <div><div></div></div>	42
 Protection de l'enfance Violences basées sur le genre (VBG)	119k	95k	<div><div></div><div></div></div>	\$1,9M <div><div></div></div>	31
	114k	67k	<div><div></div><div></div></div>	\$932k <div><div></div></div>	29
 Eau, hygiène et assainissement	147k	147k	<div><div></div><div></div></div>	\$3,2M <div><div></div></div>	11
 Santé	636k	177k	<div><div></div><div></div></div>	\$2,6M <div><div></div></div>	12
 Coordination	-----	-----		\$1,5M <div><div></div></div>	1

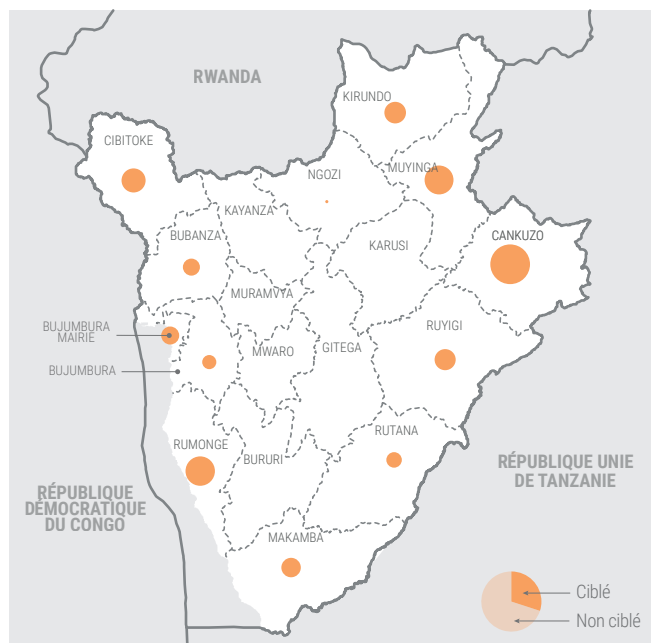
4.1 Abris et articles non-alimentaires

PERS. DANS LE BESOIN	PERS. CIBLÉES	FONDS REQUIS (US\$)
218,4k	154k	\$18,6M



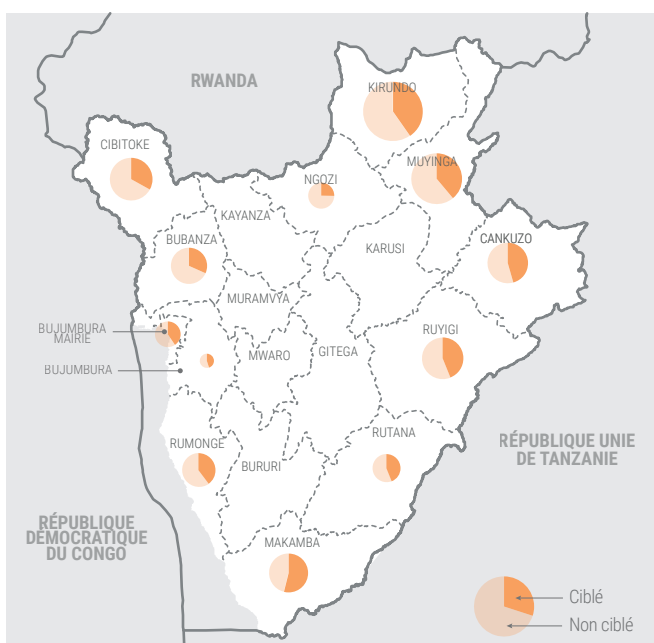
4.2 Eau, hygiène et assainissement

PERS. DANS LE BESOIN	PERS. CIBLÉES	FONDS REQUIS (US\$)
146,6k	146,6k	\$3,2M



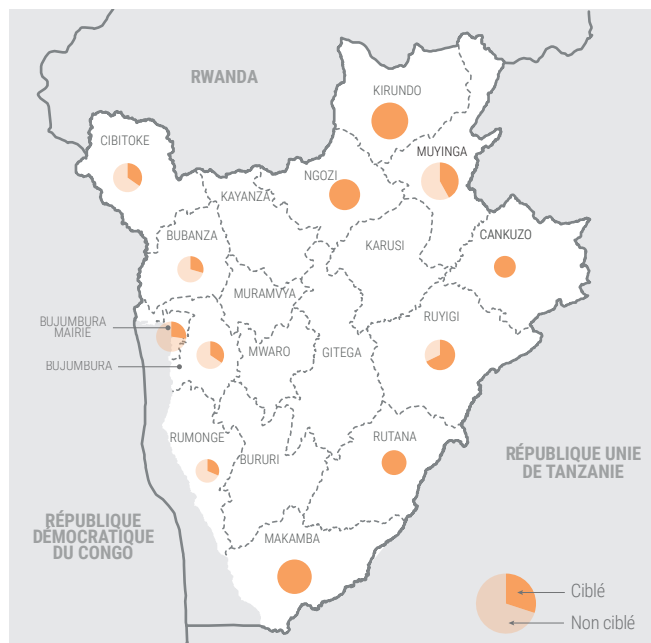
4.3 Éducation

PERS. DANS LE BESOIN	PERS. CIBLÉES	FONDS REQUIS (US\$)
415,7k	168,2k	\$5M



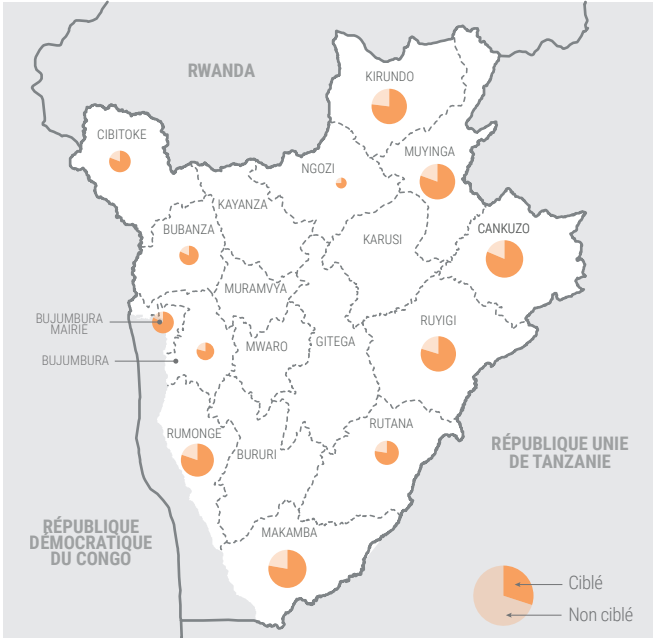
4.4 Nutrition

PERS. DANS LE BESOIN	PERS. CIBLÉES	FONDS REQUIS (US\$)
252,9k	165,7k	\$14M



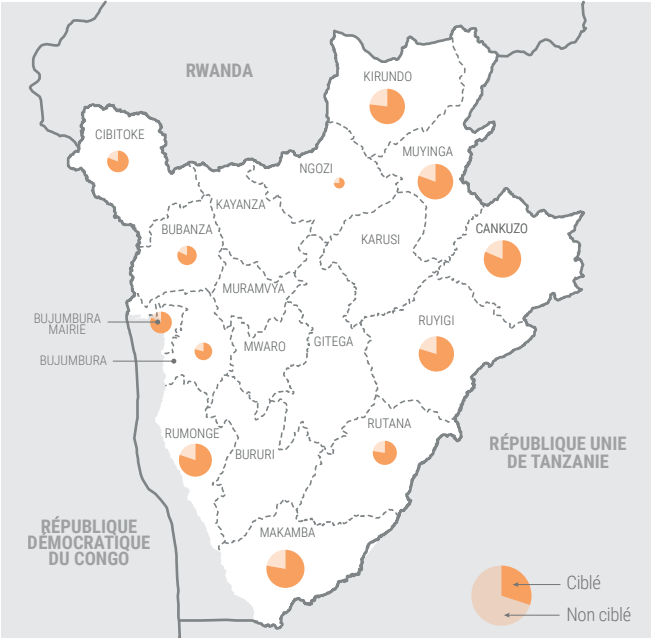
4.5 Protection

PERS. DANS LE BESOIN	PERS. CIBLÉES	FONDS REQUIS (US\$)
235,8k	187,9k	\$4,8M



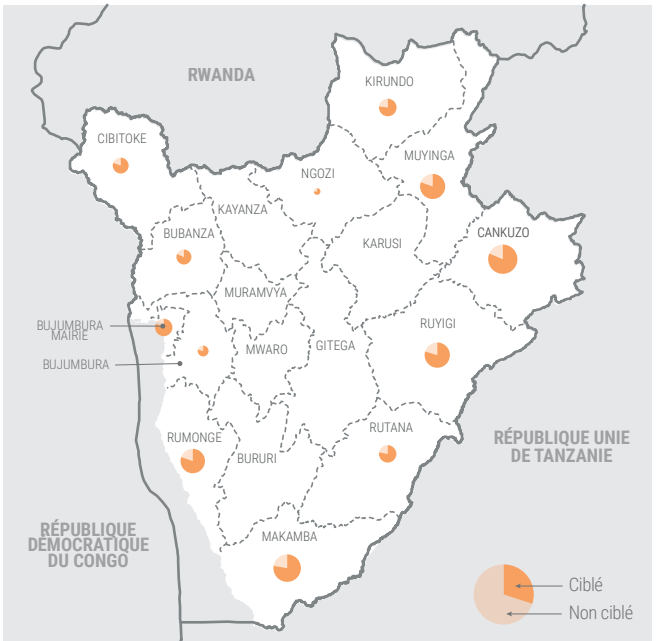
Protection générale

PERS. DANS LE BESOIN	PERS. CIBLÉES	FONDS REQUIS (US\$)
235,8k	187,9k	\$2M



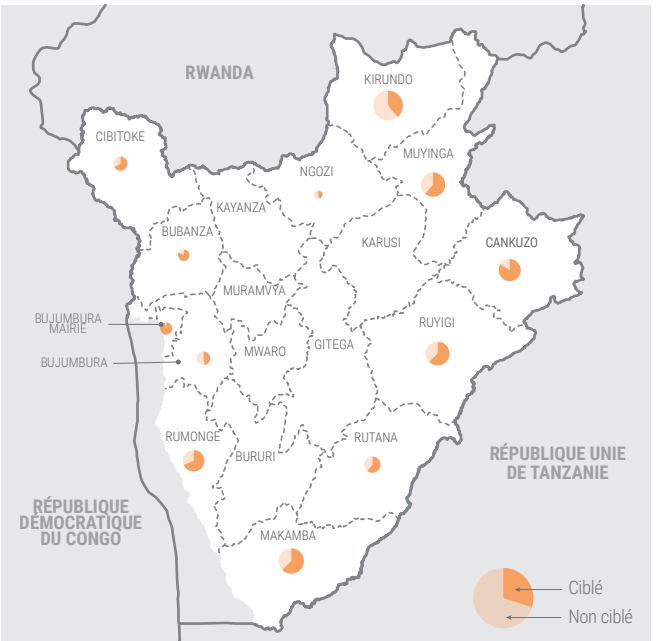
4.5.1 Protection : Protection de l'enfance

PERS. DANS LE BESOIN	PERS. CIBLÉES	FONDS REQUIS (US\$)
118,8k	95k	\$1,9M



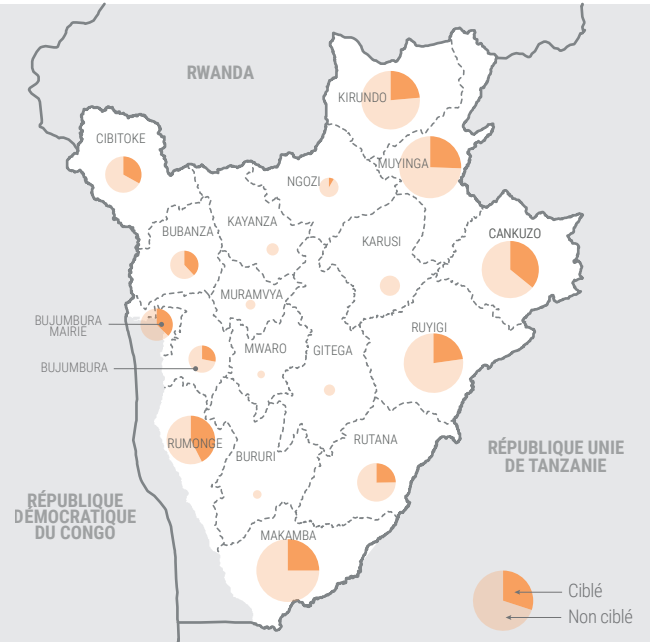
4.5.2 Protection : Violences basées sur le genre

PERS. DANS LE BESOIN	PERS. CIBLÉES	FONDS REQUIS (US\$)
109k	67,4k	\$931k



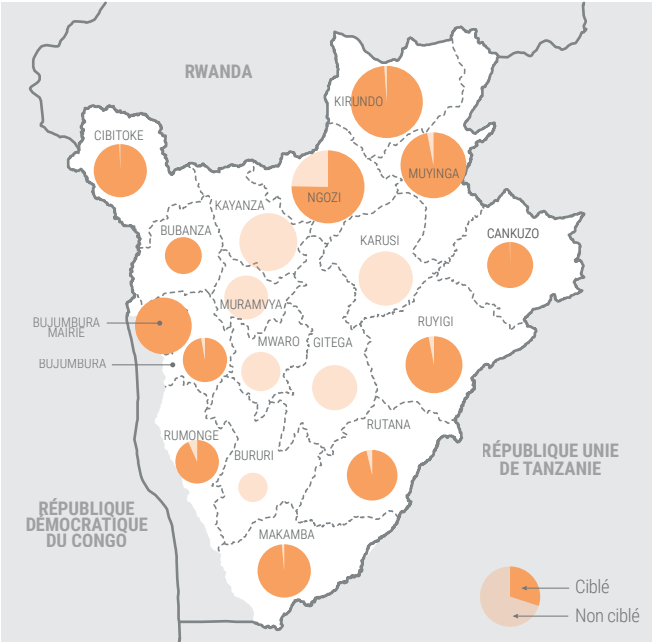
4.6 Santé

PERS. DANS LE BESOIN	PERS. CIBLÉES	FONDS REQUIS (US\$)
636,3k	177k	\$2,6M



4.7 Sécurité alimentaire

PERS. DANS LE BESOIN	PERS. CIBLÉES	FONDS REQUIS (US\$)
1,4M	991k	\$38,3M





4.1

Abris et articles non-alimentaires (A/ANA)

PERS. DANS LE BESOIN	PERSONNES CIBLÉES	FEMMES	ENFANTS	AVEC HANDICAP
218k	154k	53%	57%	10%
FONDS REQUIS (US\$)	PARTENAIRES	PROJETS		
\$18,6M	7	6		

Objectifs de la réponse

Le secteur abris/ANA a défini trois objectifs pour la mise en œuvre d'une réponse d'urgence à la suite d'un choc avec un renforcement de la résilience :

- Objectif sectoriel 1 : Contribuer à la protection de la dignité de 92 429 personnes affectées par des chocs (moins de six mois) par un accès immédiat à une réponse d'urgence digne, équitable et sécurisée en abris/ANA.
- Objectif sectoriel 2 : Participer à l'amélioration des conditions de vie de 61 620 personnes à travers la fourniture de solutions durables de logements dignes et favorisant une approche de construction/réhabilitation locale qui intègre la réduction des risques de catastrophes.
- Objectif sectoriel 3 : Renforcer la redevabilité envers les populations affectées, la PEAS et l'approche genre dans la réponse sectorielle.

Aperçu des besoins et la réponse du secteur

Selon le tableau de bord DTM (OIM, décembre 2022), le nombre de personnes déplacées internes de janvier 2021 à décembre 2022 s'élevait à 38 426 (8 583 ménages). La plupart des PDI vivent au sein de communautés d'accueil (96 pour cent) et dans des sites (4 pour cent).

La majorité des besoins humanitaires en abris et en ANA sont causés par des catastrophes récurrentes liées aux pluies torrentielles, vents violents, inondations et glissements de terrain.

De janvier à décembre 2022, plus de 106 000 personnes ont été affectées par des catastrophes naturelles dont 12 850 déplacés internes (OIM, DTM), soit une diminution de près de 6 pour cent par rapport à 2021. Ces catastrophes naturelles ont inondé et endommagé plus de 3 800 maisons. Les provinces les plus touchées sont Rumonge, Bujumbura Rural, Bujumbura Mairie, Cibitoke et Makamba.

Ces personnes nouvellement déplacées internes doivent, en sus, cohabiter aux côtés de populations internes en situation de déplacement prolongé. En effet, plus de 40 pour cent des personnes déplacées internes le sont depuis un an. La réponse du secteur visera à répondre aux besoins urgents des populations nouvellement déplacées en abris et ANA mais aussi aux besoins résiduels des populations en situation de déplacement prolongé.

En plus des besoins des personnes déplacées internes, en 2023, le secteur Abri/ANA considère les besoins des personnes planifiées au retour que le HCR estime à 40 400 réfugiés burundais qui

rentreront au Burundi et dont les besoins humanitaires, notamment en abris et articles non-alimentaires, resteront élevés. Ces derniers besoins étant indiqués comme prioritaires parmi les populations retournées (DTM, OIM). De plus, certaines de ces personnes rapatriées seront susceptibles de devenir déplacées internes, notamment en raison des capacités limitées d'intégration dans les zones de retour.

Les résultats préliminaires de la DTM de l'évaluation multisectorielle des besoins, menées auprès de ménages déplacés internes et retournés, montrent que les besoins en abris (89 pour cent) et articles non-alimentaires (66 pour cent) ont été classés en tête, avec l'assistance en nourriture (90 pour cent). Presque tous les ménages ont signalé des problèmes liés à leurs abris, la faible capacité d'accueil et le manque de protection contre les conditions météorologiques; 70 pour cent de leur abri avait besoin d'être réparé.

Le secteur répondra aux besoins des populations touchées par les catastrophes naturelles, en mettant l'accent sur les personnes déplacées internes et les personnes rapatriées et retournées. Le secteur facilitera l'accès à un logement décent et à des articles non-alimentaires, en nature et en espèces. La réponse sera basée sur la vulnérabilité des ménages ciblés, en accordant une attention particulière aux femmes cheffes de ménage, aux personnes âgées et/ou vivant avec un handicap. Pour une meilleure prévention des risques, le secteur veillera à ce que les emplacements choisis pour la construction d'abris ne soient pas inondables, dans le but de tendre vers la stratégie de villagisation prônée par le Gouvernement du Burundi.

Pour les personnes ne pouvant pas se déplacer pour recevoir l'assistance ou ne pouvant contribuer aux travaux de construction ou réparation, le secteur s'assurera qu'elles bénéficieront d'un soutien supplémentaire pour le transport de leur assistance et la réhabilitation de leurs abris afin de leur garantir un accès équitable à l'assistance. Le secteur favorisera une approche basée sur les communautés en assurant l'implication des ménages ciblés. Des formations sur les constructions sûres seront organisées pour chaque intervention en abri. Le secteur assurera également les messages sur la gratuité de l'assistance, la prévention

contre l'exploitation et les abus sexuels (PEAS) et sur les mécanismes de redevabilité mis à la disposition des bénéficiaires. A cet effet, tous les partenaires du secteur seront formés à la PEAS, élément central dans la mise en œuvre de la réponse du secteur.

La réponse intégrée du secteur permettra d'atteindre les plus vulnérables tout en assurant une réponse holistique aux besoins des ménages ciblés à travers : i) des réponses d'urgence qui consisteront à se déployer rapidement afin d'évaluer et de répondre aux besoins à la suite d'un choc et, ii) le renforcement de la résilience des populations affectées par des solutions durables, en collaboration avec les autorités et les acteurs de développement, à travers la construction d'abris semi-permanents améliorables.

Réponse prioritaire et calcul des coûts

En 2022, le secteur a pu toucher près de 70 000 individus à travers une réponse intégrée en Abris et Articles non-alimentaires. En 2023, le secteur interviendra en priorité dans les zones de déplacement interne, notamment à Rumonge, Makamba et Bujumbura, et où le taux de personnes rapatriées est élevé, comme dans les provinces de Kirundo, Muyinga, Ruyigi et Cankuzo. Afin d'assurer l'optimisation de la réponse dans la durée, l'approche à base communautaire sera privilégiée afin de renforcer les capacités des ménages bénéficiaires, notamment en techniques de construction sûres, afin de capitaliser la transmission du savoir-faire et ainsi contribuer au renforcement de la résilience des populations assistées. Une attention particulière sera mise sur la redevabilité envers les populations affectées notamment à travers la formation de tous les partenaires sur le PEAS ainsi qu'en s'assurant que les principes, préoccupations et besoins liés au genre sont intégrés dans la réponse du secteur allant du ciblage, aux travaux de construction, à la distribution.

Le coût global de la réponse proposée par le secteur pour 2023 est évalué à 18 625 000 USD. Sur la base de la population ciblée pour la réponse en 2023, le coût moyen par bénéficiaire est chiffré à 120 USD soit une augmentation de 34 pour cent du coût moyen par bénéficiaire par rapport à 2022. Cette augmentation

est due principalement à trois facteurs : i) l'inflation au Burundi de presque 26,2 pour cent en novembre 2022 ii) l'augmentation des coûts de transport due à la crise mondiale de l'énergie. iii) Le besoin crucial d'adapter la réponse en renforçant la résilience des personnes déplacés internes et retournés.

Coordination avec les autres secteurs

La réponse se fera à la fois dans le cadre intra-secteur, à travers une coordination renforcée entre les 13 partenaires du secteur. Le secteur privilégiera une approche multisectorielle et, travaillera en

étroite collaboration avec les secteurs, notamment EHA afin d'assurer que les ménages bénéficiaires des assistances en abris et ANA aient accès à des solutions de gestion d'excreta (latrines) dignes et à de l'eau potable, notamment pour les ménages déplacés internes installés au sein des sites. Le secteur collaborera avec le secteur protection pour que la transversalité de la protection soit bien appliquée. Le secteur sera en constante collaboration avec l'AoR Logement, terre et propriété au vu de l'importance de la dimension foncière dans les interventions en abri. Enfin, le secteur assurera le suivi à travers les réunions mensuelles et le remplissage trimestriel de l'outil 5W.

Objectifs, indicateurs et cibles

Objectif sectoriel OS1

Contribuer à la protection de la dignité de 92 429 personnes affectées par des chocs (moins de six mois) par un accès immédiat à une réponse d'urgence digne, équitable et sécurisée en abris/ANA.

Contribue aux Objectifs Spécifiques SP1.1		CIBLE
INDICATEURS	Nombre de ménages affectés par un choc bénéficiant d'un appui en cash pour la location d'une habitation ou d'un appui à l'hébergement	14,7K
	Nombre de ménages affectés par un choc récent bénéficiant d'un kit ANA	17,3K
	Nombre de personnes affectées par un choc assistées avec un kit d'abri d'urgence/ kit réparation dans les 3 premiers mois suivant le choc	22,0K

Objectif sectoriel OS2

Participer à l'amélioration des conditions de vie de 61 620 personnes à travers la fourniture de solutions durables de logements dignes et favorisant une approche de construction/réhabilitation locale qui intègre la réduction des risques de catastrophes.

Contribue aux Objectifs Spécifiques SP2.1		CIBLE
INDICATEURS	Ménages ayant bénéficié de cash ou de matériaux de construction pour un abri semi-permanent	4,3K
	Ménages ayant bénéficié de cash ou de matériaux de construction pour réparer des maisons	8,3K
	Ménages ayant bénéficié de formation sur des techniques de construction sûres	12,6K
	Ménages bénéficiant d'un kit ANA	12,6K

Objectif sectoriel OS3

154 049 personnes vulnérables bénéficient d'une réponse sectorielle renforcée en matière de redevabilité et PEAS.

Contribue aux Objectifs Spécifiques SP2.3		CIBLE
INDICATEURS	Nombre de partenaires du secteur formé.e.s à la PEAS	10
	Pourcentage des bénéficiaires (désagréé par sexe) qui confirment être satisfait des informations reçues sur l'assistance proposé/qu'il reçoivent	80



4.2

Eau, hygiène et assainissement (EHA)

PERS. DANS LE BESOIN	PERSONNES CIBLÉES	FEMMES	ENFANTS	PERS. AGÉES	AVEC HANDICAP
147k	147k	55%	57%	3%	15%
FONDS REQUIS (US\$)	PARTENAIRES	PROJETS			
\$3,2M	11	10			

Objectifs de la réponse

En 2023, le secteur EHA va cibler 146 562 personnes dont 21 600 personnes déplacés internes à la suite de la survenance de catastrophes naturelles ou autres chocs, et 124 962 autres personnes vulnérables aux maladies hydriques dans les provinces ciblées. L'assistance sera effectuée suivant deux objectifs sectoriels qui se présentent comme suit :

Objectif sectoriel 1 : 93 000 personnes vulnérables ciblées dans les zones affectées par les maladies hydriques ainsi que dans des zones des PDI et des rapatriés, ont un accès à l'eau potable pour leur survie.

Cet objectif vise à fournir de l'eau potable aux personnes en situation de besoins humanitaires pour sauver leurs vies. Ces interventions contribueront à leur bien-être physique et mental, mais également à la protection et la dignité des personnes vulnérables.

Objectif sectoriel 2 : 146 000 personnes vulnérables ciblées dans les zones à risque de maladies hydriques et dans les zones d'accueil des rapatriés et des PDI ont accès aux services EHA pour améliorer leurs conditions de vie.

La réponse assurera un accès à l'eau, aux infrastructures d'assainissement d'urgence (latrines, douches), ainsi qu'aux kits d'hygiène pour les personnes affectées. Cet objectif vise à améliorer les services EHA pour les communautés afin de diminuer le recours aux mécanismes d'adaptation négatifs tels que l'utilisation de l'eau insalubre (eau

de rivière et du lac), les pratiques de défécation à l'air libre, qui constituent un risque de pollution des sources d'eau, ainsi que d'autres mauvaises pratiques d'hygiène favorisant la survenance et la persistance d'épidémies dans un contexte humanitaire fragile. Toutes les interventions sectorielles EHA devront tenir compte de la diversité des personnes en terme de genre, personnes vivant avec handicap dans l'aménagement des latrines, et une consultation préalable des personnes effectuées sera organiser pour l'emplacement des équipements de service d'eau d'hygiène et d'assainissement, et au courant de chaque réponse les partenaires sectorielles vont se rassurer de la mise en place des mécanismes de rapportage fonctionnel sur la préventions des exploitations et abus sexuel.

Un objectif transversal visera à renforcer la réponse sectorielle en matière de redevabilité et PEAS au bénéfice de 405 000 personnes vulnérables. (OS2.4.)

Aperçu des besoins et la réponse du secteur

Les besoins humanitaires en EHA rencontrés au Burundi sont ancrés dans des problèmes structurels persistants, renforcés par des chocs récurrents comme les mouvements de population, les épidémies et les catastrophes naturelles. Les sources protégées et aménagées constituent le principal moyen d'accès à l'eau potable. Pourtant, les distances pour accéder aux

points d'eau potable excèdent souvent les standards minimums (30 minutes aller-retour). Ainsi, dans 9 provinces sur 18, le taux de couverture en eau potable est inférieur à la moyenne nationale actuellement de 58 pour cent selon l'enquête SMART 2022 (Muyinga, Kirundo Cibitoke, Rutana, Kayanza, Karusi, Ruyigi, Cankuzo et Ngozi). Cet accès à l'eau est souvent limité aux communautés hôtes et il se complique pour les personnes en déplacement, compte tenu de la pression exercée sur les services sociaux de base, y compris EHA, déjà trop peu nombreux ou du fait qu'elles se retrouvent dans des zones dépourvues de tout dispositif d'accès à l'eau potable.

Selon l'enquête SMART 2022, 4,8 pour cent de la population consomment de l'eau de surface (eau de surface comme les lacs et rivières ou points d'eau non aménagés). Le moindre choc climatique, sécuritaire, sanitaire ou autre, peut donc exposer les populations sinistrées à la consommation d'eau impropre.

Ceci est d'autant plus vrai que les rapatriés qui intègrent les communautés des provinces du nord, de l'est et du sud-est (Muyinga, Kirundo Cibitoke, Rutana, Kayanza, Karusi, Ruyigi, Cankuzo et Ngozi) dont le taux de couverture en eau potable est inférieur à la moyenne nationale actuelle de 58 pour cent. Le faible accès à l'eau potable renforce le risque de prévalence de maladies hydriques à potentiel épidémique telles que le choléra.

Selon l'enquête SMART 2022, seulement 28 pour cent des ménages burundais utilisent des toilettes améliorées contre 65,5 pour cent avec des latrines non améliorées et 6 pour cent avec des latrines partagées entre plusieurs ménages. Le faible accès à des latrines appropriées constitue un risque important de santé publique, et est à l'origine de la contamination des sources d'eau de surface et des nappes peu profondes. Cette situation favorise également la prolifération des vecteurs de maladies, tels que les mouches qui souillent les aliments des populations dans un contexte où les pratiques d'hygiène sont médiocres. L'insuffisance de latrines expose également les femmes et les filles à des risques accrus d'abus sexuels, particulièrement pour les personnes

déplacées internes en raison des conséquences des aléas climatiques.

En 2023, le nombre de personnes dans le besoin d'assistance en eau, hygiène et assainissement est estimé à 146 500, ce qui représente une diminution de 67 pour cent par rapport à l'année 2022. Cette diminution s'explique par trois principales raisons à savoir : (i) la mise en œuvre d'activités de construction d'ouvrages hydrauliques durables et résilientes au changement climatique dans les zones particulièrement vulnérables aux impacts des chocs climatiques de 2020 à 2022; (ii) la diminution du nombre des personnes en besoins est également due aux interventions de 2021 mises en œuvre dans le cadre de la prévention et la réponse à la COVID-19 et enfin (iii) la réduction de la zone cible du plan de réponse humanitaire 2023 qui couvre les provinces avec des vulnérabilités variées qui pourraient se retrouver au-delà des capacités locales de réponse aux besoins humanitaires.

En 2023, la réponse du secteur EHA sera focalisée sur deux axes principaux. Le premier axe portera sur la délivrance d'assistance d'urgence rapide aux personnes victimes ou affectées par les chocs humanitaires. La mise en œuvre des activités sera effectuée en collaboration avec les autres secteurs principalement ceux de la santé, de la nutrition, Abri/ANA, de la protection et les communautés afin d'assurer une réponse humanitaire intégrée. Les interventions cibleront notamment les personnes les plus vulnérables victimes de catastrophes naturelles (inondations, glissement de terrain; etc.), les personnes à risque de maladies à potentiel épidémique comme le choléra, les déplacées internes, les rapatriés. Ces interventions combineront des solutions rapides d'urgence pour sauver des vies; semi-durables et même durables pour donner ou renforcer l'accès à l'eau potable, Il s'agira notamment d'assurer :

L'accès à l'eau potable à travers le « water trucking»

- La réhabilitation d'infrastructures hydrauliques endommagées par les catastrophes naturelles.
- La distribution de kits d'hygiène/ANA aux ménages les plus vulnérables pour faciliter le transport

et le stockage ainsi que des aquatabs pour le traitement de l'eau à domicile.

- La diffusion de messages adaptés aux différents groupes de bénéficiaires et des partenaires pour la prévention des abus et l'exploitation sexuelle, le genre et l'inclusion.

Le second objectif visera à renforcer l'accès à l'eau potable et assainissement adéquats dans le but d'améliorer les conditions de vie des communautés à travers la prévention, afin de rompre le cycle de propagation des maladies d'origine hydrique et des épidémies dans les zones d'interventions. Une participation effective des communautés sera assurée en vue de renforcer leurs capacités à faire face aux catastrophes et à gérer les infrastructures pour garantir leur durabilité. Les interventions seront essentiellement basées sur :

La réalisation d'ouvrages d'assainissement d'urgence et semi-durables dignes (latrines, douches, et stations de lavage des mains). Les latrines et douches seront séparées hommes et femmes, éclairées et équipées de verrous pour mitiger les risques des VBG et seront adaptées aux personnes vivantes avec handicaps;

- La promotion et sensibilisation communautaire sur les bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement au profit des personnes ciblées;
- La construction et/ou réhabilitation de latrines et des points d'eau ou autres infrastructures d'hygiène dans les centres de santé et autres formations sanitaires (FOSA) pour améliorer les conditions de prise en charge des vulnérables ou des victimes;
- Le pré-positionnement des stocks de contingence dans les zones à risque d'être affectées par des chocs humanitaires pour les personnes ciblées;
- Distribution des Kits EHA et la sensibilisation des personnes affectées sur les bonnes pratiques d'hygiènes.

Toutes les interventions sectorielles ci haut citées devront tenir compte de la diversité des personnes en terme de genre, personnes vivant avec handicap dans l'aménagement des latrines, et une consultation

préalable des personnes effectuées sera chaque fois organiser pour définir l'emplacement des équipements EHA, la redevabilité sectorielle aux personnes affectées, enfin au courant de chaque réponse les partenaires sectorielles vont se rassurer de la mise en place des mécanismes de rapportage fonctionnel sur la préventions des exploitations et abus sexuel.

Réponses prioritaires et calcul des coûts

Le budget pour l'exécution des interventions EHA a été déterminé sur la base d'une estimation du coût moyen par bénéficiaire pour le paquet d'intervention EHA. Ce coût moyen est évalué à 33 USD par personne pour le paquet d'intervention comprenant les composantes EHA à savoir : l'accès à l'eau, l'assainissement, l'hygiène et les kits EHA pour le transport, stockage de l'eau dans les ménages. Ainsi en fonction des paquets d'interventions prévus, des compléments seront ajoutés en fonction des besoins humanitaires par zone d'intervention après chaque évaluation des besoins humanitaires.

Suivi et Coordination de la réponse

Le suivi de la réponse permettra au secteur EHA de prendre des décisions sur la manière de renforcer sa réponse, de pallier les défaillances et, au besoin, adapter la réponse en tenant compte du genre et du handicap. Le secteur adoptera un mécanisme d'évaluation sous la forme d'un système de rapportage mensuel des données de prise en charge des personnes affectées, de missions de suivi et de supervision des activités, et de contributions aux rapports périodiques de mise en œuvre des interventions sectorielles.

Le secteur de l'Eau, Hygiène et Assainissement continuera ses réunions mensuelles de coordination pour assurer le suivi de la mise en œuvre de la réponse. Le secteur sera également dans les réunions de la coordination intersectorielle pour identifier et planifier les potentielles approches de collaborations avec les autres secteurs, principalement les secteurs de la santé, nutrition, protection et éducation. Les partenaires sectoriels rapporteront régulièrement les activités et les gaps dans la réponse qui seront compilés et présentés dans les outils de rapportage

5W et les rapports de suivi périodiques. Dans la mesure du possible, un plaidoyer sera fait au niveau sectoriel pour orienter les investissements dans les zones fragiles afin de renforcer la résilience communautaire et institutionnelle en fonction de

l'évolution des crises sanitaires, épidémiologiques ou des vulnérabilités des populations aux catastrophes naturelles.

Objectifs, indicateurs et cibles

Objectif sectoriel OS1

1 045 20 personnes vulnérables ciblées dans les zones affectées par des maladies hydriques et dans les zones d'accueil des rapatriés et des PDI ont accès aux services EHA pour leur survie.

Contribue aux Objectifs Spécifiques SP1.1		CIBLE
INDICATEURS	Nombre de personnes (désagrégées par âge et sexe) affectées par un choc ayant accès à une quantité suffisante d'eau potable pour boire, cuisiner et assurer leur hygiène personnelle, afin de sauver des vies et atténuer les souffrances	104,5K
	Nombre de personnes (désagrégées par âge et sexe) affectées par un choc ayant accès à des Kits d'hygiène pour assurer leur dignité et atténuer leurs souffrances	42,0K

Objectif sectoriel OS2

146 562 personnes vulnérables ciblées dans les zones à risque de maladies hydriques et dans les zones d'accueil des rapatriés et des PDI ont accès aux services EHA pour améliorer leurs conditions de vie.

Contribue aux Objectifs Spécifiques SP2.1		CIBLE
INDICATEURS	Nombre de ménages affectés par un choc ayant reçu des kits EHA pour réduire les vulnérabilités et renforcer la résilience	8,4K
	Nombre de personnes (désagrégées par âge et sexe) affectées par un choc ayant accès à une quantité suffisante d'eau potable pour boire, cuisiner et assurer leur hygiène personnelle pour réduire les vulnérabilités et renforcer la résilience	146,6K
	Nombre de personnes (désagrégées par âge et sexe) ayant accès aux latrines séparées, sûres (notamment en matière de risques de VBG) et adaptées aux personnes à mobilité réduite pour assurer leur dignité, atténuer leurs souffrances et renforcer leur résilience	42,0K

Objectif sectoriel OS3

146 562 personnes vulnérables bénéficient d'une réponse sectorielle renforcée en matière de redevabilité et PEAS.

Contribue aux Objectifs Spécifiques SP2.3		CIBLE
INDICATEURS	Pourcentage des partenaires sectoriels de mise en oeuvre formés à la PEAS	100
	Pourcentage de personnes bénéficiant des facilités EHA formées à la PEAS	100
	Pourcentage des des bénéficiaires ayant accès à des facilités EHA formés sur la PEAS	100



4.3 Éducation

PERS. DANS LE BESOIN	PERSONNES CIBLÉES	FEMMES	ENFANTS	AVEC HANDICAP
417k	168k	51%	99%	5%
FONDS REQUIS (US\$)	PARTENAIRES	PROJETS		
\$5M	9	9		

Objectifs de la réponse

En 2023, la réponse humanitaire en Education sera structurée autour de deux objectifs sectoriels visant à réduire la vulnérabilité des populations cibles, ainsi qu'un objectif intersectoriel visant à garantir la redevabilité et la centralité de la protection dans l'assistance humanitaire. Les trois objectifs sont les suivants :

1. En 2023, 166 163 enfants affectés par des chocs récents - comme les mouvements de population, les catastrophes naturelles, et les épidémies - ont un accès équitable à une éducation inclusive de qualité et adaptée à leurs besoins socio-émotionnels. (O.St.2. – O.Sp.2.1).
2. En 2023, 2 000 enseignants des zones affectées par des chocs récents – comme les mouvements de population, les catastrophes naturelles, et les épidémies – sont renforcés sur la gestion de l'éducation dans les situations d'urgence. (O.St.2. – O.Sp.2.1).
3. En 2023, la redevabilité envers les populations affectées, la PEAS et l'approche genre seront renforcées dans la réponse sectorielle.

La réponse visera également à garantir la sauvegarde et la participation des personnes visées par la réponse humanitaire du secteur.

Aperçu des besoins et la réponse du secteur

Aperçu des besoins

Si des progrès ont été observés dans le secteur de l'éducation au cours de la dernière décennie, 1,9 million d'enfants en âge scolaire sont encore en dehors de l'école, dont 932 350 enfants du niveau préscolaire, 624 123 du niveau fondamental et 430 959 du niveau post-fondamental¹⁶. Cette situation s'explique par divers facteurs dont le niveau élevé de pauvreté, l'impact des catastrophes naturelles, une offre éducative limitée tant au niveau des infrastructures que du nombre d'enseignants et un environnement d'apprentissage peu favorable (avec notamment une insuffisance de matériel pédagogique, d'eau et d'électricité).

Les provinces les plus concernées par le besoin en matière de services éducatifs sont Bubanza, Bujumbura Mairie, Bujumbura, Cankuzo, Cibitoke, Kirundo, Makamba, Muyinga, Ngozi, Rumonge, Rutana, Ruyigi, en raison des catastrophes naturelles et des déplacements internes qui s'en suivent, ainsi que du rapatriement.

Les catastrophes naturelles ont entraîné la destruction des salles de classe ou leur utilisation comme abris par les populations sinistrées, la destruction du matériel pédagogique et le risque d'abandon

scolaire des enfants sinistrés dus aux déplacements qu'ils subissent.

Les mouvements de populations créent également une pression additionnelle sur les écoles des communautés d'accueil. Ces communautés vivent déjà en précarité économique importante et se voient obligées de prendre en charge les besoins des personnes déplacées et d'accueillir les enfants sinistrés dans des écoles dont les capacités sont déjà insuffisantes. Le personnel éducatif est peu nombreux, les latrines et stations de lavage des mains sont en quantité très restreinte, alors que la COVID-19 est encore présente.

La surpopulation dans les salles de classe (une moyenne nationale de 72 élèves par salle de classe, avec des disparités allant de 21 à 153 élèves par salle de classe)¹⁷, le manque de formation des enseignants et de matériel d'enseignement et d'apprentissage conduisent à une dégradation de l'environnement d'apprentissage et de la qualité de l'enseignement. Certains manuels sont quasi-inexistants tandis que ceux qui sont disponibles sont partagés par environ cinq enfants chacun¹⁸.

Les violences dans et autour de l'école, y inclus les violences sexuelles, ainsi que les grossesses non désirées et précoces constituent des freins importants à l'éducation des jeunes filles. Bien qu'en décroissance, les dernières données publiées sur les grossesses des élèves (1 233 cas pour l'année scolaire 2019-2020) restent inquiétantes¹⁹.

Les provinces Gitega, Muyinga et Bururi sont les plus affectées, avec plus de 100 cas de grossesses en milieu scolaire chaque année.

Bien que les statistiques ne soient pas bien maîtrisées, il est connu que les enfants handicapés sont les plus affectés en cas de situations d'urgence, notamment en raison de leur difficulté d'accès aux services sociaux de base ou de leur stigmatisation.

Réponse du secteur pour 2023

Dans le secteur de l'éducation, la réponse vise à assurer la continuité de l'éducation inclusive de qualité

dans les situations d'urgence, en vue d'assurer à chaque enfant en âge scolaire son droit à l'éducation, peu importe les circonstances. La réponse englobera notamment la provision de matériels scolaires, l'aménagement des espaces d'apprentissage temporaires et la réhabilitation de ceux qui existent mais sont endommagés par des aléas climatiques, la facilitation des cours de rattrapage pour les enfants dont la scolarité a été interrompue par des situations d'urgence, la collaboration avec les autres secteurs pour notamment assurer l'alimentation scolaire dans les zones les plus affectées et pour garantir la continuité de la scolarité des filles en situations d'urgence, etc.

Le groupe sectoriel prévoit d'assister les enfants déplacés internes, enfants rapatriés, les enfants affectés qui sont restés dans leurs communautés ainsi que le personnel éducatif dans le besoin.

La réponse sera fournie de façon à assurer que les enfants les plus marginalisés tels que les enfants vivant avec handicap soient identifiés et intégrés. Les besoins de ces enfants seront recueillis notamment à l'aide des outils du SIGE²⁰, mais également à l'aide d'autres fiches spécifiques qui seront complétées en collaboration avec les gestionnaires des établissements scolaires et d'autres structures communautaires en charge des questions de l'enfance.

Les interventions du secteur de l'éducation seront focalisées sur 42 communes réparties dans 12 provinces, qui ont été priorisées par la coordination intersectorielle en raison du fait qu'elles sont les plus exposées – et de façon récurrente – aux chocs climatiques et aux mouvements de populations. Il s'agit des communes de :

- Bubanza, Gihanga, Mpanda, Musigati et Rugazi dans la province de Bubanza;
- Muha, Mukaza et Ntahangwa dans la Mairie de Bujumbura;
- Mutimbuzi dans la province de Bujumbura;
- Cankuzo, Cendajuru, Gisagara, Kigamba et Mishiha dans la province de Cankuzo;
- Buganda, Bukinanyana, Mugina, Murwi et Rugombo dans la province de Cibitoke;

- Bugabira, Busoni, Kirundo, Ntega et Vumbi dans la province de Kirundo;
- Kayogoro, Mabanda et Nyanza Lac dans la province de Makamba;
- Gashoho, Giteranyi, Musinga et Mwakiro dans la province de Musinga;
- Kiremba et Tangara dans la province de Ngozi;
- Bugarama, Muhuta et Rumonge dans la province de Rumonge;
- Bukemba et Giharo dans la province de Rutana;
- Butezi, Gisuru, Kinyinya et Ruyi dans la province de Ruyigi.

La réponse consistera à fournir des offres éducatives adaptées aux besoins des enfants des catégories identifiées, y compris des programmes de remédiation pour les enfants ayant interrompu leur scolarité. Autant que possible, l'aménagement et/ou l'équipement des espaces d'apprentissage tiendront compte des besoins des enfants vivant avec handicap en termes d'accessibilité et de capacité de leur utilisation.

Réponse prioritaire et calcul des coûts

Réponse prioritaire

Comme réponse prioritaire pour 2023, le secteur de l'éducation prévoit d'assister 168 163 personnes dans le besoin, dont 23 528 enfants déplacés internes (12 998 filles et 10 530 garçons), 56 923 enfants rapatriés (28 844 filles et 28 079 garçons), 85 712 enfants vulnérables des communautés d'accueil (43 713 filles et 41 999 garçons) ainsi que 2 000 enseignants (955 femmes et 1 045 hommes). Parmi ces personnes, 8 408 seront des personnes vivant avec handicap. La réponse fournira des offres éducatives adaptées aux besoins des enfants des catégories identifiées, y compris des programmes de remédiation pour les enfants ayant interrompu leur scolarité.

Coût de la réponse

Le coût global de la réponse pour le secteur Éducation est de 4 983 610 USD. Ce montant représente une diminution de sept pour cent par rapport au montant requis pour la réponse sectorielle en 2022, qui s'explique principalement par une réduction de la population ciblée en 2023 par rapport à 2022. Le coût moyen par bénéficiaire est chiffré à 29 USD et n'a pas

connu de variation significative par rapport à 2022. Le coût global du secteur a été obtenu en additionnant le coût de toutes les activités sectorielles et le coût moyen par bénéficiaire a été obtenu en divisant le coût global du secteur par le nombre total de personnes ciblées.

Voir partie sur les paquets d'activité par secteur dans la partie annexe – page 106 – pour plus de détails sur les des activités sectorielles.

Coordination de la réponse avec les autres secteurs

La mise en œuvre des activités se fera en collaboration avec d'autres secteurs, comme le domaine de responsabilité de la protection de l'enfance pour les questions de protection et de sauvegarde, le secteur EHA, le secteur de la sécurité alimentaire et le domaine de responsabilité VBG, afin de promouvoir une réponse humanitaire holistique.

Le secteur de l'éducation intégrera de manière transversale la protection des enfants et des adolescents dans sa réponse. Les activités comme la facilitation de l'accès à la documentation civile pour les enfants en âge scolarisable pour permettre leur accès durable à l'éducation, la mise à disposition de kits de dignité en milieu scolaire et la promotion de relations saines entre éducateurs et éduqués seront mises en œuvre pour garantir un environnement éducatif sain et protecteur. Les enseignants seront également sensibilisés pour référer les enfants dans le besoin à des structures appropriées/spécialisées. Les acteurs référenceront les enfants en dehors de l'école, notamment au sein des rapatriés et déplacés.

En lien avec le domaine de responsabilité VBG, un accent sera mis sur l'accès et le maintien des filles à l'éducation, et particulièrement des filles mères, afin d'éviter la déscolarisation, notamment à travers la distribution des kits dignité, un suivi psychologique et un soutien en matériel scolaire, des sensibilisations et un suivi auprès des écoles pour leur assurer des places. Une attention sera mise sur la prévention de la violence en milieu scolaire en collaboration avec le domaine de responsabilité Protection de l'enfance.

Objectifs, indicateurs et cibles

Objectif sectoriel OS1

En 2023, 166 163 enfants affectés par des chocs récents – comme les mouvements de population, les catastrophes naturels, et les épidémies – ont un accès équitable à une éducation inclusive de qualité et adaptée à leurs besoins socio-émotionnels.

Contribue aux Objectifs Spécifiques SP1.1		CIBLE
INDICATEURS	Nombre d'adolescentes vulnérables scolarisées dotées de kits de dignité	20,0K
	Nombre de salles de classes endommagées qui ont été réhabilitées et/ou équipées, en tenant compte de l'accessibilité des enfants en situation de handicap	299
	Nombre d'enfants âgés de 3 à 16 ans bénéficiant de matériels individuel d'apprentissage	166,2K
	Nombre d'enfants (filles et garçons) âgés de 6 à 16 ans bénéficiant de cours de rattrapage	80,5K

Objectif sectoriel OS2

En 2023, 2 000 enseignants des zones affectées par des chocs récents – comme les mouvements de population, les catastrophes naturels, et les épidémies – sont renforcés sur la gestion de l'éducation dans les situations d'urgence.

Contribue aux Objectifs Spécifiques SP2.1		CIBLE
	Nombre de personnels éducatifs dotés de matériels pédagogiques et autres outils nécessaires pour la continuité de leurs activités dans les situations d'urgence	2,0K
	Pourcentage des bénéficiaires (désagré par sexe) qui affirment être au courant des mécanismes de plaintes, mise à leurs dispositions dans le cadre de l'assistance proposé	100

Objectif sectoriel OS3

168 200 personnes vulnérables bénéficient d'une réponse sectorielle renforcée en matière de redevabilité, PEAS, et approche genre.

Contribue aux Objectifs Spécifiques SP2.4		CIBLE
INDICATEURS	Nombre de personnes sensibilisées sur le PEAS, désagré par sexe et âge	168,2K
	Pourcentage de femmes/hommes satisfaits de leur accès aux services d'assistance proposés à la fin des projets	100



4.4 Nutrition

PERS. DANS LE BESOIN	PERSONNES CIBLÉES	FEMMES	ENFANTS	AVEC HANDICAP
253k	167k	57%	85%	4,6%
FONDS REQUIS (US\$)	PARTENAIRES	PROJETS		
\$14M	8	8		

Objectifs de la réponse

Le secteur nutrition a défini un objectif qui se rapporte à un objectif stratégique de réponse humanitaire liés à la survie : **140 661 enfants de moins de cinq ans (69 685 filles et 70 976 garçons) y compris les rapatriés et déplacés internes et 25 011 femmes enceintes et/ou allaitantes, ont accès aux services de prise en charge de la malnutrition aiguë.**

Un objectif transversal visera à renforcer la réponse sectorielle en matière de redevabilité et PEAS au bénéfice de 167 000 personnes vulnérables. (OS2.4.)

Aperçu de besoins et la réponse du secteur

Le Burundi reste l'un des pays à forte prévalences de retard de croissance au monde, avec plus d'un enfant de moins de cinq ans affecté sur deux. Seuls 13,3 pour cent des enfants de 6 à 23 mois bénéficient d'une alimentation minimale acceptable (contre 6,8 pour cent en 2020). Cette situation nutritionnelle est ancrée dans des causes structurelles profondes, principalement liées aux faibles capacités du pays en matière de sécurité alimentaire, à l'accès limité à des soins de santé de qualité et à l'eau potable, ainsi qu'à des conditions d'hygiène et d'assainissement inappropriées. L'accès insuffisant des ménages à des revenus ou des moyens d'autosuffisance ainsi qu'à

la nourriture, tout comme les mauvaises pratiques alimentaires, exacerbent la situation.

Selon la dernière enquête nationale sur la situation nutritionnelle et la mortalité de 2022 (ENSNMB), au total, 16 des 48 districts sanitaires que comptait le pays lors de la collecte des données²¹ ont une prévalence de la MAG supérieure ou égale à 5 pour cent. Il s'agit des districts sanitaires de Kinyinya, Cankuzo, Muramvya, Mutaho, Ryansoro, Butezi, Bujumbura Sud, Nyanza-Lac, Makamba, Busoni, Musinga, Kibuye, Cibitoke, Mpanda, Kiganda et Ngozi. S'agissant de la **malnutrition aiguë sévère** (MAS), les provinces de Makamba (2 pour cent), Kirundo (1,9 pour cent) et Bujumbura (1,8 pour cent) ont les plus fortes prévalences. Elles sont proches ou égales au seuil d'urgence de 2 pour cent fixé par l'OMS. Aussi, les bornes supérieures de ces prévalences de MAS ont dépassé les 2 pour cent montrant l'existence des poches dans ces provinces. Le système d'information sanitaire montre une diminution des admissions de nouveaux cas de malnutrition dans les services nutritionnels ces trois dernières années passant de 65 515 en 2019 à 63 534 en 2020, à 55 513 en 2021. Sur les 55 071 cas attendus en 2022, 45 027 cas ont été rapportés jusqu'en octobre 2022²².



RUYIGI, BURUNDI

Dans la commune de Sanzu en province de Ruyigi, les mamans lumières effectuent leur visite mensuelle pour la sensibilisation sur le suivi et la promotion de la croissance, à travers la pesée, le dépistage actif et le conseil nutritionnel pour les enfants de moins de cinq ans. Photo : UNICEF 2022/Odetta Kwizera

Seul 20,6 pour cent des enfants âgés de 6 à 23 mois bénéficient d'une diversité alimentaire minimale²³. La forte incidence des maladies infantiles (fièvre – 24,7 pour cent, infections respiratoires aiguës – 22,9 pour cent, diarrhée – 16,9 pour cent)²⁴, l'épidémie de rougeole, la pandémie de COVID-19, et le faible accès aux documents d'identité adéquats, augmentent également le risque des enfants de moins de cinq ans de souffrir de la malnutrition. Les déplacements internes causés par les chocs climatiques, l'impact socio-économique de la pandémie de la COVID-19 ont détérioré les besoins préexistants.

Selon cette même enquête, la prévalence de la malnutrition aiguë par le PB chez les femmes en âge de procréer a été estimée à 2,7 pour cent au niveau national dont 0,2 pour cent des sévères. Elle est en baisse par rapport aux 3,5 pour cent observée lors de l'ENSNMB 2020. Les provinces ayant dépassé la moyenne nationale sont : Mwaro (6,8 pour cent), Bubanza (6,0 pour cent), Muyinga (5,7 pour cent), Kirundo (4,5 pour cent), Muramvya (4,3 pour cent), Rutana (3,9 pour cent), Bujumbura (3,9 pour cent),

Cankuzo (3,7 pour cent), Ruyigi (3,4 pour cent), Kayanza (3,3 pour cent), Karusi (3,2 pour cent) et Cibitoke (3,1 pour cent). La comparaison de ces données avec celles obtenues en 2020 révèle que la prévalence a augmenté dans les provinces de Bururi, Kirundo, Muramvya, Muyinga, Mwaro, Rutana et Ruyigi.

L'ENSNMB de 2022 montre une tendance à l'augmentation de la **prévalence de la malnutrition chronique** passant de 52 à 55,8 pour cent des enfants de moins de cinq ans qui en sont atteints. À l'exception de Bujumbura Mairie, les 17 autres provinces que comptent le pays ont une prévalence supérieure au seuil d'alerte de 40 pour cent, selon la classification de l'OMS.

Le secteur Nutrition estime qu'environ 253 000 personnes auront besoin d'une assistance nutritionnelle en 2023, dont environ 219 000 enfants de moins de cinq ans (parmi lesquels 108 353 filles et 110 562 garçons), ainsi que 34 000 femmes enceintes et allaitantes. La dernière ENSNMB, réalisée en mars 2022, a montré une légère diminution de la prévalence

de malnutrition aiguë globale (MAG) chez les enfants de moins de cinq ans (4,8 pour cent contre 6,1 pour cent en 2020) avec une légère augmentation de la prévalence de la malnutrition aiguë sévère (1,4 pour cent contre 1,1 en 2020). Le secteur estime également que ce nombre pourrait augmenter à la suite du retard des pluies pour la saison 2023 A qui risque d'entraîner une diminution de la production agricole et la prolongation de la période de soudure. Au total, 218 914 enfants de moins de cinq ans (108 353 filles et 110 562 garçons) sont dans le besoin d'un traitement de la malnutrition aiguë globale (MAG). Parmi eux, 153 637 enfants de 6 à 59 mois souffrent de malnutrition aiguë modérée (MAM) et 65 277 enfants souffrent de malnutrition aiguë sévère (MAS) et qui, sans prise en charge immédiate, risquent de mourir. On estime aussi que 33 975 femmes enceintes et allaitantes (FEFA) ont besoin de traitement pour malnutrition aiguë modérée (MAM).

Réponse prioritaire et calcul des coûts

Réponse prioritaire

Afin de répondre aux besoins des populations ciblées, le secteur Nutrition prévoit d'intervenir dans 12 provinces (Bubanza, Bujumbura, Cankuzo, Cibitoke, Kirundo, Makamba, Muyinga, Ngozi, Rutana, Ruyigi, Bujumbura Mairie, Rumonge), identifiés comme prioritaires en raison de la prévalence élevée de la MAG et des critères de vulnérabilité comme la prévalence de la malnutrition chronique, l'alimentation minimale acceptable chez les enfants de 6 à 23 mois, ainsi que des mouvements de population qui affectent la situation nutritionnelle des personnes concernées.

La prise en charge de la malnutrition aiguë sévère ou modérée est intégrée dans le système public de santé. Les enfants et femmes y compris les déplacés internes, rapatriés ou personnes vivant avec handicap sont admis dans les centres de prise en charge selon les critères d'admissions définis par le protocole. Ce nombre est aussi inférieur aux estimations de l'année 2022 car il y a eu des changements au niveau des indicateurs d'analyse des besoins. La planification humanitaire pour l'année 2023 ne prend pas en compte les aspects de prévention qui seront pris en compte dans les projets et programmes de développement pour une synergie des interventions.

La qualité de la prise en charge et le suivi de la disponibilité et de l'utilisation des intrants jusqu'au dernier kilomètre restent un défi. Les programmes de prise en charge de la MAM n'existent que dans quatre des 18 provinces.

Les partenaires du secteur nutrition ciblent un total 165 672 personnes (soit 66 pour cent des personnes dans le besoin), dont 140 661 enfants de moins de cinq ans (69 685 filles et 70 976 garçons) et 25 011 FEFA, pour les interventions de prise en charge de la malnutrition aiguë. La réponse prend en compte des personnes vivant avec handicap, des déplacés internes et rapatriés, la prise en charge de la malnutrition étant offerte à travers le système public sanitaire. La totalité des enfants atteints de MAS recevront un traitement nutritionnel approprié, soit 65 277 enfants de moins de cinq ans (dont 32 321 filles, 32 956 garçons). Le secteur nutrition ciblera également environ 50 pour cent des cas attendus de MAM, soit 75 384 enfants de moins de cinq ans (37 363 filles et 38 021 garçons), pour une prise en charge de la MAM 25 011 FEFA atteintes de MAM seront ciblées pour recevoir un traitement adéquat. La réponse du secteur sera effectuée à travers les structures du système sanitaire déjà existantes. Les efforts du secteur se concentreront sur :

- La prise en charge intégrée des cas de malnutrition aiguë à travers le système de santé national;
- L'achat, le stockage et la distribution d'intrants nutritionnels pour la prise en charge des cas de malnutrition aiguë dans les zones prioritaires;
- Le suivi de la chaîne d'approvisionnement et de l'utilisation des intrants nutritionnels jusqu'au dernier kilomètre (EUM - End User Monitoring);
- Le renforcement des capacités des prestataires de services de stabilisation thérapeutique et des services d'urgences des hôpitaux et des services de traitement en ambulatoire afin d'améliorer la qualité de la prise en charge de la malnutrition aiguë;
- Le rapportage des données de qualité, coordination, suivi et évaluation pour permettre d'agir en temps réel.

La réponse nutritionnelle sera déployée en complémentarité avec les réponses des autres secteurs notamment :

- Le secteur sécurité alimentaire et moyens d'existences : l'appui en matière de distribution de vivres, d'intrants maraîchers et de semences pendant les périodes de soudure contribueront à la prévention de la malnutrition;
- Le secteur santé continuera d'assurer la prise en charge intégrée des maladies de l'enfant, en particulier la réponse aux épidémies de paludisme et de rougeole, en vue de prévenir la malnutrition aiguë;
- Le secteur EHA : l'approche « EHA-in-Nut » permettra d'assurer de bonnes conditions d'hygiène dans les structures de prise en charge nutritionnelle. Les accompagnants des enfants malnutris, les mères et gardiens d'enfants seront sensibilisés sur les bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement;
- Le secteur Protection : le secteur Nutrition continuera d'appuyer le sous-secteur Protection de l'enfance afin de renforcer l'enregistrement des naissances, notamment en raison de la nécessité de la documentation pour que les enfants de moins de cinq ans et les femmes enceintes et allaitantes puissent bénéficier de la gratuité des soins, y compris pour la prise en charge de la malnutrition. Le secteur Nutrition s'assurera de la prise en compte des thématiques transversales dans le cadre de la réponse apportée par les acteurs humanitaires. Ainsi, le secteur s'assurera de la formation systématique des bénéficiaires et des partenaires en matière de protection contre l'exploitation et les abus sexuels (PEAS). Afin de renforcer la redevabilité envers les populations affectées, les partenaires sont appelés à consulter les populations et à assurer leur effective participation et appropriation, sans discrimination de genre ou sur base de handicap.

Les bénéficiaires devront également recevoir des formations et des sensibilisations, notamment sur l'utilisation des produits, sur la prise en compte de la protection transversale, sur les circuits de

référencement des sous-secteurs Protection de l'enfance et VBG, ainsi que sur les mécanismes de plaintes et de retours et sur la mise en place des ajustements subséquents.

Le secteur fera également un plaidoyer pour la prise en compte du handicap au niveau des indicateurs de nutrition, afin de permettre la documentation des réalisations, l'analyse et le plaidoyer pour la mise à jour des programmes. En outre, le secteur mobilise les fonds pour une enquête sur la situation nutritionnelle couplée à la sécurité alimentaire en 2023.

Coût de la réponse

Les besoins en financement pour la réponse humanitaire du secteur Nutrition en 2023 sont estimés à 14 millions de USD. Ce montant total provient de la somme des coûts des activités de prise en charge de la malnutrition aiguë sévère et modérée. Bien que le nombre total de personnes ciblées soit inférieur à celui de 2022, on note une augmentation des coûts des intrants nutritionnels spécialisés et des activités. L'augmentation du coût du carburant après le premier trimestre de l'année 2022 a aussi entraîné une augmentation des coûts de transports et des denrées de première nécessité. Le coût unitaire de la prise en charge de la malnutrition aiguë sévère est estimé à 129,24 USD (contre 75 USD en 2021) par enfant et inclut l'achat de l'aliment thérapeutique prêt à l'emploi, le fret, le stockage, le transport local vers les districts sanitaires, le renforcement des capacités du personnel et les activités d'évaluation nutritionnelle. Tenant compte de l'achat des aliments de supplémentation prêts à l'emploi, leur transport jusqu'au pays, leur stockage et leur distribution, le coût unitaire de la prise en charge de la malnutrition aiguë modérée est estimé à 41,9 USD chez les enfants de 6 à 59 mois et à 95,93 USD chez les femmes.

Coordination de la réponse avec les autres secteurs

Le secteur compte renforcer davantage la coordination sectorielle qui a été d'une importance capitale pour la mise en œuvre des planifications précédentes.

Le secteur bâtira également cette réponse sur les acquis des planifications antérieures, en renforçant la mise en œuvre des interventions de nutrition à travers le Programme national intégré du ministère de la Santé publique et de la lutte contre le SIDA. La coordination tiendra également en compte les projets de développement mis en œuvre par les différents acteurs du secteur qui contribueront également dans les activités d'identification précoce des cas et prévention de la malnutrition.

La collaboration avec les secteurs sécurité alimentaire, Santé, EHA et Protection sera effective et efficace à travers la participation dans les réunions de coordination des différents secteurs.

Objectifs, indicateurs et cibles

Objectif sectoriel OS1

140 661 enfants de moins de cinq ans (69 684 filles et 70 977 garçons) y compris les rapatriés et déplacés internes et 25 011 femmes enceintes et/ou allaitantes, ont accès aux services de prise en charge de la malnutrition aiguë incluant la Communication pour le Changement Social et Comportemental pour réhabiliter leur statut nutritionnel en 2023.

Contribue aux Objectifs Spécifiques SP1.2		CIBLE
INDICATEURS	Nombre de FEFA atteintes de malnutrition aiguë modérée (MAM) admis dans le programme de supplémentation nutritionnelle	25,0K
	Nombre d'enfants de 6-59 mois atteints de MAM admis dans les services de supplémentation nutritionnelle	75,4K
	Nombre d'enfants de moins de cinq ans atteints de MAS admis dans les services de prise en charge nutritionnelle	65,3K

Objectif sectoriel OS2

165 672 personnes vulnérables bénéficient d'une réponse sectorielle renforcée en matière de redevabilité, PEAS, et approche genre.

Contribue aux Objectifs Spécifiques SP2.3		CIBLE
INDICATEURS	Pourcentage de femmes/hommes satisfaits de leur accès aux services d'assistance proposés à la fin des projets	80
	Pourcentage de partenaires du secteur formés à la PEAS	100
	Pourcentage des accompagnants d'enfants malnutris et FEFA malnutries formés à la PEAS	70



4.5 Protection

PERS. DANS LE BESOIN	PERSONNES CIBLÉES	FEMMES	ENFANTS	PERS. AGÉES	AVEC HANDICAP
236k	188k	59%	51%	3%	3%
FONDS REQUIS (US\$)	PARTENAIRES	PROJETS			
\$4,9M	42	40			

Objectifs de la réponse

Le secteur Protection a identifié cinq objectifs sectoriels visant à sauver des vies et à renforcer les moyens de résilience communautaire des populations en vue de la recherche de solutions durables.

Trois de ces objectifs sont liés à la survie des populations affectées :

1. Assurer un accès et une réponse immédiate et multisectorielle aux services de protection en faveur de 95 000 enfants, y compris les enfants séparés et non accompagnés, survivants de VBG, en besoin de logement (LTP), vivant avec handicaps et les groupes marginalisés et qui sont affectés par les crises (OS.1.3).
2. Fournir aux 187 875 personnes (femmes, hommes, filles, garçons, personnes âgées et personnes vivant avec handicap) affectées par les chocs un accès aux services de protection et une réponse multisectorielle à temps, digne et adaptée à leurs besoins, dans un environnement protecteur afin d'assurer leur survie (OS.1.3).
3. Prendre en charge de manière holistique (prise en charge médicale, psychosociale, juridique, économique) 67 423 personnes à risque ou victimes de violences basées sur le genre ou d'exploitation et abus sexuels (OS.1.3).

Les deux autres objectifs sont liés aux conditions de vie des populations affectées :

4. Améliorer l'accès des populations vulnérables aux documents administratifs : la documentation civile et celle liée au logement, terre et propriété (LTP) (OS.2.1).
5. Accorder aux 18 875 personnes (femmes, hommes, filles, garçons, personnes âgées et personnes vivant avec handicap) affectées par les chocs, une assistance digne et adaptée à leurs besoins, à temps et dans un environnement protecteur afin d'améliorer leurs conditions de vie/ résilience. (OS.2.3).

La redevabilité envers les populations affectées, la PEAS, et l'approche genre seront renforcées.

Aperçu de besoins et la réponse (secteur, sous-secteurs et groupes de travail)

Le secteur avec ses sous-secteurs répondront aux besoins de protection d'urgence des personnes en situation de déplacement interne et rentrées au Burundi (rapatriés et expulsés/refoulés), ainsi que des personnes affectées par les catastrophes naturelles, les communautés hôtes et les autres personnes vulnérables affectées.

Selon l'Aperçu les chiffres de la planification humanitaire de 2023, le nombre de personnes qui auront besoin de protection est estimé à 235 765 dont 187 875 qui se trouvent dans une situation d'extrême vulnérabilité. Dans une perspective de prévention et de réduction des risques, ainsi que de réponse en matière de protection orientée vers la résilience et les solutions durables, les partenaires ont ciblé 75 501 déplacés internes, y compris les victimes de catastrophes naturelles, 71 449 personnes rapatriées et 40 925 personnes dans les communautés hôtes.

En 2023, les zones d'intervention prioritaires sont les 42 communes les plus touchées par une combinaison de facteurs liés aux aléas climatiques, à l'insécurité alimentaire et aux déplacements de population. Les habitants de ces localités doivent faire face à de nombreux défis tels que l'accès à la terre, au logement, à l'éducation, à l'administratif, à la santé et aux moyens de subsistance. Les provinces de Bubanza, Bujumbura, Bujumbura Mairie, Cankuzo, Cibitoke, Kirundo, Makamba, Muyinga, Ngozi, Rumonge, Rutana et Ruyigi seront considérées comme prioritaires.

Ainsi, au moins 95 000 enfants (dont 45 875 filles et 49 125 garçons, y compris 2 850 enfants vivant avec handicap) auront accès à des services de protection de qualité, notamment le soutien psychosocial, la réunification familiale, l'enregistrement des naissances, y compris pour les enfants survivants de VBG, à risque d'exploitation, d'abus et de violences, vivant avec handicap, et en besoin de logement.

La prévention et réponse aux VBG au Burundi est un domaine transversal qui doit être intégré dans tous les secteurs et à toutes les étapes de réponse humanitaire. On observe dans certaines zones rurales une absence de structure pour abriter les services de base pour la prise en charge intégrée des cas de VBG. Globalement, le manque de capacité de réponse matérielle (kits post viol, kits de dignité) et en ressources humaines ne permet pas d'assurer les services d'assistance d'urgence.

Aussi, 67 423 personnes affectées par les défis humanitaires seront assistées en matière de prévention et de prise en charge des VBG en 2023.

Ce chiffre comprend 25 642 PDI, 27 095 personnes rapatriées et 14 686 autres populations vulnérables issues des communautés hôtes. Ces personnes, y compris les survivants de VBG, auront accès aux services multisectoriels d'urgence.

Réponse prioritaire et calcul des coûts

La réponse du secteur en 2023 continuera d'être guidée par la stratégie 2021-2023 du secteur Protection. Le secteur Protection mettra en place des mécanismes de suivi et d'évaluation réguliers pour une coordination efficace des interventions et de la réponse de protection apportées aux personnes affectées afin d'améliorer l'assistance humanitaire au Burundi.

Les mécanismes communautaires de protection existants seront renforcés à travers la sensibilisation et la formation de la population aux risques de protection et l'information sur les services de protection disponibles, ainsi que sur les modalités de référencement. Des séances de sensibilisation et des formations sur les mécanismes de redevabilité et sur la PEAS seront organisées en faveur des bénéficiaires et des acteurs.

En synergie avec les autres acteurs, tels que le groupe de travail sur les solutions durables, dans une approche Nexus, le secteur Protection contribuera au renforcement des capacités de résilience des PDI, des rapatriés et des communautés hôtes à faire face aux chocs, par le biais d'activités liées à la résilience, au relèvement précoce, et aux solutions durables.

Le secteur Protection va également mettre l'accent sur le renforcement des capacités des autres secteurs et de la Plateforme nationale de Prévention des Risques et de Gestion des Catastrophes. Un appui technique sera apporté et des formations spécialisées seront organisées à l'intention des organisations humanitaires, en insistant sur des questions spécifiques telles que l'inclusion du handicap, la PEAS, la protection des données et l'engagement communautaire. Les formateurs sur la centralité de la protection qui ont été formés en 2022 seront invités à mener ces ateliers pour achever leur formation.

Coût de la réponse

Les besoins en financement s'élèvent à 4 851 117 USD, incluant les besoins de financement de la protection générale qui s'élèvent à 2 029 867 USD, du sous-secteur Protection de l'enfance qui s'élèvent à 1 889 750 USD, et les besoins de financement du sous-secteur Protection VBG qui s'élèvent à 931 500 USD. Le coût global du secteur enregistre une diminution de 72 pour cent par rapport à l'année 2022 – diminution qui s'explique par une diminution du nombre de personnes ciblées et d'activités menées se focalisant beaucoup plus sur les activités d'urgence.

Le paquet d'activité de la protection de l'enfance comprend un coût de 1 694 000 USD pour les activités liées à la fourniture de services multisectoriels d'urgence, au soutien psychosocial et activités socio-récréatives, à l'appui de la gestion de cas de protection et au soutien à la recherche familiale, à la prise en charge alternative et à la réunification et réintégration communautaire des enfants non accompagnés ou séparés. Un budget de 130 000 USD est dédié à la facilitation de l'accès à la documentation civile. 13 500 USD sont prévus pour sensibiliser les populations sur les risques de protection, former les acteurs de protection spécifiquement sur l'enfance en situation d'urgence, et en soutenir les structures communautaires. Le coût unitaire liées à la recherche et la réunification familiale est de 85 USD, celui de l'appui à la gestion des cas de 22 USD, celui de la fourniture de services multisectoriels de 8 USD et celui du soutien psychosocial de 7 USD.

Le coût global du sous-secteur VBG enregistre une baisse importante de 22 pour cent en comparaison

avec 2022, expliquée par une diminution du nombre de personnes ciblées et des paquets d'activités. Le coût moyen de prise en charge des activités VBG est de 34 USD, calculé sur base des coûts moyens de provision de kits de dignités ou de naissance aux femmes et filles, de l'assistance médicale et en référencement, de sensibilisations et de renforcement des capacités.

Le financement requis pour la réponse LTP ciblée aux ménages vulnérables est 490 100 USD. Ceci couvrira l'obtention de certificats fonciers et des sessions de formation sur le droit à l'accès à la terre et l'importance des normes d'aménagement lors des constructions.

Les interventions prévues dans le cadre de la lutte contre la traite des personnes coutent 900 000 USD et sont axées sur l'assistance aux victimes de traite en articles non-alimentaires et l'assistance socio-économique pour le relèvement précoce.

Coordination de la réponse avec les autres secteurs

Le secteur travaillera en étroite collaboration avec les autres secteurs dans la collecte et l'analyse des données relatives aux indicateurs intersectoriels et de protection, dans le cadre de suivi et d'évaluation de la Stratégie de protection validée par l'EHP.

Le secteur assurera la collecte des réalisations en vue d'élaborer des rapports de suivi périodique de la réponse. Le secteur renforcera également la protection transversale et la redevabilité par la nomination de points focaux dans chaque organisation partenaire.

4.5.1 Protection : Protection de l'enfance

PERS. DANS LE BESOIN	PERSONNES CIBLÉES	FILLES	FONDS REQUIS (US\$)
119k	95k	48%	\$1,9M

Une approche communautaire et intersectorielle, en collaboration avec les différents secteurs de l'action humanitaire et les communautés, sera privilégiée par le sous-secteur Protection de l'enfance et assurera la prise en compte des interventions de développement en vue de soutenir la résilience, l'appropriation et la durabilité.

En 2023, on estime que 106 441 enfants auront besoin de protection. Parmi eux, 95 000 (soit un peu moins de 90 pour cent des enfants dans le besoin) seront ciblés par l'assistance humanitaire en protection de l'enfance. Ce total comprend 42 489 enfants déplacés internes (soit 100 pour cent de ceux estimés dans le besoin), 40 734 enfants rapatriés (soit 100 pour cent de ceux estimés dans le besoin) et 23 218 autres enfants vulnérables de la communauté hôte (soit 21,8 pour cent de ceux estimés dans le besoin).

La réponse aux besoins de protection de l'enfance sera assurée dans les provinces jugées les plus vulnérables, notamment celles qui accueillent un nombre important de rapatriés, qui ont des problèmes d'insécurité alimentaire et celles, qui accueillent les enfants en déplacement interne et ceux privés de soins parentaux.

Le sous-secteur répondra aux principaux besoins identifiés en matière de protection de l'enfance au Burundi, à savoir : la détresse psychologique de 95 000 enfants ayant subi différents chocs; la problématique des enfants non-accompagnés et séparés; ainsi que l'accès à l'enregistrement à l'état civil et l'obtention du certificat de naissance pour 65 000 enfants, en vue de leur faciliter l'accès aux services essentiels tels que les soins de santé, l'éducation et la protection contre la traite et l'exploitation.

La réponse psychosociale sera réalisée à travers les activités socio-récréatives et créatives, notamment dans les espaces « amis des enfants », les familles d'accueil, les points d'écoute et par le suivi individuel des enfants affectés. Pour soutenir les efforts de développement de la petite enfance, des activités de garderies communautaires seront intégrées aux espaces « amis des enfants », en collaboration avec les secteurs Nutrition, Éducation et EHA, ainsi que le sous-

secteur VBG. Ainsi, les structures communautaires en place seront soutenues afin d'améliorer le processus de référencement et de contre-référencement.

Le sous-secteur appuiera l'accès aux extraits d'actes de naissance des enfants, notamment ceux ayant dépassé le délai légal, en fonction des besoins des enfants et ce, en lien avec le secteur Éducation. Il effectuera également un suivi et un plaidoyer auprès des autorités pour faciliter l'accès à ce document pour les enfants ayant dépassé le délai défini par la loi. Cette activité visera principalement les enfants rapatriés, déplacés, y compris les enfants en situation de rue.

Le sous-secteur veillera à la prise en charge alternative et à la réunification familiale des ENAS en situation d'urgence. Le sous-secteur estime qu'en 2023, au moins 2 000 enfants seront en situation de rupture familiale, c'est-à-dire séparés et/ou non accompagnés, à cause notamment d'un déplacement de population, de la traite et d'un rapatriement. Un plaidoyer soutenu sera également effectué auprès du secteur Éducation pour garantir la réinsertion scolaire de ces enfants, et pour qu'ils aient accès à d'autres services de base dans leur communauté.

Le sous-secteur continuera à mener des activités de prévention, de suivi, de réponse multisectorielle et de suivi pour les enfants victimes et/ou exposés aux abus, violences et exploitation. Cela passera par le renforcement de la capacité des acteurs, y compris au niveau communautaire, du plaidoyer, de la documentation des cas, et de la sensibilisation communautaire. Il renforcera également le suivi de la réponse des cas de violations des droits de l'enfant, y compris l'exploitation et les abus sexuels, à travers l'amélioration du système de référencement, pour une prise en charge appropriée. Le sous-secteur Protection de l'enfance travaillera avec le sous-secteur VBG pour la mise en place de l'« Initiative Enfants et Adolescents Survivants de VBG », afin d'améliorer l'accès et la qualité des services de prise en charge des enfants affectés.

Les activités du sous-secteur seront réalisées en coordination avec les secteurs Éducation, EHA, Santé et Nutrition afin d’assurer : i) l’amélioration de l’accès et l’identification d’un plus grand nombre d’enfants dans le besoin; ii) l’accès et la qualité de l’assistance multisectorielle de protection pour les enfants et les adolescents dans le besoin; iii) l’intégration des activités transversales de protection de l’enfance. Dans cette stratégie intégrée, des formations sur les principes de base de la protection et l’intégration de la protection de l’enfance dans les autres secteurs seront organisées et des activités conjointes seront planifiées.

Les activités de protection de l’enfance sont basées sur une approche systématique et inclusive, prenant en compte les besoins spécifiques avec un focus sur

les enfants les plus marginalisés, tels que les enfants vivant avec handicap et les Batwa.

Suivi de la réponse

La ligne d’assistance aux enfants, la ligne verte 116, est déjà opérationnelle depuis trois ans et est hébergée au sein du ministère de la Solidarité nationale, des Affaires sociales, des Droits de la Personne humaine et du Genre et permettra de mieux monitorer les vulnérabilités des enfants et de les référencer vers les services disponibles. Un système de suivi et de gestion de l’information sera mis en place et un plan des missions conjointes d’évaluation sera élaboré et mis en œuvre.

4.5.2 Protection : Violences basées sur le genre

PERS. DANS LE BESOIN	PERSONNES CIBLÉES	FEMMES	ADULTES	FONDS REQUIS (US\$)
109k	67k	71%	100%	\$931k

La prévention et réponse aux VBG au Burundi est un domaine transversal qui doit être intégré dans tous les secteurs et à toutes les étapes de la réponse humanitaire. On observe dans certaines zones rurales une absence de structure pour abriter les services de base de prise en charge intégrée de cas de VBG.

Sur base des besoins identifiés, le sous-secteur focalisera sa stratégie sur quatre axes prioritaires, dont l’atténuation des risques, la prévention et sensibilisation communautaire ainsi que l’offre des services holistiques de prise en charge.

Axe 1 - Fournir des services multisectoriels de prise en charge des VBG.

Il s’agira de renforcer les services essentiels de prise en charge, notamment les services psychosociaux, médicaux, juridiques, socio-économiques et d’hébergement temporaire.

L’appui psychosocial individuel reste central et sera renforcé par le soutien psychosocial collectif à travers les espaces sûrs et sécurisés où les femmes et filles peuvent participer aux activités de groupe et de cohésion, aux séances d’information sur les services VBG disponibles et sur comment y accéder. Au sein de ces espaces sûrs seront également organisées des activités récréatives.

L’assistance médicale est une composante essentielle dans le processus de prise en charge. Cela va inclure la gestion clinique du viol avec pré-positionnement de kits de prophylaxie post-exposition (PEP) dans les formations sanitaires concernées, ainsi que la formation des personnels soignants sur la prise en charge clinique des cas de viol, en collaboration avec le secteur Santé.

L’appui socioéconomique, l’assistance légale (conseil juridique et volet judiciaire) et la sécurité à travers les espaces de refuge et d’hébergement temporaire seront

renforcés, ainsi que la formation des officiers de police judiciaire, des magistrats et des juges sur la prise en charge juridique et sécuritaire.

Afin d'améliorer la disponibilité et l'accessibilité aux services, le sous-secteur continuera à effectuer un plaidoyer pour le renforcement des centres intégrés de prise en charge dans les zones concernées. Le renforcement des mécanismes de lignes vertes existantes permettra d'améliorer le référencement et la prise en charge des cas dans des délais adéquats.

Axe 2 - Assurer la mitigation des risques associés aux VBG dans les zones affectées.

Il sera principalement question d'intensifier la sensibilisation et la prévention des cas de VBG, y compris l'EAS, à travers l'identification de facteurs de risque et de mesures de mitigation, ainsi que le renforcement des mécanismes communautaires.

La prévention de l'exploitation et des abus sexuels sera également renforcée. Les évaluations conduites ont montré un faible niveau de connaissance par la population, ainsi que l'absence des mécanismes communs de plaintes et de feedback dans les zones affectées. Ces activités seront renforcées à travers la mise en place de mécanismes, la sensibilisation des communautés au signalement et pour orienter vers les services appropriés. Cela passera également par la formation des acteurs humanitaires, ainsi que le développement et d'un plan de communication PEAS.

Les mécanismes communautaires existants (centres de développement familial et communautaire, réseaux de protection de l'enfance, leaders communautaires, les communautés, les groupes de femmes, de filles, d'hommes et de garçons) jouent un rôle de premier plan dans le référencement, la sensibilisation et le signalement des cas de VBG/EAS. Les membres de ces mécanismes seront formés aux concepts de base sur les VBG/EAS, sur les droits humains, sur les services disponibles, sur la réalisation des audits de sécurité et sur leur élaboration.

Les femmes et les filles les plus vulnérables en âge de procréer parmi les rapatriés, les déplacés et les communautés hôtes, recevront des kits de dignité afin

de répondre à leurs besoins en hygiène et réduire les risques d'adoption de mécanismes négatifs de survie. À cet égard, le sous-secteur VBG agira en étroite collaboration avec le secteur Éducation dans une stratégie de lutte contre l'abandon scolaire.

Axe 3 - Renforcer la coordination des interventions de prévention et de réponse aux VBG.

Le sous-secteur VBG contribuera à renforcer les structures et les mécanismes de coordination des activités de prévention et de réponse aux VBG, tant au niveau national et provincial à travers :

- La tenue mensuelle de réunions de coordination avec les acteurs VBG pour discuter sur les gaps, les besoins et les actions prioritaires du secteur. À cela s'ajoute l'organisation de missions d'évaluation multisectorielle et technique des partenaires.
- Le renforcement des capacités techniques des prestataires de services sur le paquet de services essentiels, respectivement pour chaque composante de la réponse, doublé d'une supervision formative.
- La mise à jour régulière de la cartographie des services et des circuits de référencement de chaque zone, des paramètres qui permettront d'assurer la coordination et d'améliorer l'accès aux services de qualité en donnant aux survivant(e)s de VBG plusieurs options possibles.
- La collaboration et le renforcement des capacités en collecte, gestion et protection des données. Le plaidoyer pour la mise en place d'un système de collecte de données coordonné et harmonisé sera essentiel.

Le sous-secteur VBG travaillera en étroite collaboration avec le secteur Santé et le ministère de la Santé publique et de la lutte contre le Sida pour renforcer la prise en charge médicale, le positionnement de kits post-viol dans les formations sanitaires, et la formation des personnels soignants. Cette collaboration sera également nécessaire pour l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive dans les zones affectées.

Le sous-secteur VBG collaborera avec les acteurs de relèvement et de développement dans le cadre de la mise en place de projets de soutien à l'autonomisation des personnes vulnérables, y compris les femmes et filles cheffes de ménages, survivantes de VBG. La collaboration sera renforcée avec le groupe de travail sur la traite des personnes et le sous-secteur Protection de l'enfance, pour la mise en œuvre d'évaluations conjointes, de formations et d'activités de suivi.

Suivi de la réponse

Les efforts se poursuivront également pour renforcer l'identification et le suivi des incidents de VBG, en lien avec le système national existant. Cela sera renforcé par la collecte et le suivi des données quantitatives, notamment sur les types de violences et les tendances, les risques associés aux VBG, ainsi que l'accès aux

services, afin d'avoir une bonne analyse de la situation des VBG. Les outils mis en place par le sous-secteur VBG seront également utilisés (audits de sécurité, questionnaires d'évaluation, etc.).

La coordination du sous-secteur partagera de manière bimensuelle un rapport sur les progrès atteints des objectifs sectoriels. Des missions conjointes seront menées pour le suivi et l'évaluation de la qualité des services offerts. Une checklist sur l'évaluation de la qualité des services essentiels sera développée.

Des évaluations post-distribution seront organisées pour s'assurer du niveau de satisfaction des bénéficiaires de kits de dignité, dans le but de mettre en place des actions correctrices pour les futures distributions.

4.5.3 Protection : Logement, terre et propriété

Pour l'année 2023, le groupe de travail Logement, Terre, et Propriété (GT LTP) a ciblé 89 654 personnes nécessitant dans le besoin d'assistance. Parmi elles, 47 563 sont des femmes (53 pour cent de la cible) et 2 897 sont des personnes âgées (3,2 pour cent). Au total, 26 890 personnes sont des personnes en situation de handicap. La proportion des personnes déplacées internes est de 64 pour cent, soit 57 468 personnes, et les rapatriés 36 pour cent.

Afin de contribuer à l'atteinte de l'objectif sectoriel, la stratégie de réponse du groupe de travail s'articulera principalement autour :

- D'activités de sensibilisation afin de renforcer les connaissances des populations cibles sur les thématiques LTP, notamment le droit foncier, le processus d'enregistrement des parcelles, la sécurisation des acquisitions des terres, et les VBG qui peuvent être associées à l'accès à la terre;
- D'actions de plaidoyer auprès des autorités locales et en charge des questions foncières dans les zones cibles pour faciliter l'accès à la terre et aux titres de propriété pour les populations vulnérables;

- D'appuis directs aux ménages les plus vulnérables dans le processus d'obtention de certificats fonciers.

La facilitation de l'obtention de certificats de propriété pour les populations cibles améliorera leur sécurité foncière et par conséquent, les mettra dans les meilleures dispositions pour un accès à des solutions durables, notamment en ce qui concerne le logement. Étant donné le paquet d'activités à déployer pour la réponse au sein du GT LTP, l'assistance se fera via la modalité en nature (in kind). Les populations affectées seront mises à contribution à toutes les étapes du processus conduisant à la réponse.

Suivi de la réponse

Les réunions du groupe de travail serviront de plateforme principale de coordination, mais aussi de suivi des actions en cours et réalisées par les partenaires. Aussi, une matrice de rapportage sera mise en place pour collecter les informations sur les réalisations des partenaires du GT LTP.

Objectifs, indicateurs et cibles

Objectif sectoriel OS1

Accorder aux 187 875 personnes (femmes, hommes, filles, garçons, personnes âgées et personnes vivant avec handicap) affectées par les chocs, une assistance digne et adaptée à leurs besoins, à temps et dans un environnement protecteur afin d'améliorer leurs conditions de vie/résilience.

Contribue aux Objectifs Spécifiques SP1.3		CIBLE
INDICATEURS	Nombre de survivant-e-s de la traite assistées par au moins une assistance en réintégration socio-économique ou par réintégration socio-professionnelle, ou réintégration scolaire	10,8K
	Nombre de survivant-e-s de la traite identifié-e-s qui n'ont pas accès aux services de protection de base et qui reçoivent au moins une des assistances (psychosociale, hébergement temporaire, cash assistance, médicale, kits non vivres)	10,8K
	Proportion de PoCs résidant dans des lieux d'habitation physiquement sûrs et sécurisés avec un accès aux équipements de base	187,9K

Objectif sectoriel OS2

Améliorer l'accès des populations vulnérables aux documents administratifs (la documentation civile tel que l'acte de naissance et celle liée au logement, terre et propriété LTP).

Contribue aux Objectifs Spécifiques SP2.1		CIBLE
	Nombre d'adultes déplacés internes suite aux catastrophes naturelles et autres risques, rapatriés et des communautés hôtes ayant reçu les documents d'état civil valides	13,2K
	Nombre de ménages vulnérables ayant reçu des documents d'attestation de possession de parcelles ou de maisons	18,2K

Objectif sectoriel OS3

Assurer un accès et une réponse immédiate et multisectorielle aux services de protection en faveur de 95 000 enfants, y compris les enfants séparés et non accompagnés, survivants de VBG, en besoin de logement (LTP), vivant avec handicaps et marginalisés tels que les Batwa et qui sont affectés par les crises.

Contribue aux Objectifs Spécifiques SP1.3		CIBLE
INDICATEURS	Nombre d'acteurs de protection de l'enfance formés dans la gestion des cas/dossiers de protection de l'enfance	4,5K
	Nombre d'enfants affectés par les crises non enregistrés ayant reçu une aide à l'enregistrement à l'état civil (dans et hors délai) (désagregés par sexe et catégories)	65,0K
	Nombre d'enfants affectés par les situations de crises qui ont accès à une prise en charge psycho-sociale et de santé mentale, y compris à travers les espaces 'amis des enfants', le suivi individuel, etc. (désagregés par sexe et catégories)	95,0K
	Nombre d'enfants séparés et non accompagnés qui ont accès à la prise en charge alternative et à la réunification familiale (désagregés par sexe et catégories)	2,0K

Objectif sectoriel OS4

Fournir aux 187 875 personnes (femmes, hommes, filles, garçons, personnes âgées et personnes vivant avec handicap) affectées par les chocs un accès aux services de protection et une réponse multisectorielle à temps, digne et adaptée à leurs besoins, dans un environnement protecteur afin d'assurer leur survie.

Contribue aux Objectifs Spécifiques SP1.3

CIBLE

INDICATEURS	Nombre de personnes (femmes, hommes, filles et garçons) qui accèdent au moins à l'un des services de prise en charge (appui psychosocial individualisé, appui médical, réinsertion économique, service légal, hébergement d'urgence, appui psychosocial de groupe via les espaces sûrs et sécurisés)	187,9K
--------------------	--	--------

Objectif sectoriel OS5

Prendre en charge de manière holistique (prise en charge médicale, psychosociale, juridique, économique) 67 423 personnes à risque ou victimes de violences basées sur le genre (VBG) ou d'Exploitation et Abus Sexuels (EAS).

Contribue aux Objectifs Spécifiques SP1.3

CIBLE

INDICATEURS	Nombre de structures de justice renforcées et soutenues pour apporter les services légaux/judiciaires aux personnes survivantes de VBG	6
	Nombre d'acteurs formés sur l'intégration des VBG et de l'EAS dans leurs secteurs d'activités	300
	Nombre d'adolescentes vulnérables dotées de kits de dignité pour la poursuite de leur apprentissage	10,0K
	Nombre de kits de dignités distribués aux femmes et filles en âge de procréer dont les survivantes de VBG	10,0K
	Nombre de personnes survivantes de viols ayant bénéficié de services judiciaire et juridique	67,4K
	Nombre de personnes survivantes de viols ayant bénéficié d'une prise en charge médicale dans les 72 heures	7,0K
	Nombre de rapports sur les VBG produits et disséminés	6
	Nombre de survivant-e-s de la traite assistées par au moins une assistance en réintégration socio-économique ou par réintégration socio-professionnelle, ou réintégration scolaire	10,8K
	Nombre des prestataires de services de VBG, y compris les assistants sociaux, les gestionnaires de cas et les personnels médicaux formés sur la prise en charge psychosociale, la gestion des cas, la prise en charge clinique de cas de viol, pour fournir les services psychosociaux, médicaux et juridiques de qualité aux personnes survivantes de VBG	300

Objectif sectoriel OS6

187 875 personnes vulnérables bénéficient d'une réponse sectorielle renforcée en matière de redevabilité, PEAS, et approche genre.

Contribue aux Objectifs Spécifiques SP2.3

CIBLE

INDICATEURS	Nombre d'organisations ayant des canaux formels de signalement confidentiel en place, pour les EAS	40
	Pourcentage des mécanismes des plaintes qui répondant aux normes/ standards internationales de protection	100
	Pourcentage des projets soumis par les organisations membres du cluster qui prennent en compte le genre (codes 2a/2b, IASC Gender Markers)	50



4.6 Santé

PERS. DANS LE BESOIN	PERSONNES CIBLÉES	FEMMES	ENFANTS	PERS. AGÉES	AVEC HANDICAP
636k	177k	44%	57%	7%	5,5%
FONDS REQUIS (US\$)	PARTENAIRES	PROJETS			
\$2,6M	12	12			

Objectifs de la réponse

La réponse de la santé en 2023 s'articulera sur les objectifs suivants :

1. OS1 : Assurer l'accès aux soins de santé de qualité pour 177 000 personnes ciblées et affectées par des chocs en tenant compte des personnes à besoins spécifiques
2. OS2 : Prévenir la propagation des maladies, y compris celles à potentiel épidémique, à travers des activités de mise en place de système d'alerte précoce et de promotion de la santé dans les communes prioritaires.
3. OS3 : Renforcer la redevabilité envers les populations affectées, la PEAS et l'approche genre dans la réponse

Aperçu des besoins et la réponse du secteur

Aperçu des besoins

Le Burundi est régulièrement confronté à un ensemble d'aléas qui contribue à la pérennisation ou la création de nouvelles localités avec des besoins d'assistance humanitaire d'urgence accrue. Il s'agit en l'occurrence des différentes épidémies, ou menaces d'épidémies, que connaît régulièrement le pays, les catastrophes naturelles, le rapatriement et bien d'autres urgences humanitaires ayant un impact sur les conditions de vie et de survie des communautés affectées. En termes

d'épidémies, les cinq dernières années ont été marqué par les épidémies de paludisme, rougeole, choléra et récemment la COVID-19. Pour ce qui est des aléas liés aux catastrophes naturelles, le dernier rapport DTM de l'Organisation internationale pour les Migrations au Burundi d'octobre 2022, fait état de 75 300 personnes déplacées internes sur tout le territoire national, dont 89 pour cent par suite des désastres naturels (66 805 PDI). Le dernier rapport d'évaluation multisectorielle des localités (multi-sectoral location assessment, MSLA, d'octobre 2022) réalisé dans les sites de déplacés, par OIM, a montré que les maladies les plus prépondérantes chez les personnes déplacées internes sont le paludisme, les infections respiratoires aiguës et les maladies diarrhéiques. Parallèlement à ces urgences sanitaires dues aux catastrophes naturelles, le Burundi reste en proie à diverses épidémies d'origine diverse, y compris de nouvelles maladies zoonotiques émergentes et ré-émergentes comme la maladie de fièvre de la vallée du rift qui touche actuellement les provinces de Nord et Centre du pays et menacent la santé des populations particulièrement pour les couches de populations les plus vulnérables.

Le bulletin de surveillance épidémiologique, produit conjointement entre l'Organisation mondiale de la Santé et le ministère de la Santé du Burundi, révèle que du 1er janvier au 1er décembre 2022, le nombre

d'épisodes de paludisme a augmenté de 24 pour cent comparé à la même période en 2021 (soit un cumul de 6 881 787 épisodes de paludisme à la première semaine de décembre 2022 contre 5 541 610 à la même période en 2021).

Le rapport d'enquête intégré sur les conditions de vie des ménages au Burundi de 2020 (EICVMB, 2019-2020) a montré que 17 pour cent de la population burundaise est située à plus de cinq kilomètres d'un centre de santé. Cette situation concourt à limiter l'accès aux soins de santé de base pour les couches de populations les plus vulnérables, dont les populations déplacées internes, les rapatriés, les femmes enceintes et allaitantes, les enfants de moins de cinq ans et les personnes à besoin spécifique. L'épidémie de la maladie à virus Ebola qui sévit actuellement en Ouganda a fait près de 142 cas et 55 décès en moins de trois mois et reflète la menace que représente certaines maladies émergentes et réémergences (d'origines zoonotiques pour la plupart) pour la région des grands lacs y, compris le Burundi.

En 2023, pour réduire l'extrême vulnérabilité, améliorer les conditions de vie et préserver l'intégrité physique et mentale des populations affectées par les Urgences humanitaires dans les communes prioritaires identifiées, le secteur santé aura trois objectifs sectoriels à savoir :

- Assurer l'accès aux soins de santé de qualité pour les 177 000 personnes ciblées et affectées par les chocs en tenant compte des personnes à besoin spécifique,
- Prévenir la propagation des maladies à potentiel épidémique à travers des activités de mise en place de système d'alerte précoce et de promotion de la santé dans les communautés affectées,
- Renforcer la redevabilité envers les populations affectées, la PEAS et l'approche genre dans la réponse.

Réponse du secteur

En termes de réponse, le secteur santé concentrera ses interventions de réponse humanitaire dans les 42 communes prioritaires cibles (réparties sur les 12

provinces ci-haut mentionnées) avec un focus sur les couches de populations les plus vulnérables dont les populations déplacées internes, les rapatriés et les autres populations vulnérables des communes prioritaires identifiées dans les sites de déplacés ou de rapatriement.

Les activités de réponse de la santé auront un accent sur l'accès aux soins de santé pour les populations cibles et la sensibilisation des communautés affectées (ou à risque) sur les risques sanitaires identifiées.

Calcul des coûts

Les groupes de populations cibles sont : (i) les populations déplacées internes (35 107 personnes), (ii) les rapatriés (40 400 personnes) et les autres populations vulnérables estimées à 83 725 personnes dans les localités qui abritent les sites de déplacés et les camps de rapatriés avec un coût unitaire estimé à \$US 15 par personne cible.

Coordination de la réponse avec les autres secteurs

La présence opérationnelle du secteur santé est constituée d'ONG (nationales et internationales) et Agences du système des Nations Unies réparties sur tout le territoire national.

Il s'agit en l'occurrence de 12 ONGs internationales, 7 ONGs nationales, 6 agences du Système des Nations Unies mettant en œuvre des activités de réponse aux Urgences en alignement au Plan de réponse humanitaire. Pour atteindre toutes les couches de populations vulnérables, les mécanismes de coordination intra-sectorielle et intersectorielles seront encouragés dans la mise en œuvre du plan de réponse humanitaire pour 2023 à travers les différents plan sectoriels et intersectoriels développés par le pays suivant les aléas, la soumission conjointe des projets de réponse humanitaire et la participation active du secteur santé dans les plateformes de coordination multisectorielles.

Objectifs, indicateurs et cibles

Objectif sectoriel OS1

Assurer l'accès aux soins de santé de qualité pour personnes ciblées et affectées par des chocs en tenant compte des personnes à besoin spécifique.

Contribue aux Objectifs Spécifiques SP1.1		CIBLE
INDICATEURS	Nombre de filles et femmes en âge de procréer en situation de vulnérabilité aiguë ayant reçu des soins obstétricaux et néonataux d'urgence de base complets	77,7K
	Nombre de PDI, rapatriés et autres populations vulnérables dans les communes prioritaires prise en charge (accès aux soins, pré-positionnement de stock d'urgence, prise en charge psychologique et soutien psychosociale pour les victimes de catastrophes naturelles ...)	177,0K
	Nombre de personnes vaccinées lors des flambées de cas de maladies évitables par la vaccination	113,2K
	Nombre de survivants de VBG prises en charge médicale	1,8K

Objectif sectoriel OS2

Prévenir la propagation des maladies, y compris celles à potentiel épidémique, à travers des activités de mise en place de système d'alerte précoce et de promotion de la santé dans les communautés.

Contribue aux Objectifs Spécifiques SP2.1		CIBLE
INDICATEURS	Nombre de districts avec un système d'alerte fonctionnel	31
	Nombre de personnes affectées sensibilisées sur les risques sanitaires	93,3K

Objectif sectoriel OS3

177 034 personnes vulnérables bénéficient d'une réponse sectorielle renforcée en matière de redevabilité, PEAS, et approche genre.

Contribue aux Objectifs Spécifiques SP2.3		CIBLE
INDICATEURS	Pourcentage de femmes dans les équipes d'évaluation/de réponse	25

4.7

Sécurité alimentaire et moyens d'existence (SAME)



PERS. DANS LE BESOIN	PERSONNES CIBLÉES	FEMMES	ENFANTS	PERS. AGÉES	AVEC HANDICAP
1,4M	991k	51%	54%	4%	5,8%
FONDS REQUIS (US\$)	PARTENAIRES	PROJETS			
\$38,4M	15	11			

Objectifs de la réponse

Le secteur a fixé deux objectifs sectoriels contribuant successivement à la survie et à la réduction de la vulnérabilité dans une approche d'interventions multisectorielles.

1. **OS1.** Fournir une assistance alimentaire à 1 million de personnes affectées par d'importants chocs, pour la couverture de leurs besoins alimentaires et nutritionnels vitaux.
2. **OS2.** En 2023, 100 000 ménages les plus vulnérables affectés à l'insécurité alimentaire aiguë, seront appuyés dans la restauration de leurs moyens de subsistances affectés par les chocs (y compris l'impact de la triple crise mondiale d'alimentation, de carburant et d'engrais chimique) afin de leur permettre un relèvement précoce.

Un objectif transversal visera à renforcer la redevabilité et la PEAS de 505 799 personnes vulnérables. (OS2.4.)

Aperçu de besoins et la réponse du secteur

L'insécurité alimentaire aiguë s'installe dans un contexte général marqué par une forte vulnérabilité (dont la pauvreté²⁵ et la malnutrition chronique²⁶), une faible capacité de résilience des populations face aux aléas climatiques récurrents.

En 2022, une série de chocs a été enregistrée et leurs conséquences ont commencé à se manifester depuis

le dernier trimestre de l'année 2022 et se poursuivre en 2023. Ainsi :

- Selon l'analyse IPC du mois d'août 2022, une détérioration de la situation humanitaire à la suite de la dégradation de l'insécurité alimentaire a été enregistrée. Entre les périodes de juin-septembre et octobre-décembre 2022, une augmentation de 18 pour cent des personnes en situation d'insécurité alimentaire a été enregistrée. Sur environ 1,4 million de personnes classées dans les phases de crise et d'urgence de l'analyse IPC durant la période d'octobre à décembre 2022, 51 000 sont en situation d'urgence.
- En plus de l'épidémie de fièvre de la vallée du Rift survenue depuis le mois d'avril 2022 et dont les séquelles persisteront jusqu'en 2023, le dernier trimestre de 2022 a connu l'apparition de la peste porcine africaine compromettant ainsi l'essentiel des activités d'élevage et leurs apports sur la sécurité alimentaire.
- Alors que le secteur productif burundais subissait encore des séquelles de la pandémie de la COVID-19, la guerre en Ukraine est venue aggraver la vulnérabilité des ménages rendant ainsi les produits essentiels plus que jamais inaccessibles (ex. carburant, l'alimentation et les fertilisants,...). Le taux d'inflation générale a connu une hausse significative atteignant 26,7 pour cent en novembre 2022. Le suivi du panier alimentaire minimum

a augmenté de 50 pour cent selon le bulletin mensuel mVAM du PAM de novembre 2022, par rapport à novembre 2021. La crise inflationniste sur le marché est à la base de la détérioration de la sécurité alimentaire dans les zones urbaines et péri urbaines fortement dépendantes du marché.

- Malgré les prédictions pluviométriques déficitaires de l'IGEBU sur la période septembre, octobre, novembre et décembre (SOND) et finalement observées sur l'ensemble du pays, des pluies sporadiques mais excessives accompagnées de grêle et vents violents ont fait des dégâts sur les cultures et des biens et ont même occasionné des cas de déplacements dans certaines localités du pays (Kirundo, Muyinga, Cibitoke, Bubanza, Ngozi...).
- L'analyse conjointe des besoins intersectoriels conclue au mois d'octobre 2022 s'est accordée sur un certain nombre de facteurs devant être au centre pour déterminer les localités du pays dont les besoins humanitaires sont les plus ressentis. L'exercice a procédé sur la superposition des cartographies de ces facteurs dont la carte IPC pour la période d'octobre à décembre 2022, la cartographie des aléas climatiques enregistrées selon le DTM de l'OIM, la cartographie des PDI, les zones de retour des rapatriés récents etc.

La réponse du secteur SAME agissant en synergie avec les autres programmes de résilience et de développement dans les régions fragiles telles que le Nord et Nord-Est permettra de préserver la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages à risque, de restaurer voire préserver les moyens d'existence acquis grâce aux interventions des acteurs de développement.

Réponse prioritaire et calcul des coûts

La réponse sectorielle procédera d'abord par ciblage des localités géographiques les plus affectées par les chocs divers et, ensuite par l'identification des catégories et groupes les plus vulnérables.

L'analyse conjointe des besoins multisectoriels a conclu sur 42 communes de 12 provinces (Bubanza, Bujumbura, Bujumbura Mairie, Cankuzo, Cibitoke,

Kirundo, Makamba, Muyinga, Ngozi, Rumonge, Rutana et Ruyigi) considérées comme renfermant les besoins les plus importants et aigus pour une réponse humanitaire rapide. Dans ces provinces, en plus des différents chocs analysés, beaucoup de communes comptent le plus de catégories fragiles comme les déplacés et rapatriés en processus de réintégration. Aussi les régions frontalières continuent de souffrir de la perturbation des activités transfrontalières.

Les catégories et groupes de population les plus vulnérables ciblés par la réponse incluent 504 225 femmes (51 pour cent de la cible), 535 828 enfants (54 pour cent), 54 509 personnes vivant avec handicap (5,5 pour cent), 162 090 rapatriés (16 pour cent) et 81 241 personnes déplacées internes (8 pour cent).

L'estimation du coût de la réponse sectorielle s'est basée sur les coûts unitaires moyen de la réponse. Le financement total requis pour la réponse du secteur SAME en 2022 est de 38,28 millions USD, ce qui représente une augmentation de 105 pour cent par rapport à 2021, similaire à l'augmentation des bénéficiaires en raison de la détérioration de la situation de la sécurité alimentaire anticipée pour 2023 par la combinaison de chocs (comme en 2017). Environ 30,78 millions USD sont dédiés à l'assistance alimentaire combinant les distributions en nature et en cash et avec un coût unitaire de 0,57 USD par jour et par personne pour une période de 60 jours (activité liée à l'objectif stratégique 1). Un montant de 6 millions USD dédié à la distribution d'intrants, aux activités de "cash for work", de petit élevage ainsi qu'aux activités génératrices de revenus (activités liées à l'objectif stratégique 2). Le coût unitaire pour la restauration des moyens d'existence est d'environ 60 USD par famille.

Coordination de la réponse avec les autres secteurs

Le secteur collaborera avec les autres secteurs, lors du ciblage des bénéficiaires dans les zones d'intervention, mais également dans la prise en compte des besoins multisectoriels à travers l'estimation d'un panier des dépenses minimum adapté au marché. La réponse du secteur est particulièrement liée à celles des secteurs Abris/ANA, Santé et Nutrition. Le secteur s'appuie

sur une analyse documentée et régulièrement mise à jour pour garantir un choix judicieux de la modalité d'assistance. Le secteur continuera de collaborer avec le Groupe de travail sur les transferts monétaires en vue de garantir l'utilisation effective des transferts monétaires, notamment en ce qui concerne la prise en compte des questions de protection, les

préférences et attentes des bénéficiaires, ainsi que l'harmonisation du montant.

Des mécanismes de protection des bénéficiaires de l'assistance seront mis en place pour réduire les phénomènes de violence et d'abus. Les mécanismes de redevabilité permettant de rapporter l'information sur les problèmes de protection seront renforcés.

Objectifs, indicateurs et cibles

Objectif sectoriel OS1

Fournir une assistance alimentaire à 991 065 personnes affectées par d'importants chocs, pour la couverture de leurs besoins alimentaires et nutritionnels vitaux.

Contribue aux Objectifs Spécifiques SP1.1		CIBLE
INDICATEURS	Nombre de bénéficiaires de l'assistance alimentaire en nature	495,5K
	Nombre de bénéficiaires de l'assistance alimentaire sous forme de transfert monétaire	252,9K

Objectif sectoriel OS2

En 2023, 100 000 ménages les plus vulnérables affectés par l'insécurité alimentaire aiguë, seront appuyés dans la restauration de leurs moyens de subsistances affectés par les chocs (y compris l'impact de la triple crise mondiale d'alimentation, de carburant.

Contribue aux Objectifs Spécifiques SP2.2		CIBLE
INDICATEURS	Nombre de familles ayant bénéficiées du transfert monétaire conditionnel pour restaurer leurs moyens d'existence après chocs	20,1K
	Nombre de familles vulnérables assistés par des AGRs pour restaurer les moyens d'existence après chocs	20,1K
	Nombre de familles vulnérables seront assistés en kits agricoles d'urgence pour la relance de leur production agricole après chocs	60,7K

Objectif sectoriel OS3

Alertes et surveillance de la sécurité alimentaire assurés dans tout le pays pour une réponse humanitaire rationnelle en temps opportun.

Contribue aux Objectifs Spécifiques SP2.2		CIBLE
INDICATEURS	Évaluations de sécurité alimentaire et marchés conduits (2IPC, 3ENAB, 2FSMS, 3MFI, 4MIRA-adhoc)	15

Objectif sectoriel OS4

1,1 million de personnes vulnérables bénéficient d'une réponse sectorielle renforcée en matière de redevabilité, PEAS, et approche genre.

Contribue aux Objectifs Spécifiques SP2.3		CIBLE
INDICATEURS	Sites de distributions couverts par les mécanismes de gestion de plaintes et de programme de PEAS	80
	Pourcentage de bénéficiaires informés et formés à la PEAS	80



4.8

Coordination

La réponse humanitaire de 2023 continuera d'être basée sur les principes humanitaires, centrée sur la protection, et coordonnée par des structures adaptées au contexte et aux besoins du Burundi. Les acteurs humanitaires viseront à réaliser les objectifs suivants :

- Adapter l'architecture de la coordination humanitaire, renforcer la localisation et les liens entre les cadres de coordination centraux et leurs structures déconcentrées, pour assurer une réponse rapide, appropriée et efficace.
- Assurer la disponibilisation des données et des statistiques actualisées pour renseigner la prise de décisions et renforcer les liens avec les cadres et approches existants en vue de résultats collectifs.
- Renforcer la mobilisation de ressources pour une réponse à partir de données et guidée par les principes humanitaires d'indépendance, de neutralité, d'humanisme et d'impartialité.
- Poursuivre la vulgarisation des principes humanitaires tout en assurant la transversalité de la protection et en renforçant l'inclusion des personnes vivant avec handicap, la prévention de l'EAS, la redevabilité auprès des personnes affectées, et l'approche genre à tous les niveaux.

Stratégie de la Réponse

Le plan de réponse n'agit pas en silo mais en interdépendance avec les autres plans au Burundi. Il se doit d'assurer la réponse aux besoins humanitaires et alléger les souffrances des personnes affectées par des chocs. Cette réponse, dans un contexte marqué par une légère baisse de besoins mais avec une persistance de vulnérabilités aiguës, répondra aux besoins humanitaires de survie, et ceux liés aux conditions de vie, renforçant de la résilience.

L'EHP, dans un contexte de transition du bureau pays OCHA vers un HAT, veillera à adapter l'architecture de coordination aux besoins et renforcer les capacités

des institutions nationales en charge de l'action humanitaire pour un triple objectif d'appropriation, de localisation et d'efficacité de la réponse humanitaire. Des sessions de renforcement de capacités seront dispensées en faveur d'officiels des ministères sectoriels, ONGE, ONGN et autres acteurs.

Les plans de réponse humanitaire ont été insuffisamment financés ces dernières années avec des taux de financement variant entre 36,7 et 50 pour cent. L'EHP mènent des efforts de plaidoyer et de mobilisation de ressources pour mettre en avant la situation. En 2023, l'EHP prévoit des visites régulières de terrain avec les bailleurs de fonds.

Coût de la réponse

Pour mener les activités de coordination en 2023, 1,5 million USD sera requis. Cela comprend le fonctionnement du bureau d'OCHA au Burundi, le renforcement de capacités des acteurs engagés dans la réponse humanitaire que ce soient les officiels du Gouvernement du Burundi, les humanitaires et le secteur privé, le renforcement de la coordination humanitaire du terrain, les évaluations exploratoires, les MIRA et MSNA et autres évaluations, le suivi de la réponse mise en œuvre dans le cadre du plan de réponse de 2023. Le fonctionnement des structures de coordination, leur évaluation et les activités collectives seront couvertes par ce budget.

Suivi

OCHA et les organisations bénéficiaires assureront l'élaboration et le partage de produits de suivi. Conformément au IASC, un mapping annuel sera effectué sur la performance de la coordination : EHP, ISC, secteurs, groupes de travail thématiques, inclusion des ONG nationales et regroupements de femmes, de personnes vivant avec handicap, et groupes minoritaires dans les forums.

Partie 5 : **Plan de réponse pour les réfugiés**

CANKUZO, BURUNDI

Des enfants réfugiés congolais vivant sur le camp de réfugiés de Kavumu, en province de Cankuzo, où vivent environ 16 500 réfugiés. Photo : OCHA/Camille Marquis



Réfugiés



PERS. DANS LE BESOIN	PERSONNES CIBLÉES	FEMMES	ENFANTS	PERS. AGÉES	AVEC HANDICAP
115k	115k	51%	54%	3%	15%
FONDS REQUIS (US\$)	PARTENAIRES	PROJETS			
\$55,3M	15	1			

Aperçu des besoins et objectifs du plan de réponse

Les défis de protection qui affectent la vie quotidienne des réfugiés depuis l'accès à l'asile sont liés notamment à l'accès à des solutions durables s'aggravant avec le faible financement continue des fonds humanitaires. Aussi, les pronostics de 2023 suivent la tendance à la hausse de ces quatre dernières années quant aux besoins humanitaires multisectoriels des réfugiés.

Les restrictions à la liberté de mouvement, notamment par la réduction du nombre de permis de circulation délivrés par l'administration du camp, entraînent souvent des cas d'arrestation et de privation de liberté, y compris par la police. En outre, les réfugiés peinent à s'auto suffire, les restrictions appliquées à la liberté de mouvement des réfugiés limitent leur capacité à devenir autonomes et à jouir de leurs droits en dehors des camps, tout en augmentant le risque d'exploitation des enfants en raison de la vulnérabilité accrue de leurs parents. Toutefois, les Gouverneurs des régions (Ngozi, Muyinga et Kirundo) concernées s'efforcent d'accorder des permis de circulation aux étudiants des universités et aux commerçants de ces régions.

En outre, vu l'impact de la crise socio-économique que traverse le Burundi, le pays peine à répondre aux besoins multiples des réfugiés qui sont sur son territoire, notamment en termes de protection, accès à la santé et éducation. Le HCR et ses partenaires en

répondent par un soutien technique à l'Office national de protection des Réfugiés et Apatrides (ONPRA) afin que les activités de protection, notamment l'identification, l'enregistrement biométrique par Biometric Identification Management System (BIMS), la délivrance des documents administratifs, ainsi que le transfert des réfugiés des Centres de Transit vers les camps s'effectuent en toute sécurité et dignité et en plein respect des droits des personnes concernées.

La stratégie d'intégration des réfugiés dans les systèmes de santé et d'éducation publique sera renforcée. En outre, une évaluation continue de l'état des camps sera menée pour s'assurer que les composantes environnement/abris/EHA remplissent les standards minima et pour permettre d'identifier davantage les aires prioritaires d'intervention.

En raison du nombre important de réfugiés dans le besoin d'assistance, le HCR applique des critères de priorisation, en développant sa stratégie, d'intervention visant à identifier et à répondre aux besoins les plus urgents des réfugiés. Une attention particulière sera accordée aux groupes ayant des besoins spécifiques de protection et d'assistance (les enfants et femmes à risque, les survivants de violences, les personnes âgées à risque, les personnes vivant avec des handicaps sévères).

En 2023, la réponse humanitaire en soutien aux personnes réfugiées ciblera trois objectifs liés aux

objectifs du Plan de réponse régional pour les réfugiés (RRP)²⁷ et aux objectifs stratégiques du Plan de réponse humanitaire, à savoir :

- **Objectif 1** - Renforcer l'environnement protecteur pour les demandeurs d'asile et les réfugiés, notamment en assurant l'accès des demandeurs d'asile au territoire (contribue à l'objectif stratégique 1)
- **Objectif 2** - Couvrir les besoins vitaux des personnes réfugiées à travers une assistance multisectorielle (contribue à l'objectif stratégique 1)
- **Objectif 3** - Améliorer les conditions de vie des personnes réfugiées à travers un appui à la résilience et une recherche de solutions durables (contribue à l'objectif stratégique 2).

Réponses

Le HCR Burundi, afin de s'assurer de l'amélioration de l'environnement de protection et d'assurer la survie aux 115 000 réfugiés et demandeurs d'asile, travaillera conjointement avec 17 partenaires pour l'atteinte des objectifs ci-dessus cités. Il s'agit de : ONPRA; DGRR; Mini-Santé; Help Child; ICCA; IRC; Save the Children; World Vision; Caritas; CEJP; CNIDH; GVC; AIRD, COPED; RET; PAM.

Conformément à son mandat, le HCR au Burundi organise la protection internationale des réfugiés et demandeurs d'asile en assurant un environnement de protection et l'assistance des réfugiés à travers le Gouvernement du Burundi représenté par l'Office national pour la protection des réfugiés et Apatrides.

A la date du 31 décembre 2022, un total de 88 599 réfugiés et demandeurs d'asile se trouvaient au Burundi. La quasi-totalité de ces personnes sont originaires des provinces du Kivu de la République démocratique du Congo (RDC) et la majeure partie d'entre elles (65 pour cent) vivent dans les cinq camps de réfugiés et le reste (35 pour cent) réside dans les centres urbains. Cette population est constituée de 78 pour cent de femmes et d'enfants.

Alors que le contexte sécuritaire à l'est de la RDC reste préoccupant, le nombre de réfugiés pourrait atteindre 115 000 en 2023 avec de nouvelles arrivées et l'augmentation des naissances prévues au sein des populations de demandeurs d'asile et de réfugiés déjà présentes sur le territoire.

En 2023, en vue de l'amélioration de la protection et la survie des réfugiés et demandeurs d'asile, le HCR devra continuer un plaidoyer de haut niveau pour s'assurer que la nouvelle loi sur les migrations qui couvre aussi le domaine des réfugiés et des demandeurs d'asile au Burundi n'ait pas d'impact négatif sur la protection de ces derniers. Le HCR veillera à améliorer les conditions d'accès à l'asile aux réfugiés leurs moyens de survie et la recherche de solutions durables. La mise en œuvre des huit objectifs sectoriels se présente comme suit :

La stratégie du HCR et ses partenaires au Burundi, afin de s'assurer que tous les demandeurs d'asile en quête de protection internationale jouissent de leurs droits, est de renforcer l'environnement de l'asile en prévenant le refoulement et en améliorant le cadre de protection des réfugiés; les conditions d'accès aux droits et le mécanisme de réponse aux cas de violence, d'exploitation et d'abus envers les enfants.

L'amélioration de l'environnement de protection passera par l'amélioration des conditions d'accès à l'asile, des conditions d'accès à la protection légale et la protection contre la violence et l'exploitation. Le HCR et ses partenaires en répondant par un soutien technique à l'ONPRA afin que les activités de protection, notamment l'identification, l'enregistrement biométrique par BIMS, la délivrance des documents administratifs, ainsi que le transfert des réfugiés des camps de transit vers les camps s'effectuent en toute sécurité et dignité et dans le plein respect des droits des personnes concernées.

Au niveau de l'espace de protection, des évaluations multisectorielles menés avec l'appui des partenaires et autorités nationales mettent en évidence la nécessité de renforcer les capacités des autorités régionales et

locales en vue de leur permettre de mieux interpréter les droits et devoirs des réfugiés.

Vu le risque d'afflux de demandeurs d'asile notamment de la RDC, le HCR Burundi et ses partenaires devront davantage renforcer leur capacité de réponse en cas d'urgence. D'autre part, la pandémie de la COVID-19 a considérablement affecté l'accès à l'asile au Burundi.

Le HCR Burundi poursuivra ses efforts de plaidoyer auprès du Gouvernement burundais pour l'amélioration du climat juridique nécessaire à la promotion du Genre et de la protection de l'enfance, notamment l'accès à l'éducation et la prise en charge des survivant(e)s de violences basées sur le genre.

Dans le sous-secteur VBG, le HCR et ses partenaires continuent d'agir pour atténuer les risques de violences basées sur le genre et répondre aux défis auxquels sont confrontés 1 166 enfants non accompagnés et séparés (filles et garçons) et 3 088 femmes célibataires cheffes de famille et 500 autres personnes à risque dont des femmes, des hommes, des garçons et des filles grâce à la mise en place d'une procédure de prévention et de réponse coordonnée, sûre et centrée sur les survivant(e)s; des services complets de gestion des cas ainsi qu'un engagement communautaire accru dans les activités de prévention et de réponse aux violences basées sur le genre.

En outre, le HCR et ses partenaires poursuivront les mêmes activités qu'en 2022, notamment, le suivi et la fourniture des services aux femmes vulnérables à risque ayant besoin de séances de premiers secours en santé mentale et d'un soutien psychosocial continu. Pour ces dernières, les services VBG restent disponibles pendant le temps nécessaire et les cas continuent d'être surveillés en permanence.

Des campagnes massives de sensibilisation sont menées dans tous les camps de réfugiés et dans les communautés d'accueil pour fournir des informations claires aux réfugiés sur les assistances disponibles. Des messages clés sur la prévention des VBG, la maltraitance et la négligence des enfants sont

également transmis aux communautés par le biais d'activités en petits groupes de discussion.

En ce qui concerne les abris, les biens non alimentaires et énergies alternatives et autres assistances;

- L'accès aux logements des plus vulnérables se poursuivra en milieu urbain et les activités d'autonomisation constituent une solution pour l'ensemble des réfugiés. Dans les camps de réfugiés, le HCR et ses partenaires devront réhabiliter les logements des réfugiés et construire de nouvelles infrastructures communautaires. La Représentation du HCR avec le Gouvernement du Burundi a identifié un nouveau site pour l'installation d'un sixième camp de réfugiés pour suppléer au manque d'espace habitable dans les camps existants.
- Quant aux besoins fondamentaux et articles de base, les 115 000 réfugiés et demandeurs d'asile y ont accès grâce à un soutien logistique. En 2023, tous les réfugiés sont dans le besoin d'ustensiles de cuisine, vu que la dernière distribution générale dans les camps de réfugiés date de 2018. Une priorité sera accordée aux réfugiés les plus vulnérables et aux nouveaux arrivants dans la distribution.
- Pour les énergies alternatives, la distribution des briquettes combustibles dans les camps sera améliorée afin d'éviter le recours au bois de chauffage par les réfugiés, sources de déforestation, de VBG et l'impact sur la cohésion sociale.
- Dans le secteur de l'eau et de l'hygiène, le HCR poursuivra en 2023, l'entretien des infrastructures hydrauliques et l'approvisionnement en eau potable des réfugiés en quantité suffisante dans les cinq camps existants, les centres de transit et le nouveau camp à construire.

Des latrines pour les personnes vivant avec un handicap et des latrines pour les ménages seront installées dans tous les camps de réfugiés.

Des kits hygiéniques améliorés seront distribués à toutes les femmes en âges de procréer dans les camps et aux vulnérables en milieu urbain.

De même, une évaluation continue de l'état des camps sera menée pour s'assurer que les composantes environnement/abris/EHA remplissent les standards minimums et pour permettre d'identifier d'avantage les aires prioritaires d'intervention. Les activités de prévention de la COVID-19 et des autres épidémies seront renforcées par la construction/réhabilitation des points de lavage des mains, la distribution des savons aux réfugiés ainsi que les sensibilisations.

Pour l'accès aux soins de santé et à la nutrition en 2023, le HCR et ses partenaires continueront à fournir des soins de santé primaires aux 115 000 réfugiés et demandeurs d'asile avec une amélioration des installations/matériels de santé dans les camps. La prise en charge des réfugiés urbains vulnérables se poursuivra.

La réponse en santé sera basée sur la continuité des soins de santé et la mise en œuvre de la stratégie de réponse COVID-19 dans les camps de réfugiés et centre de transit.

La réponse à la malnutrition, y compris la mise en œuvre des stratégies de prévention, le respect du protocole national et le traitement des maladies de la malnutrition, ainsi que le système de surveillance nutritionnelle sera renforcée dans les centres de nutrition/Programme thérapeutique ambulatoire et Programme ciblés d'alimentation supplémentaire autour des camps de réfugiés.

En 2023, l'accent sera mis sur le suivi du système de la croissance, de dépistage Communautaire, de réduction du faible poids à la naissance, de supplémentation nutritionnelle pour les femmes enceintes. Par ailleurs l'accent sera mis également au recours aux promoteurs communautaires de la nutrition et aux structures de nutrition communautaires (groupes de soutien aux mères/groupes de soins et groupe de soutien aux personnes âgées) pour continuer à diffuser des messages sur la nutrition, y compris des messages standardisés sur la prévention.

En matière d'Education, Le HCR et ses Partenaires se proposent d'assurer en 2023, l'accès aux cours primaires, aux secondaires et aux supérieurs aux 55 355 réfugiés en âge d'être scolarisés. Des salles de classes complémentaires seront construites dans les camps afin de pallier au surpeuplement des classes. Pour améliorer les taux de réussite et réduire les taux d'abandon des classes, un accent sera mis sur la formation des enseignants et la fourniture de matériels pédagogiques. Les plaidoyers se poursuivront pour l'acceptation des réfugiés dans les différentes écoles et universités aux mêmes conditions que les nationaux.

D'autre part, 200 jeunes réfugiés seront identifiés pour des opportunités diversifiées d'éducation tertiaires. Le HCR et ses partenaires se focaliseront sur l'amélioration des moyens de subsistance et des conditions de vie sociale de réfugiés en vue d'accompagner leur autonomisation.

Les solutions dignes et durables pour les réfugiés au Burundi restent très limitées, étant donnés les défis socioéconomiques, couplés aux aléas climatiques et autres catastrophes naturelles (sécheresse, famine, choléra, etc.), qui ont agité le pays ces dernières années. Il en résulte une paupérisation de plus en plus généralisée, aggravée par la suspension de l'aide au développement par les principaux donateurs.

Dans le but d'aider les réfugiés à progresser vers l'autosuffisance, l'Opération du HCR au Burundi s'emploiera à promouvoir différentes activités guidées par l'approche participative en se concentrant sur quatre axes : 1) l'appui à l'autogestion communautaire, 2) l'amélioration de l'autonomie et des moyens de subsistance des réfugiés (agriculture, pêche, etc.), 3) la facilitation de l'accès aux services financiers pour les activités génératrices de revenus (AGR), et 4) l'offre de formation professionnelle.

Les interventions en 2023 tiendront compte de la situation de vie des réfugiés. En effet, les réfugiés vivant dans les camps reçoivent une ration alimentaire mensuelle fournie par le PAM, tandis que les réfugiés urbains doivent prendre soin d'eux-mêmes. Parfois, certains réfugiés urbains réclament de s'installer dans des camps. Des plaidoyers seront faits pour

la libre circulation, la levée des restrictions de leurs mouvements, notamment dans les camps et l'accès aux moyens financiers suffisants et des qualifications requises.

L'accès au travail et aux opportunités d'affaires est très limité pour les réfugiés en milieu urbain.

Pour les solutions durables, ayant exploré les trois solutions durables pour réfugiés, Rapatriement volontaire, intégration locale ou réinstallation; les deux premières sont quasi inexistantes ou restent une possibilité lointaine pour la grande majorité des réfugiés au Burundi. Quant à la réinstallation, le HCR travaillera en 2023, à l'amélioration des quotas d'admission de plus en plus réduits par les USA, principal partenaire d'accueil dans ce domaine.

Coût de la réponse

Le HCR a utilisé l'évaluation globale des besoins pour établir les besoins financiers. Le budget du HCR représentant la réponse pour les réfugiés a été approuvé par le Comité exécutif, qui est le conseil consultatif du HCR composé d'États membres, lors de sa réunion annuelle en octobre 2022.

En 2023, le coût de la réponse du HCR au Burundi pour répondre aux besoins identifiés pour les réfugiés, les demandeurs d'asile et les personnes à risque d'apatridie est de 55,3 millions USD.

Suivi de la réponse

Le HCR mettra en place un plan de suivi et d'évaluation couvrant chacun des impacts prévus de la stratégie qui sera mise à jour. Il décrira les systèmes et les intrants nécessaires pour mesurer les indicateurs de résultats et de produits pour les progrès, les résultats obtenus et les lacunes, identifier les leçons apprises et ajuster la stratégie pendant la mise en œuvre.

L'équipe multifonctionnelle sera renforcée pour mieux assurer son rôle sur tous les cycles des projets.

Le système de suivi global appuiera les programmes tenant compte de l'âge, du genre et de la diversité : les indicateurs relatifs aux personnes relevant de la

compétence du HCR seront ventilés par AGD et les données de suivi seront complétées par l'utilisation structurée des informations collectées auprès des individus et des communautés.

Le suivi des produits sera effectué de manière périodique avec les partenaires concernés par le biais de systèmes de suivi réguliers, y compris des visites sur le terrain, des revues, des collectes régulières et analyses de données. Les systèmes de suivi existants du HCR seront utilisés pour générer des données sur les résultats.

Ainsi le suivi de protection du HCR qui a comme objectif principal d'éclairer la réponse humanitaire et du développement fondée sur des preuves de protection des réfugiés servira de base factuelle pour la conception et la mise en œuvre en temps opportun des actions.

Partie 6 : **Annexes**

BURUNDI

Photo : OIM



6.1

Méthodologie de calcul des coûts

La méthodologie utilisée pour identifier les besoins de financement des secteurs repose sur les activités avec enregistrement des projets (activity based costing with project registration). Les secteurs ont établi des paquets d'activités visant à répondre aux différents besoins identifiés dans le cadre des objectifs stratégiques fixés. Au total, 53 paquets d'activités standards ont été définis par les sept secteurs. Les détails de ces paquets d'activités sont présentés à la page 102.

Pour chaque paquet d'activité, les secteurs ont identifié un coût unitaire de manière transparente et inclusive. Le budget global de chaque secteur, ventilé par objectif stratégique²⁸, a été calculé en additionnant les coûts globaux de chaque paquet d'activité sectoriel – coûts qui ont été obtenus en multipliant le coût unitaire du paquet d'activité par le nombre de personnes par ce même paquet d'activité.

Par la suite, l'ensemble des partenaires de mise en œuvre du HRP ont été invités à intégrer leurs projets dans la plateforme « project module » pour exprimer leur intérêt à participer à la réponse. La plateforme reste ouverte tout au long de l'année en vue d'assurer une intégration flexible des projets, en lien avec les évolutions du contexte et des besoins. Pour cette raison, le nombre de projets et de partenaires qui les ont intégrés ne sont pas précisés.

- Etant donné que la coordination, le plan de réponse aux réfugiés et le paquet retour de trois mois pour les rapatriés sont transversaux, leurs budgets respectifs ne sont pas comptabilisés par objectif stratégique mais sont inclus dans le budget global de la réponse. Plus précisément :
- Le budget de la coordination s'élève à 1,5 millions de dollars américains et ne comprend que les besoins de coordination intersectorielle.

- Le budget de la réponse multisectorielle aux réfugiés s'élève à 55,3 millions de dollars, soit 28,3 pour cent du budget total requis. Il ne prend en compte que les besoins humanitaires des réfugiés, leurs besoins liés à la résilience étant uniquement intégrés dans le Plan de réponse aux réfugiés.
- Le budget du paquet d'assistance pour les trois premiers mois de retour des rapatriés est de 50,9 millions de dollars, soit 26,2 pour cent du budget total requis.

Le budget total requis correspond à la somme des budgets sectoriels à laquelle s'ajoutent le budget de la coordination, celui de la réponse multisectorielle d'urgence aux réfugiés et celui du paquet retour des rapatriés. Il s'élève à 194,2 millions de dollars, soit une hausse de 6 pour cent par rapport au HRP de 2022. Cette hausse s'explique par l'augmentation de 117 pour cent des personnes ciblées en sécurité alimentaire en 2023 par rapport à 2022.

Le budget du secteur sécurité alimentaire représente la partie la plus importante budget requis (19 pour cent du budget global des secteurs), suivi des budgets de secteur Abris/ANA (9,5 pour cent), de la nutrition (7,2 pour cent), de l'éducation (2,5 pour cent) et de la protection (2,4 pour cent).











D'une manière générale, les besoins des autres secteurs ont diminué, allant de 4 pour cent pour Abris/ANA jusqu'à 72 pour cent pour le secteur Protection. Au même moment, les besoins des réponses à apporter aux rapatriés et aux réfugiés ont augmenté respectivement de 48 pour cent et 2 pour cent. Ces deux besoins constituent 55 pour cent dans la réponse humanitaire.

6.2

Chiffres de planification par secteur et par zone géographique

Par secteur

SECTEUR/MULTI-SECTEUR	PERS. DANS LE BESOIN	PERS. CIBLÉES	<div><div>DANS LE BESOIN</div><div>CIBLÉES</div></div>	FONDS REQUIS (US\$)	
Réponse aux réfugiés	115K	115K	<div><div></div><div></div></div>	\$55,3M	<div></div>
Reponse aux rapatriés	75K	75K	<div><div></div><div></div></div>	\$50,9M	<div></div>
Sécurité alimentaire	1,4M	991K	<div><div></div><div></div></div>	\$38,3M	<div></div>
Abris-ANA	218K	154K	<div><div></div><div></div></div>	\$18,6M	<div></div>
Nutrition	253K	166K	<div><div></div><div></div></div>	\$14,0M	<div></div>
Education	416K	168K	<div><div></div><div></div></div>	\$5,0M	<div></div>
Protection	236K	188K	<div><div></div><div></div></div>	\$ 4,8M	<div></div>
EHA	147K	147K	<div><div></div><div></div></div>	\$3,2M	<div></div>
Santé	636K	177K	<div><div></div><div></div></div>	\$2,6M	<div></div>
Coordination	-	-		\$1,5M	<div></div>

	PERS. CIBLÉES	PAR SEXE FEMMES HOMMES (%)	<div><div>FEMMES</div><div>HOMMES</div></div>	PAR AGE ENFANTS ADULTES AGÉES (%)	<div><div></div><div></div><div></div></div>	AVEC HANDICAP	PDI	RAPATRIÉS
	115K	51 49	<div></div>	53 45 2	<div></div>	7%	-	-
	75K	51 49	<div></div>	57 41 2	<div></div>	12%	-	-
	1,4M	51 49	<div></div>	54 42 4	<div></div>	5,5%	81k	162k
	218K	53 47	<div></div>	57 40 3	<div></div>	1,5%	68k	84k
	253K	57 43	<div></div>	85 15 0	<div></div>	4,6%	-	-
	416K	51 49	<div></div>	99 1 0	<div></div>	5,0%	24k	57k
	236K	59 41	<div></div>	51 46 3	<div></div>	5,6%	71k	76k
	147K	55 45	<div></div>	57 39 4	<div></div>	5,7%	147k	-
	636K	44 56	<div></div>	57 36 7	<div></div>	1%	46k	42k
	-	-				-	-	-

Par zone géographique

PROVINCE	PERS. DANS LE BESOIN	PERS. CIBLÉES	<div> <div>DANS LE BESOIN</div> <div>CIBLÉES</div> </div>	PDI	RAPATRIÉS	APV	RÉFUGIÉS
Bubanza	38,7k	38,7k	<div> <div></div> <div></div> </div>	5,2k	1,9k	31,4k	0,2k
Bujumbura Mairie	131,8k	131,8k	<div> <div></div> <div></div> </div>	6,8k	2,1k	82,1k	38,4k
Bujumbura	59,0k	57,6k	<div> <div></div> <div></div> </div>	5,3k	0,8k	48,1k	2,4k
Bururi	24,4k	0,0k	<div> <div></div> <div></div> </div>	0,0k	0,0k	0,0k	0,6k
Cankuzo	83,7k	83,7k	<div> <div></div> <div></div> </div>	15,2k	15,4k	29,4k	22,9k
Cibitoke	80,2k	79,8k	<div> <div></div> <div></div> </div>	6,0k	5,5k	68,1k	1,0k
Gitega	58,0k	0,0k	<div> <div></div> <div></div> </div>	0,0k	0,0k	0,0k	0,0k
Karusi	83,6k	0,0k	<div> <div></div> <div></div> </div>	0,0k	0,0k	0,0k	0,0k
Kayanza	95,1k	0,0k	<div> <div></div> <div></div> </div>	0,0k	0,0k	0,0k	0,0k
Kirundo	147,4k	145,8k	<div> <div></div> <div></div> </div>	4,9k	28,5k	112,4k	0,0k
Makamba	80,6k	79,6k	<div> <div></div> <div></div> </div>	6,7k	32,5k	40,3k	0,0k
Muramvya	54,6k	0,0k	<div> <div></div> <div></div> </div>	0,0k	0,0k	0,0k	0,0k
Muyinga	133,7k	130,2k	<div> <div></div> <div></div> </div>	7,9k	26,0k	85,4k	10,1k
Mwaro	43,6k	0,0k	<div> <div></div> <div></div> </div>	0,0k	0,0k	0,0k	0,0k
Ngozi	163,2k	126,2k	<div> <div></div> <div></div> </div>	0,4k	1,9k	111,5k	11,9k
Rumonge	53,7k	50,1k	<div> <div></div> <div></div> </div>	14,7k	5,7k	29,7k	0,0k
Rutana	73,3k	70,8k	<div> <div></div> <div></div> </div>	3,3k	12,0k	54,7k	0,0k
Ruyigi	119,8k	117,2k	<div> <div></div> <div></div> </div>	4,8k	29,7k	54,6k	27,3k
TOTAL	1,5M	1,1M		81,2k	162,1k	747,7k	115k

6.3

Paquets d'activité par secteur



Abris et articles non-alimentaires

COÛT UNITAIRE

NOMBRE

UNITÉ

COÛT TOTAL

154k

Personne

18,6M

ACTIVITÉS

Abri d'urgence

500

4,5k

Ménage

2,2M

Appui au loyer par transfert monétaire

33

14,7k

Ménage

485,0k

Abris-semi permanents

1 800

4,3k

Ménage

7,7M

Réparation abris

600

8,3k

Ménage

4,9M

Kits ANA

100

30,0k

Ménage

3,0M

Formation sur les techniques de construction

10

12,6k

Ménage

126,0k



Éducation

COÛT UNITAIRE

NOMBRE

UNITÉ

COÛT TOTAL

179,7k

Enfant

4,9M

ACTIVITÉS

Fournir des kits scolaires

10

166,2k

Enfant

1,7M

Donner des cours de rattrapage

5

78,1k

Enfant

390,5k

Réhabiliter et équiper des salles de classes endommagées, en tenant compte de l'accessibilité des enfants en situation d'handicap

3k

299

Salle de classe

745,5k

Eriger et équiper des salles de classe temporaires dans les situations d'urgence

4 000

100

Salle de classe

400,0k

Fournir des repas à l'école pour la continuité des apprentissages dans les zones affectées par les catastrophes naturelles et les mouvements de populations

48

30k

Enfant

1,4M

Fournir des kits de dignité aux adolescentes scolarisées affectées par les situations d'urgence pour soutenir la continuité de leurs apprentissages, en collaboration avec le secteur VBG.

6

20k

Adolescente

120,0k

Former les enseignants et autres acteurs de l'école sur l'éducation dans les situations d'urgence

50


2k

Enseignant

100,0k

Organiser des campagnes de sensibilisation des parents et des enfants sur l'importance de l'éducation dans les situations d'urgence et la prévention des risques dans les écoles et sur le chemin de l'école	20 000	2	Campagne	40,0k
Mettre en place de mécanismes de signalement des cas d'exploitation et d'abus sexuels dans les écoles affectées.	7 000	12	Province	84,0k

		COÛT UNITAIRE	NOMBRE	UNITÉ	COÛT TOTAL
Eau, hygiène et assainissement (EHA)			146,7k	Personne	3,2M
ACTIVITÉS	Accès à l'eau potable	15	105k	Personne	1,6M
	Accès à l'assainissement	10	42,4k	Personne	420k
	Fournir des kits EHA + Promotion hygiène	8	146,6k	Personne	1,2M

		COÛT UNITAIRE	NOMBRE	UNITÉ	COÛT TOTAL
Nutrition			165,7k	Personne	14,0M
ACTIVITÉS	Prendre en charge les enfants malnutris aigus sévère	100	84,4k	Personne	8,4M
	Prendre en charge les enfants MAM	41,9	75,0k	Personne	3,1M
	Prendre en charge les FEFA MAM	95,93	25,0k	Personne	2,4M



		COÛT UNITAIRE	NOMBRE	UNITÉ	COÛT TOTAL
Protection			292k	Personne	1,9M
ACTIVITÉS	Soutenir l'obtention de documents civils valides	0,5	13,2k	Personne	6,6k
	Fournir les services multisectoriels et inclusifs d'urgence immédiate aux personnes affectés, y compris les victimes et témoins de violences, abus et exploitation	100	1,5k	Personne	150,0k
	Suivi de Protection	4	86,0k	Personne	344,1k
	Appuyer les ménages vulnérables pour l'obtention des certificats fonciers en priorisant les personnes à besoin spécifique.	230	10,7k	ménage	2,5M
	Faciliter des sessions de formation-information sur le droit à l'accès à la terre et l'importance du respect des normes d'aménagement du territoire pendant les constructions	40	1,5k	ménage	60.0k
	Sensibiliser les populations cibles sur les risques de violations, abus et exploitation, violence sexuelle et basée sur le genre et les opportunités de réponse existantes		172,0k	Personne	64.1k
	A travers la provision de l'assistance juridique et légale, Faciliter l'accès aux services de l'état, des rapatriés qui en ont besoin pour des problèmes de protection, généralement liés aux conflits fonciers ou arrestations arbitraires.	150	1.5k	Personne	225.0k




		COÛT UNITAIRE	NOMBRE	UNITÉ	COÛT TOTAL
Protection de l'enfance			307k	Personne	1,9M
ACTIVITÉS	Fournir les services multisectoriels et inclusifs d'urgence immédiate aux enfants affectés, y compris les victimes et témoins de violences, abus et exploitation	8	95k	Personne	760k
	Assurer le soutien psychosocial et des activités socio récréatives aux enfants dans les villages accueillant les enfants rapatriés et des communautaires hautes, y inclus la prévention des VBG	7	95k	Personne	665k
	Appuyer la gestion des cas et l'offre des services de protection, y compris le PSS, la prise en charge alternative aux enfants en mobilité, en situation de rues, les enfants victimes de violations et autre enfants plus vulnérables dans les besoins des services urgents de protection.	22	4,5k	Personne	99k

Soutien à la recherche familiale, a la prise en charge alternative (y compris le soutien aux familles d'accueil) et la réunification familiale et réintégration communautaire des enfants non accompagnés et séparés	85	2,0k	Personne	170k
Faciliter l'accès des personnes vulnérables à la justice et à la documentation civile et juridique	2	65,0k	Personne	130k
Sensibiliser les populations cibles sur les risques de violations, abus et exploitation, violence sexuelle et basée sur le genre et les opportunités de réponse existantes	0,3	45,0k	Personne	13,5k
Former les acteurs de protection sur la Protection de l'enfance en situation d'urgence, les VBG, l'assistance légale et le LFP, la lutte contre la traite, et la réunification familiale, prise en charge alternative et réintégration	65	250	Personne	16k
Soutenir les structures communautaires dans le suivi des situations des enfants et la facilitation de l'accès aux services pour les enfants, particulièrement les plus vulnérables (CPE, CDFC, OSC, etc...)	80	450	Personne	36k

 Protection - VBG		COÛT UNITAIRE	NOMBRE	UNITÉ	COÛT TOTAL
			27k	Personne	932k
ACTIVITÉS	Fournir des kits de dignité/ kits de naissance aux femmes et filles en âge de procréer y compris les survivantes de VBG	35	10,0k	Personne	350,0k
	Donner un appui à l'adhésion à de groupes de solidarité/de parole	40	10,0k	Personne	400,0k
	Produire et diffuser des messages d'information sur les radios communautaires	3	7,0k	Personne	21,0k
	Référencement et subvention des services	1 300	15	Service	19,5k
	Organiser des séances de formation et de renforcement des capacité des acteurs sur l'intégration du genre dans les interventions, les directives IASC et PEAS	50	300	Personne	15,0k
	Faire un diagnostic des capacités opérationnelles des structures	1 000	6	Service	6,0k
	Renforcer des capacités avec des appuis techniques et matériels	20 000	6	Service	120,0k

		COÛT UNITAIRE	NOMBRE	UNITÉ	COÛT TOTAL
Sécurité alimentaire			991k	Personne	38,3M
ACTIVITÉS	Distribuer vivres et/ou cash	0,57	198k	Ménage	25,4M
	Distribuer intrants agricoles (kit de semences de qualité et petit outillage agricole)	60	100k	Ménage	6,0M
	Appuyer le Cash for work	0,28	39,6k	Ménage	1,1M
	Appuyer petit élevage (caprins, porcins....)	190	19,8k	Ménage	3,8M
	Activités génératrices de revenus	60	10k	Ménage	600k
	Coordination et analyses, evaluations et ateliers				1,5M

		COÛT UNITAIRE	NOMBRE	UNITÉ	COÛT TOTAL
Santé		15	177k	Personne	2,6M
ACTIVITÉS	Assurer l'accès aux soins de santé de base pour la prise en charge des PDI et rapatriés	13	93k	Personne	1,2M
	Assurer l'accès aux soins de santé de base pour la prise en charge des populations vulnérables vivant dans les zones d'accueil des PDI et rapatriés.	13	93k	Personne	1,2M
	Sensibiliser les populations affectées sur les risques sanitaires sur les sites de déplacés et camps de rapatriés, y compris les populations autochtones des communes prioritaires	2	93k	Personne	186,6k

6.4

Et si nous ne répondons pas ?

Le manque de financement en 2022 a affecté les capacités de réponse des partenaires des secteurs et limité leur coordination. Aussi en 2023, l'absence de réponse digne, équitable et sécurisée aux besoins humanitaires identifiés, exposerait les ménages ciblés à une détérioration inexorable de leur situation ne leur laissant pas d'autre choix que de recourir à des stratégies négatives d'adaptation.

L'absence de réponse coordonnée des partenaires en cas de non-financement exposerait les ménages affectés à une assistance non ciblée, favorisant ainsi les doublons.

Abris

Les besoins en abris et en biens non alimentaires pour plus de 154 000 personnes ciblées ne seront pas satisfaits; ce qui obligera les ménages à continuer de vivre dans des conditions précaires, aggravant considérablement leur protection.

L'absence de réponses laisserait des milliers de ménages en situation de déplacement, forcé ou volontaire, dans des situations de vulnérabilité exacerbée. En effet, l'absence de réponse digne, équitable et sécurisée pour les ménages ciblés les exposerait à une détérioration inexorable de leur situation ne leur laissant pas d'autre choix que de recourir à des stratégies négatives d'adaptation afin de pallier les manquements du secteur et des partenaires sectoriels.

De même, l'absence de réponse coordonnée des partenaires du secteur en cas de non-financement exposerait les ménages affectés à une assistance non ciblée, favorisant ainsi les doublons.

Eau, Hygiène et Assainissement

Sans accès suffisant aux sources d'eau potable; aux infrastructures d'hygiène et d'assainissement, la survie et les conditions de vie de plus de 157 000 personnes dans le besoin seront durement impactées.

Les infrastructures d'accès à l'eau et d'assainissement inondées ou détruites lors de catastrophes naturelles qui ne seront pas réhabilitées constitueront un risque important de santé publique. Les populations seront davantage exposées aux maladies hydriques dont le choléra. La situation nutritionnelle des enfants déjà fragile sera de plus en plus chronique

Le nombre de personnes exposées aux maladies diarrhéiques ou à potentiel épidémique, ainsi que la malnutrition aigüe sévère augmenterait.

Éducation

Le manque d'accès à une éducation inclusive et pertinente de qualité augmentera la vulnérabilité et l'exploitation de plus de 168 000 enfants et adolescents.

En effet, l'absence de la réponse en éducation signifierait sans doute l'aggravation du taux d'abandon scolaire qui est déjà à 10,1 pour cent, le non-retour à l'école pour les enfants rapatriés et la majorité des enfants déplacées internes, la recrudescence des violences en milieux scolaires en temps d'urgence, notamment les violences basées sur le genre, une réduction à coup sûr de la réussite scolaire en raison des interruptions scolaires qui seraient plus longues qu'en cas de disponibilité de la réponse humanitaire, etc.

Nutrition

En l'absence d'une réponse urgente et de qualité, plus 140 6000 enfants filles et garçons de moins de cinq ans, y compris les rapatriés et les déplacés internes et plus de 25 000 femmes enceintes et/ou allaitantes risqueront de développer des complications médicales suivies d'une augmentation du risque de décès.

En effet, les individus souffrant de malnutrition aigüe ont 8 fois plus le risque de mourir. L'absence de la prise en charge des cas de malnutrition aigüe sévère ou modérée expose aux autres maladies et au décès les sujets atteints contribuant ainsi à l'augmentation de la mortalité.

Protection

Une absence de réponse aux besoins de protection des populations vulnérables affectées par les crises aggraverait leur vie et résulterait entre autres en :

- La dégradation de leur niveau de vie;
- L'augmentation de cas de VBG parmi cette population;
- Le risque d'apatridie pour les personnes sans documents civils;
- Le manque d'accès aux services sociaux de base pour ceux sans documentation civiles (187 875 personnes);
- La perte des biens (logement, terre, propriété)
- La désintégration des familles;
- L'augmentation du phénomène de la traite des personnes.

Santé

Le manque des services sanitaires appropriés conduira à l'irruption d'épidémies.

En l'absence de services de santé de qualité réponse, la vie de près de 636 000 personnes sera en danger. Parmi les ces personnes, 75 300 sont des populations déplacées internes, 58 202 personnes rapatriées.

Sécurité Alimentaire

Selon les résultats de l'analyse IPC d'août 2022, plus de 1,4 million seront déjà en phases d'insécurité alimentaire (Phase 3+) avant la fin 2022. Ce chiffre devrait sensiblement augmenter en 2023 avec une proportion importante dans la phase d'urgence voire celle de catastrophe.

En cas de non-réponse ou de réponse insuffisante il s'en suivra une détérioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle mais également les moyens d'existence seront durablement compromis avec un risque de rentrer dans un cercle vicieux de pauvreté-insécurité alimentaire pour les ménages les plus à risque.

Par ailleurs, sans réponses les efforts de rapatriement des Burundais seront non seulement compromis mais également le processus en cours de réintégration de ceux déjà rentrés sera retardé et avec un risque d'observer un nouveau mouvement d'exil surtout dans les régions du Nord-Est. Les ménages ruraux pauvres qui ont raté la saison culturale 2023A à la suite du déficit hydrique seront dans l'impossibilité de mettre en place la saison 2023B et perdront l'espoir de se relever sans réponse extérieure. La non-réponse pourrait également compromettre les acquis des interventions de développement soit par le biais de stratégies de survie ou par délaissement au profit des activités de survie.

6.5

Comment contribuer

Contribuer au Plan de réponse humanitaire

Pour consulter les Besoins et le Plan de réponse humanitaire, ainsi que les rapports de suivi de la réponse et contribuer au financement de ce plan, en appuyant les organisations qui participent à sa mise en œuvre, veuillez visiter les sites internet :

<https://response.reliefweb.int/burundi>

<https://reliefweb.int/country/bdi>

fts.unocha.org

Contribuer via le Fonds central d'intervention d'urgence

Le CERF constitue un instrument de financement humanitaire offrant désormais trois types d'opportunités de financement. Premièrement, le CERF apporte un financement initial et rapide lors de nouvelles crises et urgences humanitaires. Deuxièmement, le CERF peut offrir du financement pour les opérations et les crises humanitaires sous-financées ou oubliées. Une troisième fenêtre, encore en étape d'expérimentation, permet d'anticiper les événements et les chocs. Le CERF, qui est un fonds commun unique géré par OCHA, tient compte uniquement des actions humanitaires urgentes et de première nécessité pour sauver des vies. Le fonds reçoit des contributions essentiellement des gouvernements, mais également de fondations, de compagnies privées, d'associations caritatives et de particuliers.

Pour avoir plus d'informations sur le CERF et son fonctionnement, et pour y contribuer, veuillez visiter le site internet du CERF :

<https://cerf.un.org/>

6.6

Acronymes

AANA	Abris et articles non-alimentaires	EICVMB	Enquête intégré sur les conditions de vie des ménages au Burundi
AGD	Age, genre, diversité	ENAS	Enfant non-accompagné et séparé
AGR	Activités génératrices de revenus	ENSNMB	Enquête nationale sur la situation nutritionnelle et la mortalité
AIRD	African Initiatives for Relief and Development	EUM	End user monitoring
ANA	Articles non-alimentaires	FAP	Femmes en âge de procréer
AoR	Area of Responsibility	FEFA	Femmes enceintes et allaitantes
APV	Autres personnes vulnérables	FOMI	Fertilisants organo-minéraux industries
BIMS	BOIMetric Identity Management System	FOSA	Formations sanitaires
CEJP	Commission épiscopale justice et paix	FTS	Financial Tracking Service
CERF	Central Emergency Response Fund	FVR	Fièvre de la vallée du Rift
CICR	Comité international de la Croix-Rouge	GS	Groupement de solidarité
CIF	Centre collectif d'information et feedback	GT/AAP	Groupe de travail redevabilité envers les personnes affectées
CNIDH	Commission nationale indépendante des Droits de l'Homme du Burundi	GTTM	Groupe de travail transferts monétaires
COPED	Conseil pour l'éducation et le développement	GVC	Gruppo di Volontariato Civile
COVID-19	Maladie à coronavirus	HAT	Humanitarian Advisory Team
CPE	Comité de protection de l'enfance	HCR	Agence des Nations Unies pour les Réfugiés
CRB	Croix-Rouge du Burundi	HDP	Humanitaire Développement Paix
DGRR	Direction générale du rapatriement et réintégration	HRP	Humanitarian Response Plan
DPDCS	Direction provinciale de développement communautaire et social	ICCA	ICIRORE C'AMAHORO
DTM	Displacement Tracking Matrix	IMIF	International Municipal Investment Fund
EAS	Exploitation et abus sexuels	IPC	Integrated Food Security Phase Classification
EDS	Enquête démographique et de santé	IRC	International Rescue Committee
EHA	Eau, hygiène et assainissement	ISC	Inter-Secteurs
EHP	Équipe humanitaire pays	JIAF	Joint Intersectoral Analysis Framework

JRRRP	The Joint Refugee Return and Reintegration Plan	PEP	Post-Exposure Prophylaxis
LAE	Ligne d'assistance aux enfants	PFN-PRGC	Plateforme nationale pour la prévention et la gestion des risques et catastrophes
LTP	Logement, terre et autres propriétés	PIB	Produit intérieur brut
M23	Mouvement rebelle de la RDC	PIN	People in need
MAG	Malnutrition aiguë globale	PM	Suivi de protection
MAM	Malnutrition aiguë modérée	PND	Plan national de développement
MAS	Malnutrition aiguë sévère	PNSR	Programme national de santé de la reproduction
MEB	Minimum expenditure basket	PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
MENRS	Ministère de l'éducation nationale et de la recherche scientifique	ProCap	Protection capacity
MFT	Équipe multifonctionnelle	RDC	Republique démocratique du Congo
MIRA	The Multi-Cluster/Sector Initial Rapid Assessment	RPM	Response planning module
MPC	Multipurpose cash	RRRP	Plan régional de réponse en faveur des réfugiés
MSF	Médecins sans Frontières	SAME	Sécurité alimentaire et moyen d'existence
MSNA	Multi-Sector Needs Assessment	SIGE	Système d'information et de gestion de l'éducation
MSPLS	Ministère de la santé publique et de la lutte contre le SIDA	SMART	Enquête "Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transitions"
MVAM	Mobile Vulnerability Analysis and Mapping	SOND	Septembre-octobre-novembre-décembre
OCHA	United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs	TSFP	Programme ciblés d'alimentation supplémentaire
OIM	Organisation internationale des Migrations	UNFPA	United Nations Population Fund
OMS	Organisation mondiale de la Santé	UNICEF	United Nations Children's Fund
ONG	Organisation non gouvernementale	UNSCDF	UN Sustainable Development Cooperation Framework
ONPRA	Office national pour la protection des réfugiés et apatrides	USA	United States of America
ONU	Organisation des Nations Unies	USD	United States Dollar
OTP	Programme thérapeutique ambulatoire	VBG	Gender-Based Violence
PB	Périmètre brachial	VIH	Human immunodeficiency viruses
PDI	Personnes déplacées internes	EHA	Water, Sanitation and Hygiene
PDM	Post Distribution Monitoring	ZME	Zone de moyen d'existence
PEAS	Protection contre l'exploitation et les abus sexuels		

6.7

Notes finales

- 1 Source : OIM, DTM octobre 2022
- 2 Enquête nationale sur la situation nutritionnelle et de mortalité au Burundi, mars 2022
- 3 Rapport de Monitoring de Protection du HCR
- 4 Source : Banque de la République du Burundi, décembre 2022
- 5 Au nord dans la province de Kirundo, à l'est, dans les provinces de Ruyigi, Muyinga, Cankuzo et Rutana, et au sud, dans la province de Makamba.
- 6 OIM Burundi : Displacement Tracking Matrix (DTM), octobre 2022
- 7 UNHCR, statistiques mensuelles, 31 décembre 2022
- 8 Selon l'analyse IPC (juin-mars 2021). A noter que la classification IPC comprend cinq phases selon la situation d'insécurité alimentaire des populations : 1) Minimal, 2) Stress, 3) Crise, 4) Urgence et 5) Famine (aucune province du Burundi n'a atteint les deux dernières phases) selon les résultats du IPC d'août à décembre 2020. Dans le cadre de l'analyse des besoins humanitaires, les populations situées au niveau 3 et au-delà sont prises en compte.
- 9 Enquête nationale sur la situation nutritionnelle et la mortalité au Burundi (ENSNMB, 2022).
- 10 Enquête nationale sur la situation nutritionnelle et la mortalité au Burundi (ENSNMB, 2020).
- 11 République du Burundi - Évaluation rapide de l'impact de la COVID-19 sur l'offre et la demande des services de planification familiale.
- 12 Il s'agit notamment des enfants à risque, des victimes de violences basées sur le genre, des personnes vivant avec handicap etc.
- 13 Bubanza, Bujumbura, Bururi, Cankuzo, Cibitoke, Gitega, Kayanza, Karusi, Kirundo, Muramvya, Mwaro, Makamba, Ngozi, Rutana, Ruyigi et Rumonge.
- 14 La ligne verte 109 a été créée par la Croix-Rouge burundaise mi-2015 en partenariat avec l'OIM, World Vision, OCHA et Caritas Burundi. Depuis 2020 il n'y a que le CICR et l'OIM qui la soutiennent techniquement et financièrement. Depuis ces début la Hotline relaie les cas « protection » stricto sensu au CICR qui dispose aussi d'une Permanence téléphonique pour les cas protection/détention.
- 15 Financial Tracking System : <https://fts.unocha.org/>
- 16 Rapport de l'étude sur les enfants et adolescent(e)s en dehors de l'école (EADE) au Burundi (2021).
- 17 Indicateurs 2020/2021 sur l'enseignement au Burundi
- 18 Idem
- 19 Rapport des données sur les grossesses des élèves, édition 2019-2020 (Ministère de l'éducation nationale et de la recherche scientifique)
- 20 Système d'information et de gestion de l'éducation
- 21 Le district sanitaire Kinyinya a été scindé en deux districts (Kinyinya et Gisuru) juste après la collecte des données
- 22 DHIS2
- 23 Enquête nationale sur la situation nutritionnelle et la mortalité au Burundi (ENSNMB), 2022
- 24 Idem
- 25 Le taux de pauvreté a été successivement estimé à 64,6% et 62,7% selon les enquêtes sur la pauvreté menées en 2014 et 2020 par l'ISTEEBU.
- 26 Le taux de malnutrition chronique des moins de cinq ans estimé à 55,8% selon l'enquête SMART 2022.
- 27 Les huit objectifs du RRP sont les suivants : Objectif 1 : Tous les demandeurs d'asile en quête de protection internationale jouissent de leurs droits au Burundi; Objectif 2 : Les réfugiés et demandeurs d'asile au Burundi auront des abris durables et auront accès aux énergies alternatives; Objectif 3 : Les réfugiés et demandeurs d'asile au Burundi auront accès à l'eau et à des installations sanitaires et d'hygiène; Objectif 4 : Les réfugiés et demandeurs d'asile auront accès aux besoins fondamentaux et articles de base; Objectif 5 : Les réfugiés et demandeurs d'asile au Burundi auront accès aux soins de santé et de nutrition; Objectif 6 : Tous les enfants et les jeunes réfugiés en âge d'être scolarisés dans le primaire, le secondaire et le supérieur bénéficient d'un soutien pour accéder à l'éducation, à des parcours complémentaires et à l'inclusion dans le cadre juridique de l'éducation nationale en 2022; Objectif 7 : Les réfugiés bénéficient d'une autonomie et de moyens de subsistance et améliorent leurs conditions de vie sociale; Objectif 8 : Davantage des réfugiés bénéficient d'un plus large éventail de solutions en 2022.
- 28 L'ensemble des secteurs ont ventilé leur paquet d'activité par objectif stratégique à l'exception du secteur éducation qui a constitué des paquets mixtes.

BESOINS ET PLAN DE RÉPONSE HUMANITAIRE

BURUNDI